



Les Russes et les Soviétiques en France durant la Seconde guerre mondiale : entre collaboration et résistance

Anastasia Pavlova

► To cite this version:

Anastasia Pavlova. Les Russes et les Soviétiques en France durant la Seconde guerre mondiale : entre collaboration et résistance. Histoire. 2015. dumas-01256694

HAL Id: dumas-01256694

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01256694>

Submitted on 15 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – École Normale Supérieure de Cachan

UFR 09

Master Histoire des sociétés occidentales contemporaines XIX^{ème} – XXI^{ème} siècles

Centre d'Histoire Sociale du XX^{ème} siècle

**LES RUSSES ET LES SOVIÉTIQUES EN FRANCE DURANT LA SECONDE
GUERRE MONDIALE : ENTRE COLLABORATION ET RÉSISTANCE**

Mémoire de Master 2 recherche

Présenté par Mlle Anastasia Pavlova

Sous la direction de M. Olivier Wieviorka et Mme Catherine Gousseff

2014/2015

Université Paris 1 Panthéon Sorbonne – École Normale Supérieure de Cachan

UFR 09

Master Histoire des sociétés occidentales contemporaines XIX^{ème} – XXI^{ème} siècles

Centre d'Histoire Sociale du XX^{ème} siècle

**LES RUSSES ET LES SOVIÉTIQUES EN FRANCE DURANT LA SECONDE
GUERRE MONDIALE : ENTRE COLLABORATION ET RÉSISTANCE**

Mémoire de Master 2 recherche

Présenté par Mlle Anastasia Pavlova

Sous la direction de M. Olivier Wieviorka et Mme Catherine Gousseff

2014/2015

REMERCIEMENTS

Je remercie, tout d'abord, Olivier Wieviorka et Catherine Gousseff, mes directeurs de recherche, pour l'aide qu'ils m'ont apportée tout au long de l'année, pour leurs remarques et conseils avisés.

J'aimerais exprimer ma gratitude aux collaborateurs des Archives Nationales et du Musée de la Résistance nationale de Champigny. Je remercie en particulier Céline Heytens, collaboratrice du musée, pour m'avoir encouragé dans mes recherches. Je remercie Philippe Wilmouth, président de l'Association pour la Conservation de la Mémoire de la Moselle en 1939/45 (Ascomémo), pour son accueil et pour le temps qu'il m'a consacré tout au long de mon séjour en Moselle.

Je souhaite, ensuite, remercier Christophe Charle et Dominique Kalifa, professeurs de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, pour leur soutien et pour les conseils qu'ils m'ont donnés pendant la phase décisive d'écriture. Enfin, un grand merci à tous mes proches, famille et amis, et en particulier à Frank.

ABREVIATIONS ET SIGLES

AN : Archives Nationales

ANACR : Association Nationale d'Anciens Combattants de la Résistance

ASCOMÉMO : Association pour la Conservation de la Mémoire de la Moselle en 1939/45

AUS : Association française des Amis de l'Union soviétique

CCPGS : Comité Central de Prisonniers de Guerre soviétiques

DP : *Displaced person*

FFI : Forces Françaises de l'Intérieur

FTP : Francs-tireurs et partisans

FTPF : Francs-tireurs et partisans français

MOI : Main-d'œuvre immigrée

MRN : Musée de la Résistance nationale

MVD : *Ministerstvo vnutrennih del*/ Ministère des Affaires étrangères

NKVD : *Narodnyj komissariat vnutrennih del*/ Commissariat du peuple aux Affaires intérieures

NTS : *Narodno-trudovoi souz rossiskih solidaristov*/ Union solidariste du travail

OCM : Organisation Civile et Militaire

OS : Organisation Spéciale

PCF : Parti communiste français

ROA : *Russkaâ osvoboditel'naâ armiâ*/ Armée de libération Russe

REOD : *Russkoe èmigrantskoe oborončeskoe dvizhenie*/ Mouvement défenseur russe

RMVE : Régiments de Marche des Volontaires Étrangers

RNSUV : *Russkij nacional'nyj soûz učastnikov vojny*/ Union nationale russe des participants de la guerre

ROVS : *Rossijskij Obševoinskij Soûz*/ Union Générale Militaire Russe

SS : *Schutzstaffel*

SS-FHA : *SS-Führungshauptamt*

INTRODUCTION

Bien que la Résistance française des années sombres constitue une problématique familière pour les historiens de la Seconde Guerre mondiale en Europe occidentale, la question de la participation des étrangers en général et des étrangers d'origine russo-soviétique en particulier à la Résistance française est loin d'être élaborée. Cependant, si un grand nombre d'ouvrages a été consacré à la résistance polonaise¹, italienne² et espagnole³ en France occupée, aucun ouvrage dans l'historiographie française ou russo-soviétique ne présente l'analyse approfondie des circonstances de l'engagement et de la participation des citoyens russes et soviétiques à la Résistance. Peut-on vraiment parler d'une résistance russo-soviétique en France et si oui, quels registres faut-il choisir pour une telle analyse ? Existe-t-il une résistance spécifique des Russes ou des Soviétiques qui se trouvent en France durant la guerre ? Quel est le rôle des Russes et des Soviétiques dans la Résistance et par quels moyens se sont-ils impliqués dans la lutte contre l'occupant nazi ?

La résistance russo-soviétique désigne les représentants de deux catégories, notamment des Russes et des Soviétiques, qui se trouvent sur le territoire français pendant la Seconde Guerre mondiale. Le cas de groupes russo-soviétiques en France peut être considéré comme un cas très particulier pour plusieurs raisons. A partir des premières années de l'Occupation, on considère que la plupart des Russes présents en France ont émigré (notamment les émigrés venus dans ce pays après la prise du pouvoir par les Bolchéviques dans les années 1917-1920). Rappelons qu'au moment de l'occupation allemande en 1939, on recense environ 64 000 Russes et 13 800 naturalisés d'origine russe en France d'après le dernier recensement avant la guerre en 1936⁴. Bien que ces chiffres soient assez modestes, l'émigration russe a ceci de particulier qu'elle reste marquée par un grand nombre de clivages

¹ Voir par exemple : DRWESKI Bruno, « La Pown : un mouvement de résistance polonais en France », *Revue des études slaves*, Tome 59, fascicule 4, 1987, p. 741-752 ; PONTY Janine, « POWN et réseau F2 : deux mouvements essentiels de la résistance polonaise en France », in JOUTARD Philippe, MARCOT François (dir.), *Les Étrangers dans la résistance en France*, Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992, p. 93-97 ; PONTY Janine, « L'apport de témoignages à l'histoire de la Résistance polonaise en France : F2 et POWN », *Revue des études slaves*, Tome 75, fascicule 2, 2004, p. 297-305 ; WYRWA Tadeusz, *La résistance polonaise et la politique en Europe*, Paris, Éditions France-Empire, 1984, 590 p.

² Voir par exemple : MILZA Pierre (dir.) et PESCHANSKI Denis, *Exils et migrations : Italiens et Espagnols en France (1938 - 1946)*, Paris, l'Harmattan, 1994, 695 p.

³ Voir par exemple : CATALA Neus, *Ces femmes espagnoles de la Résistance à la déportation*, Paris, Tirésias, 1994, 356 p. ; DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France, de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, 475 p.

⁴ GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride (1920-1939)*, Paris, CNRS Éditions, 2008, p.106.

idéologiques et politiques. A la veille de la guerre les émigrés sont regroupés en plusieurs mouvements politiques et créent de nombreuses organisations paramilitaires. Au début de l'année 1939, la guerre contre l'Allemagne semble inévitable, de même que la participation de l'URSS à celle-ci. Les déclarations antisoviétiques des Nazis ne laissent aucun doute sur le fait que la guerre à l'Est est imminente. Quand l'Allemagne nazie déclare la guerre à l'Union soviétique le 22 juin 1941, l'émigration russe en France se divise en deux camps politiques en matière de patriotisme : un groupe sympathisant au régime hitlérien, l'autre souhaite la victoire de l'armée soviétique. Certains émigrés russes deviennent collaborationnistes et comptent sur Hitler pour anéantir le pouvoir soviétique : pour eux, souhaiter la défaite de l'URSS signifie souhaiter le retour de la Russie qu'ils avaient été obligés de quitter⁵. D'autres s'engagent dans la Résistance dès la première année de l'Occupation. Cette partie de l'émigration russe milite activement pour ses deux patries : d'un côté, pour la France, puis pour la Russie.

Typologie des acteurs

Les résistants russes en France entrent dans la clandestinité sous les conditions variées et pendant des périodes différentes. Si les uns créent des réseaux résistants dès la première année de l'Occupation allemande, les autres les rejoindront en 1941, lorsque l'Allemagne nazie attaque l'URSS. A cet égard, il convient de mentionner que l'on peut distinguer deux périodes de prise de conscience par l'émigration russe : la première période marquée par la première vague de patriotisme des émigrés russes en France est le moment de l'offensive allemande contre la Russie soviétique. Cependant, à cette période, on compte un grand nombre d'émigrés russes en France dont l'attitude envers l'URSS reste fortement négative. Le tournant marqué par le changement de leur position envers la Russie soviétique et la guerre est la victoire de l'Armée soviétique à Stalingrad en février 1943. Cette victoire de l'URSS exerce un effet décisif sur les Russes émigrés et plusieurs d'entre eux participent plus activement à la Résistance.

L'autre couche de la résistance russo-soviétique est représentée par les citoyens soviétiques, principalement par les prisonniers de guerre qui se trouvent dans les camps allemands en France pendant la guerre. Les premiers prisonniers de guerre soviétiques sont amenés en France pour des travaux forcés à partir de 1942. Entre 1943 et 1944, on dénombre

⁵ HELLER Michel, « «Un Führer» à Paris : Ju. S. Žerebkov (1941) », *Cahiers du monde russe et soviétique*, XXIV (1983), Tome 24, p. 179-199.

environ trente à quarante mille citoyens soviétiques rassemblés dans les camps⁶. Dans le cadre de notre étude, nous allons principalement mobiliser les sources concernant les prisonniers de guerre de l'Est dans les camps des départements de la Moselle et du Pas-de-Calais qui comptent le plus grand nombre des prisonniers soviétiques pendant l'Occupation. Nous allons nous concentrer sur la résistance dans les camps et sur celle des prisonniers de guerre évadés. De surcroît, nous allons aborder la participation à la Résistance des Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht qui sont amenés en France à partir de 1943 et qui refusent de se battre contre les Français et les Alliés.

La présence des émigrés russes et des citoyens soviétiques dans la Résistance constitue une intéressante particularité de cette résistance étrangère. C'est la résistance à partir de deux groupes, marquée par des clivages politiques, idéologiques et sociales. Cependant, ces clivages sont souvent écrasés par la guerre et par la lutte commune qu'ils mènent, et les trajectoires des représentants de ces catégories parfois se croisent. Ce mémoire a pour objectif de démontrer la participation à la Résistance des émigrés russes et des Soviétiques ainsi que la coopération entre ces deux groupes. L'étude des circonstances de l'engagement des Russes et des Soviétiques dans la Résistance permet d'établir les jalons qui sillonnent le parcours des émigrés russes et des citoyens soviétiques, et de définir leur place dans l'histoire de la Résistance.

Etat des lieux historiographiques

Penchons-nous à présent sur l'historiographie relative à notre sujet consacrée à la présence des émigrés russes et des citoyens soviétiques dans la Résistance française. Bien que l'historiographie soviétique compte quelques ouvrages sur les citoyens soviétiques dans les résistances occidentales⁷, aucun ouvrage présentant l'analyse approfondie des conditions de leur engagement et du fonctionnement des réseaux prosoviétiques sous l'occupation allemande n'a encore été réalisé. Nous trouvons cependant des ouvrages publiés par les historiens en URSS sur la participation des citoyens soviétiques à la Résistance française. Leur intérêt pour la présence des Soviétiques dans la Résistance se manifeste à partir des années 1960. Parmi les ouvrages publiés à cette époque-là, il convient de mentionner un

⁶ LAROCHE Gaston, *On les nommait des étrangers*, Paris, Les Editeurs Français Réunis, 1965, p. 238.

⁷ Voir par exemple : LUKAŠIN, V.I., *Protiv obšego vraga*, Moscou, Voenizdat, 1976, 192 p.; SEMIRÂGA M.I., *Sovetskie lûdi v Evropejskom soprotivlenii (Les Soviétiques dans la Résistance européenne)*, Moscou, Nauka, 1970, 351 p.

ouvrage collectif *O čem ne govorilos' v svodkah*⁸ (*De quoi on n'a pas parlé dans les rapports*) publié en 1962. En fait, c'est le premier ouvrage consacré à la présence des citoyens soviétiques dans la Résistance française. Les auteurs évoquent le problème de la création et du fonctionnement des organisations clandestines internationales dans les résistances occidentales et en particulier dans la Résistance française. Parmi les ouvrages consacrés aux Soviétiques dans les résistances occidentales nous pouvons également rappeler celui de L.N. Byčkov *Partizanskoe dvizhenie v gody Velikoj Otečestvennoj vojny v 1941—1945*⁹ (*Le Mouvement clandestin pendant la Seconde Guerre mondiale en 1941-1945*) paru en 1965. Cet ouvrage a pour but la création de l'image héroïque du peuple soviétique dans la guerre. Or, il ne touche pas aux circonstances de l'engagement des Soviétiques dans la Résistance ainsi qu'à la participation à la Résistance des Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Si la question de la participation des citoyens soviétiques dans les résistances occidentales est présentée dans l'historiographie soviétique, aucune étude sur l'émigration russe en général et sur sa participation dans la résistance en particulier n'a été réalisée avant les années 1990. Cela s'explique par la censure soviétique qui interdit toutes les tentatives de publication sur l'émigration. A cette période, l'émigration russe est un sujet-tabou. La situation change seulement dans les années 1990 après la chute de l'URSS. Cette période est marquée par l'apparition de nombreux ouvrages sur le parcours des émigrés russes. La diversité des publications parues depuis le début des années 1990 témoigne d'une grande demande d'information sur les trajectoires de l'émigration russe qui devient un des sujets les plus à la mode pendant cette période-là en Russie. Un grand nombre d'ouvrages est consacré à la géographie de l'émigration ainsi qu'aux prémisses de l'immigration massive en France¹⁰. Les sources utilisées par les historiens de cette période-là sont constitués, en premier lieu, par

⁸ KULIKOV I. N., PLOTNIKOV Ů. A., SAHAROV B. L., *O čem ne govorilos' v svodkah, Vospominaniâ učastnikov dvizheniâ Soprotivleniâ* (*De quoi on n'a pas parlé dans les rapports, Les mémoires des résistants*), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1962, 464 p.

⁹ BYČKOV L.N., *Partizanskoe dvizhenie v gody Velikoj Otečestvennoj vojny v 1941—1945* (*Le Mouvement clandestin pendant la Grande Guerre patriotique en 1941-1945*), Moscou, Mysl', 1965, 454 p.

¹⁰ KOSTIKOV V.V., *Ne budem proklinat' izgnanie. Puti i sud'by russkoj èmigracii* (*Que nous ne maudissions pas l'exil. Les trajectoires et les destins de l'émigration russe*), Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 1990, 464 p.; BOL'SAKOV V.V., *Russkie berezy pod Parižem* (*Les bouleaux russes sous Paris*), Moscou, Molodaâ gvardiâ, 1990, 269 p.; KOVALENKO Ů.M., *Moskva-Pariž. Očerki o russkoj èmigracii* (*Moscou-Paris. Les études sur l'émigration russe*), Moscou, Politizdat, 1991, 384 p.; TIMONIN E.I., *Istoričeskie sud'by russkoj èmigracii (1920-1945 gg.)* (*Les parcours historiques de l'émigration russe (1920-1945)*), Omsk, SibADI, 2000, 291 p.

les mémoires des émigrés russes, y compris ceux des revenus en URSS après la Seconde Guerre mondiale.

L'historiographie post-soviétique

L'historiographie russe contemporaine aborde plusieurs aspects de la vie et de l'activité de l'émigration russe en France de l'entre-deux-guerres ainsi que ses représentations chez la population française¹¹. Cependant, force est de constater que la plupart des ouvrages sur l'émigration portent sur l'émigration présumée blanche, notamment les soldats et les officiers de l'ancienne armée blanche et plus souvent sur les représentants de la dynastie impériale¹². Quant aux autres catégories des émigrés, y compris l'émigration ouvrière ou juive, elles ne suscitent pas un grand intérêt chez les historiens russes.

En ce qui concerne la participation des émigrés russes à la Seconde Guerre mondiale, ces derniers ont été depuis longtemps considérés comme des collaborationnistes au régime hitlérien. En effet, l'émigration russe en France à la veille de l'occupation est très hétérogène, y compris une grande part des Russes fortement opposée au régime stalinien et prête à collaborer contre l'URSS. Un grand nombre d'ouvrages et d'articles abordent le problème de collaborationnisme entre les émigrés russes et les Nazis¹³. Notons, par exemple, l'ouvrage fondamental de M.I. Semirâga *Kollaboracionizm. Priroda, tipologiâ i proâvleniâ v gody Vtoroj mirovoj vojny*¹⁴ (*Le collaborationisme. La nature. La typologie et les manifestations pendant la Seconde Guerre mondiale*) paru en 2000 où l'historien s'interroge sur les motivations et les raisons du collaborationnisme en URSS et à l'étranger.

¹¹ Voir par exemple : BELJAEV S.A., PONOMAREVA L.V., STEPANOV N. Ju., *Russkââ èmigraciâ v Evrope 20-30 gody XX veka* (*L'émigration russe en Europe dans les années 20-30 du XXe siècle*), Moscou, RAN, 1996, 268 p.

¹² GREBEL'SKIJ P. H., MIRVIS A. B., *Dom Romanovyh. Biografičeskie svedeniâ o členah Carstvovavšego Doma, ih predkah i rodstvennikah* (*La maison des Romanovs, Les notes biographiques sur les membres de la famille dirigeante, ses ancêtres et ses parents*), Saint-Pétersbourg, Redaktor, 1992, 280 p. ; DUMIN S. V., *Romanovy. Imperatorskij Dom v izgnanii. Semejnaâ hronika* (*Les Romanov. La maison impériale en exil. La chronique de famille*), Moscou, ZAHAROV-AST, 1998, 384 p.

¹³ CURGANOV Ů.S., *Beloëmigranty i Vtoraâ mirovââ vojna, Popytka revanša. 1939-1945* (*Les émigrés blancs et la Seconde Guerre mondiale. Une tentative d'un revanche*), Moscou, ZAO Centrpoligraf, 2010, 287 p. ; GOLDIN V.I., *Rokovoj vybor. Russkoe voennoe Zarubež'e v gody Vtoroj mirovoj vojny* (*Le choix fatal. L'Etranger militaire russe dans les années de la Seconde Guerre mondiale*), Arkhangelsk-Murmansk, Solti, 2005, 616 p. ; GONČARENKO O. G., *Beloëmigranty meždou zvezdoy i svastikoj* (*Les émigrés blanc entre l'étoile et le svastika*), Moscou, Veče, 2005, 352 p.

¹⁴ SEMIRÂGA M.I., *Kollaboracionizm. Priroda, tipologiâ i proâvleniâ v gody Vtoroj mirovoj vojny* (*Le collaborationisme. La nature, la typologie et les manifestations pendant la Seconde Guerre mondiale*), Moscou, ROSSPËN, 2000, 863 p.

Cependant, aucun ouvrage présentant une analyse complète de la participation des émigrés russes en Résistance n'a été réalisé. Nous allons cependant nous pencher sur un certain nombre de mémoires des résistants d'origine russe en France qui ont participé à la Résistance¹⁵.

L'historiographie française

L'historiographie française se caractérise par une véritable variété des thématiques liées à la présence de la population russo-soviétique en France des années sombres. Le premier ouvrage publié sur ce sujet-là est celui de Gaston Laroche, colonel F.T.P.F. d'origine russe qui fut le premier à donner dans son ouvrage *On les nommait des étrangers*¹⁶ un tableau d'ensemble de la participation des combattants immigrés à la Résistance française. L'ouvrage de Laroche touche en effet plusieurs groupes d'immigrés, y compris les immigrés italiens, espagnols, polonais, arméniens, russes. La résistance russo-soviétique occupe un chapitre où l'auteur décrit la participation des immigrés russes à la Résistance ainsi que la lutte armée des partisans soviétiques, notamment des prisonniers de guerre. Cependant, l'auteur admet lui-même qu'il est difficile de reconstituer une documentation complète sur la participation des immigrés dans la Résistance et qu'il n'utilise qu'un petit nombre des publications, des coupures de presse, des rapports et des documents concernant les immigrés.

Dans l'historiographie française sur l'émigration russe, nous trouvons des ouvrages consacrés à des parcours particuliers des résistants d'origine russe en France. Notons par exemple, l'ouvrage de Laurence Varaut publié en 2000. Cet ouvrage présente le parcours de la résistante russe Mère Marie, la fondatrice de l'*Action orthodoxe* à Paris durant l'Occupation. Nous pouvons également citer de nombreuses publications consacrées au résistant émigré russe Boris Vildé, le fondateur d'un des premiers mouvements de Résistance en France – le réseau du Musée de l'Homme en août 1940, comme le *Journal et lettres de prison 1941-1942* publié par François Bédarida et Dominique Veillon. Les auteurs publient le texte du journal intime de Boris Vildé qu'il a rédigé en prison en ajoutant des commentaires et des précisions. Sur le parcours de Vildé nous trouvons des informations dans les ouvrages plus généraux d'Alain Guérin¹⁷ et celui de Marina Gorboff¹⁸. Nous pouvons également citer

¹⁵ BERBEROVA Nina, *C'est moi qui souligne*, Arles, Actes sud, 1989, 540 p.; VILDE Boris, *Journal et Lettres de prison, 1941-1942*, Paris, Allia, 1997, 172 p.

¹⁶ LAROCHE Gaston, *On les nommait des étrangers*, Paris, Les Editeurs Français Réunis, 1965, 477 p.

¹⁷ GUERIN Alain, *Chronique de la Résistance*, Paris, Omnibus, 2010, 1824 p.

le livre *Le Réseau du Musée de l'Homme*¹⁹ rédigé par l'historien américain Martin Blumenson et traduit en français par Jean-Pierre Carasso. Enfin n'oublions pas les ouvrages plus généraux sur les immigrés dans la Résistance où l'on trouve également les informations sur l'activité des résistants russes pendant l'occupation²⁰.

Les ouvrages qui traitent de la participation des prisonniers de guerre soviétiques à la Résistance ne sont pas nombreux. Nous avons cité l'ouvrage de Gaston Laroche qui démontre des aspects différents de la résistance étrangère en France, y compris celle des Russes et des Soviétiques. Cependant, il n'y a pas d'ouvrages récents qui traitent la participation des Soviétiques à la Résistance. Cependant, nous trouvons les informations sur les prisonniers de guerre soviétiques en France dans les publications plus générales sur la captivité pendant la guerre²¹.

Les travaux déjà publiés consacrés directement ou indirectement à la présence des prisonniers de guerre en France vont permettre de donner, dans un premier temps, une idée générale sur l'internement dans les camps sur le territoire français pendant l'Occupation, mais aucun ouvrage n'est centré entièrement sur les prisonniers de guerre soviétiques et leur participation à la Résistance.

Sources

Les sources que nous nous proposons d'étudier forment trois corpus principaux. Les fonds du Musée de la Résistance nationale de Champigny forment le premier corpus. Ce sont les fonds du musée sur les résistants soviétiques à partir de plusieurs départements français, y compris Moselle, Meurthe et Moselle, Oise, Pas-de-Calais, Rhône, Bas Rhin, Haut Rhin, Corrèze, Dordogne, Paris et Seine-et-Marne. Les sources que nous allons analyser sont présentées par les dossiers des prisonniers de guerre soviétiques, par leurs cartes du partisan en activité sur le territoire de la France et par les coupures de presse clandestine. Le musée

¹⁸ GORBOFF Marina, *La Russie Fantôme, L'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995, 281 p.

¹⁹ BLUMENSON Martin, *Le Réseau du Musée de l'Homme*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 284 p.

²⁰ Voir par exemple : COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis et RAYSKI Adam (dir.), *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la résistance*, Paris, Fayard, 1989, 470 p. ; PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, 126 p. ; STRUVE Nikita, *Soixante-dix ans d'émigration russe*, Paris, Fayard, 1996, 297 p.

²¹ BECKER Gabriel, *Le camp du Ban-Saint-Jean, 1941-1944 : Lumière sur une honte enfouie*, Knutange, Fensch-vallée, 2001, 212 p. ; COUDRY Georges, *Les camps soviétiques en France*, Paris, Albin Michel, 1997, 340 p. ; WILMOUTH Philippe, *Les camps de prisonniers de guerre en Moselle 1940-1948*, Saint-Avertin, Alain Sutton, 2009, 256 p.

comporte une grande collection de la presse clandestine soviétique en France, y compris *Russie d'aujourd'hui* (Organe de l'Association française des Amis de l'Union soviétique) et *Sovetskij patriot* (*Le Patriote soviétique*, Organe d'information des prisonniers de guerre soviétiques en France). Les dossiers et les coupures de presse que nous étudierons vont permettre de comprendre quel type de lutte est mené par les prisonniers de guerre soviétiques en France occupée et dans quelles régions cette lutte a lieu pendant la guerre. La plupart des documents que nous avons utilisés appartiennent aux fonds René Roussel. Monsieur René Roussel, l'ancien Responsable national aux cadres et à la sécurité de l'O.S.²² du Front National de lutte et des F.T.P.F. zone Nord (1941-1942) et zone Sud (1943-1944), fut l'initiateur des recherches sur les Soviétiques dans la Résistance française. A la suite de ses recherches effectuées dans les années 1990 en coopération avec les membres de l'Association Nationale d'Anciens Combattants de la Résistance (A.N.A.C.R.), il a réussi de rassembler une collection remarquable des documents concernant la présence des Soviétiques dans la Résistance française.

Le second corpus est composé des fonds des Archives Nationales de France sur la Résistance en général et sur la résistance étrangère en particulier, y compris les organisations résistantes des combattants étrangers. Nous allons travailler également sur les documents portant sur le réseau des résistants du Musée de l'Homme, une organisation clandestine très connue fondée par les émigrés russes Boris Vildé et Anatoly Lewitsky. Ces sources sont constituées principalement par les témoignages des résistants du réseau grâce auxquels on peut analyser leurs activités au sein de la Résistance. Dans les fonds des Archives Nationales nous trouvons également des informations sur les Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht, il s'agit notamment des bataillons de l'Est et de l'Armée Vlassov.

Enfin, les fonds des archives privées, notamment ceux de l'Ascomémo²³ constituent le troisième corpus des sources qui nous permettra d'analyser les dossiers des prisonniers de guerre soviétiques du département de la Moselle. Les archives de l'Ascomémo contiennent une grande collection de documents sur les conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre soviétiques se trouvent dans les camps. Nous allons analyser les directives sur le traitement des prisonniers soviétiques dans les camps et au travail ainsi que les témoignages des Soviétiques et des autochtones. Nous allons également analyser les écrits laissés par les

²² Organisation Spéciale.

²³ Association pour la conservation de la mémoire de la Moselle 1939-1945.

Soviétiques sur les murs de l'ancienne prison à Moyeuivre-Grande où plusieurs d'entre eux étaient amenés lors des tentatives d'évasion. Ces écrits témoignent du travail des comités clandestins des Soviétiques dans les camps. Enfin, les témoignages des Lorrains nous seront utiles pour comprendre les circonstances d'évasions des Soviétiques des camps.

Problématique

Dans cette recherche nous aborderons plusieurs questions. Tout d'abord, nous nous intéresserons au phénomène de la résistance russo-soviétique en général dans le spectre des autres formes de la résistance étrangère en France. Nous essayerons de définir la résistance russo-soviétique à partir de plusieurs catégories, y compris l'émigration russe, les prisonniers de guerre soviétiques en France et d'autres catégories des résistants d'origine russo-soviétique qui se trouvent sur le territoire français pendant l'Occupation. De surcroît, nous analyserons les formes de la résistance russo-soviétique et les méthodes employées par les résistants russes et soviétiques, ainsi que leurs motivations et les circonstances de leur engagement dans la Résistance française. Nous nous interrogerons également si la résistance russo-soviétique est organisée et encadrée ou si elle a un caractère individuel. Les organisations antinazies clandestines créées à partir de ces groupes et leurs rapports avec les organisations résistantes français occuperont également une grande place dans ce mémoire.

Structuration du mémoire

Le présent mémoire comporte deux parties. La première partie est composée de trois chapitres et aborde la période de l'occupation de la France jusqu'à l'invasion de l'URSS. Le premier chapitre trace le portrait de l'émigration russe en France à la veille de l'occupation allemande ainsi que sa représentation historiographique. En premier lieu, nous allons aborder le problème de la représentation des Russes émigrés à partir de plusieurs regards. Il s'agit d'analyser le regard soviétique à l'émigration russe ainsi que le regard des émigrés russes sur eux-mêmes. De surcroît, nous nous interrogerons sur le statut des émigrés russes en France à la veille de la guerre. Enfin, nous analyserons les organisations paramilitaires et politiques des émigrés russes actives à la veille de la guerre et leurs programmes politiques. Par cette analyse des regards et des représentations, nous espérons éclairer les raisons de l'engagement (ou souvent non-engagement) des émigrés russes dans la Résistance.

Dans le deuxième chapitre, nous analyserons les opinions des émigrés russes concernant le régime nazi et les clivages politiques et idéologiques face à l'Occupation de la

France et à l'invasion de l'URSS par les Allemands. L'analyse comparative entre les émigrés prosoviétiques et pronazis occupera une grande partie du chapitre. Nous essayerons de démontrer l'évolution des regards vers le régime soviétique dans le milieu de l'émigration russe en France ainsi que leurs motivations. Nous expliquerons également pourquoi il n'y a pas de résistance organisée au sein de l'émigration russe, au niveau de leurs organisations politiques.

Le troisième chapitre touche à la participation des émigrés russes à la Résistance. Celui-ci comporte deux volets : le premier concerne la participation à la Résistance des émigrés russes qui s'engagent dans la Résistance comme des patriotes français. Ayant vécu toute la vie en France, ils s'engagent dans la lutte antinazie pour combattre pour le pays qui les a accueillis. Dans un second temps, nous analyserons la participation à la Résistance des émigrés russes qui s'engagent dans la Résistance comme des patriotes soviétiques.

La deuxième partie du mémoire vise à aborder la période de 1942 à 1944, de l'internement des prisonniers de guerre soviétiques en France occupée jusqu'à la Libération. Le chapitre quatre expliquera la présence des Soviétiques en France durant l'Occupation et les circonstances de leur engagement dans les F.F.I. Nous nous concentrons sur les prisonniers de guerres soviétiques ainsi que sur les Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht stationnés sur le territoire français. Le chapitre cinq vise à analyser les formes de la participation de ces groupes à la Résistance. Nous verrons comment ils participent à la résistance armée ainsi qu'à la résistance dans les camps (les actes de sabotage et de diversion). Le chapitre six aborde la coopération entre les émigrés russes et les citoyens soviétiques au sein de la Résistance. Nous verrons comment les parcours des émigrés russes et des Soviétiques se croisent.

Ainsi, par l'étude du rationnement et de la récupération, nous pensons jeter un éclairage nouveau sur la participation des émigrés russes et des citoyens soviétiques à la Résistance française, effectué à partir de plusieurs sources et travaux bibliographiques français et russes. Ce mémoire permettra de saisir les détails de la résistance russo-soviétique à partir de plusieurs catégories des résistants et des actes de résistance particuliers. Nous expliquerons également les prémisses de l'engagement dans la Résistance des Soviétiques et des Russes et le contexte idéo-politique de cette résistance assez spécifique.

PARTIE I
De l'Occupation de la France à l'invasion de l'URSS

Chapitre I. La population d'origine russe en France à la veille de l'Occupation.

Quand on parle des Russes qui ont immigré en France après la Révolution d'Octobre en 1917-1920, on se heurte à un problème de la définition et du classement au sein de cette catégorie. *Les Russes blancs, l'émigration de la première vague, Russie de l'au-delà des frontières, la vraie Russie*, telles sont des métaphores qui décrivent les émigrés russes en France de l'entre-deux-guerres. Quel est le terme le plus précis permettant de qualifier toute cette population d'origine russe à la veille de la Seconde Guerre mondiale ? Quelle est la structuration de ce groupe depuis son arrivée en France ? Est-ce que la distinction selon plusieurs sous-groupes déterminés par des positionnements politiques permet d'expliquer leur participation à la Résistance française ou parfois leur collaboration avec l'occupant ? Ces questions nécessitent une réflexion approfondie sur l'ensemble de la population russe en France, dont la situation politique, idéologique et juridique est très diverse à la veille de l'Occupation.

Dans ce chapitre, nous allons donc nous interroger sur la présence russe en France à la veille de la guerre et sa représentation historiographique. Dans un premier temps, nous allons aborder le problème de la représentation des Russes émigrés à partir de leurs propres mémoires. Il s'agit notamment de démontrer comment ils se représentent leur expérience de l'émigration, et s'ils se considèrent comme des immigrés après vingt ans de l'immigration. Cela nous permettra de comprendre les raisons de l'engagement des Russes à la Résistance, s'ils s'engagent pour lutter pour la France ou pour leur pays natal. Puis, nous allons nous adresser à l'historiographie soviétique où les émigrés russes ont été traditionnellement considérés comme des traîtres à la patrie, il s'agit notamment d'analyser le regard soviétique et d'essayer à expliquer pourquoi l'approche soviétique ne laisse pas de chance aux émigrés d'être résistants. Nous allons en même temps démontrer comment les émigrés russes sont représentés par les historiens russes de l'après-chute de l'URSS afin de comprendre comment l'image traditionnellement négative de l'émigration russe évolue pendant cette période. Enfin, nous allons expliquer la situation objective de l'immigration russe en France à la veille de l'Occupation en analysant leur statut juridique. Nous nous intéresserons notamment au cas des Russes naturalisés et des Russes réfugiés, détenteurs du passeport Nansen en signe de leur rattachement à leur patrie bien qu'elle n'existe plus. Nous déterminerons si la détention de ce passeport peut révéler les positionnements politiques des émigrés à la veille de la guerre ou si celle-ci renvoie à raisons pratiques. De surcroît, une analyse approfondie des

associations paramilitaires et des mouvements politiques fondés par l'émigration russe va mettre en lumière les positionnements politiques et idéologiques des émigrés et leurs descendants envers le régime stalinien et hitlérien à la veille de la guerre. Par cette analyse des regards et des représentations, nous espérons éclairer les raisons de l'engagement (ou souvent du non-engagement) des émigrés russes dans la Résistance.

1.1 La représentation des émigrés russes selon plusieurs regards.

1.1.1 Le regard de l'émigration sur elle-même.

Dès les premières années de l'émigration, le terme d'« émigré » employé aujourd'hui pour désigner ceux qui, dans les années vingt quittent leur pays pour des raisons politiques, fut rarement utilisé au début de l'exil. Seul celui de « réfugié » est communément admis, les Russes se qualifiant « d'apatrides » à partir de 1924, date de la création du passeport Nansen²⁴. Cependant, les émigrés involontaires des années vingt qui s'évadent de la Russie soviétique et trouvent refuge en France, entrent dans l'historiographie sous le terme traditionnel *l'émigration russe*. Ce terme désigne en premier lieu les émigrés blancs, notamment ceux qui pour des raisons politiques et idéologiques quittent la Russie après la prise du pouvoir par les Bolchéviques et qui continuent leur opposition idéologique au régime soviétique durant l'exil. Parmi les étrangers qu'abrite la France de l'entre-deux-guerres, les Russes occupent une place à part : réfugiés d'abord politiques, ils seront toujours appelés les « émigrés » russes, définis prioritairement par le drame de l'exil et du déracinement²⁵. Ce drame est souvent visible dans les mémoires des émigrés russes en France.

Les mémoires des émigrés russes ayant vécu la Seconde Guerre mondiale en France, reflètent l'idée qu'ils se font d'eux-mêmes. Bien que les Russes qui se trouvent en France à la veille de la guerre aient passé quelques vingt ans hors de leur pays d'origine et bien que plusieurs d'entre eux (surtout leurs enfants) soient déjà naturalisés vers 1939, la plupart se considèrent toujours comme des Russes.

Le terme *Russes blancs* apparaît plus rarement dans les mémoires des émigrés. En effet, Blancs à l'origine, les émigrés russes se transforment bientôt en membres de plusieurs mouvements différents, dont les positionnements politiques durant toute la période de l'entre-deux-guerres sont très divers et sortent largement du *Mouvement blanc*. En 1939, on

²⁴ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 28.

²⁵ MENEGALDO Hélène, *Les Russes à Paris 1919-1939*, Paris, Autrement, 1999, p. 11.

dénombrer plusieurs associations politiques et paramilitaires des émigrés qui représentent une grande diversité des regards et positionnements. A cet égard, quand on parle des émigrés russes de cette époque-là, nous ne les nommons pas *les Blancs*, mais nous nous tenons au terme traditionnel *l'émigration russe* qui désigne plus largement les émigrés de cette époque-là et qui nous paraît le plus neutre.

C'est souvent au travers de la terminologie que nous esquissons la mosaïque des positionnements idéologiques et politiques des Russes qui se trouvent en France à la veille de la guerre. Dans ce mémoire nous avons donc choisi le terme d'*émigration russe* pour définir les Russes en France à la veille de l'Occupation et qui ont immigré dans les années 1917-1920. En employant ce terme-là, nous nous appuyons sur la tradition historiographique établie par les émigrés eux-mêmes ainsi que sur la représentation des émigrés de cette période dans leurs mémoires. Cette approche nous permet de ne pas être en contradiction avec l'historiographie russo-soviétique où le terme *l'émigration russe* est souvent utilisé. L'historiographie soviétique cependant nécessite d'être dépassée, car c'est notamment à travers l'historiographie que le gouvernement soviétique construit une image de l'ennemi en parlant de cette émigration.

1.1.2 Le regard soviétique. La fabrique de l'image de l'ennemi blanc.

Les premières études sur « l'émigration russe » apparaissent dans l'historiographie soviétique dès le début des années vingt, mais uniquement comme un instrument de propagande. Le but du jeune pouvoir soviétique est alors de construire une image forte du nouveau gouvernement et d'éliminer toutes oppositions au régime bolchévique. Pour cette raison, l'écriture de l'histoire sociale et politique des émigrés sert d'instrument de propagande contre l'opposant en exil. Les Soviétiques s'efforcent notamment de démontrer le déclin de l'émigration russe au niveau moral et politique²⁶ provoqué par l'idéologie bourgeoise.

Les termes les plus répandus dans l'historiographie soviétique sur la « contre-révolution » deviennent *l'émigration russe* et *les Blancs*. Ils sont en même temps neutres que dans le discours public²⁷. Dans les années vingt, les ouvrages sur *le Mouvement blanc*, biaisés

²⁶ MITROHIN V.A., « Otečestvennââ istoriografiâ russkoj èmigracii (20-e gody XX veka) » (*L'historiographie nationale de l'émigration russe dans les années vingt du XXème siècle*), *Vestnik*, 2008, n° 4 (23), p. 168-170.

²⁷ Les termes les plus utilisés par les Soviétiques sont « des traîtres des intérêts de la classe ouvrière », « des agents de la bourgeoisie », « des opportunistes ».

idéologiquement, sont publiés. La plupart des auteurs soviétiques de la période constatent que l'émigration en premier lieu, divisée en deux camps (la droite et la gauche), est caractérisée par une grande diversité des groupes politiques dès le début de son existence. C'est particulièrement vrai à partir des premières années de l'émigration, les Russes se divisent très tôt en plusieurs groupes ; néanmoins, les enjeux de la propagande soviétique sont en premier lieu de démontrer l'incertitude au sein de l'émigration et l'absence d'opposition forte au régime soviétique. Par exemple, un des ouvrages typiques de la période *Beloe Pohmel'e. Russkaâ èmigraciâ na rasput'i* (*Gueule de bois blanche. L'émigration russe au carrefour*) paru en 1923, constate qu'après la défaite des armées de Wrangel, l'émigration russe n'est plus un groupe homogène, mais un mouvement caractérisé par de forts clivages idéologiques²⁸. En soulignant ces clivages, l'historiographie soviétique vise à démontrer que l'émigration ne représente pas une opposition réelle au régime bolchévique, parce qu'il n'existe pas de programme politique unique au sein de l'émigration.

Dès le début des années trente, l'étude de l'émigration en URSS est toujours au service du pouvoir soviétique et sa propagande, mais certains changements au niveau de la représentation des émigrés russes ont lieu. L'approche de la perception de l'émigration est désormais liée avec le début de « l'ère stalinienne » à la fin des années vingt, période de l'essor de la propagande et du contrôle sévère dans tous les domaines de la société. Le sujet de l'émigration devient ainsi un tabou. Les historiens soviétiques de la période s'occupent de la construction de l'image des émigrés comme des traîtres de la patrie.

La montée du fascisme dès la fin des années vingt influence également le regard des Soviétiques sur l'émigration. Dans le contexte de la guerre qui s'approche à grands pas, les émigrés sont souvent accusés de sympathie pour le fascisme. Les sources officielles soviétiques de la période insistent sur le fait que l'émigration depuis son existence était liée à différentes organisations de la bourgeoisie, et surtout avec ses agents fascistes. La plupart des ouvrages sur l'émigration de cette période met l'accent sur le rapprochement entre les émigrés et les fascistes ainsi que sur l'activité terroriste des Blancs.

C'est seulement après la chute de l'URSS et le retour de la liberté de l'expression que les historiens russes commencent à aborder les thèmes qui furent longtemps interdits. Pour la première fois, l'historiographie russe s'intéresse à la question des émigrés russes dans

²⁸ BELOV Vadim, *Beloe Pohmel'e. Russkaâ èmigraciâ na rasput'i* (*La gueule de bois blanche. L'émigration russe au carrefour*), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1923, 172 p.

la Seconde Guerre mondiale. Les historiens cependant se divisent en deux camps : ceux qui insistent sur le collaborationnisme russe pendant la guerre et ceux qui soulignent la participation de l'émigration à la résistance au fascisme. Le terme *d'émigration russe*²⁹ reste le plus répandu dans les titres des ouvrages de l'historiographie russe contemporaine lors que les termes *d'émigration blanche*³⁰ et *d'émigration de la première vague*³¹ sont utilisés minoritairement.

Après la chute de l'URSS, on dénombre une série de démarches concernant l'élaboration du statut des émigrés des années vingt au niveau de l'Etat. La Constitution de la Fédération de Russie de 1993 fondement de législation du nouveau gouvernement russe, contient un nombre d'actes normatifs qui pour définir les émigrés russes, utilisent le terme «compatriote à l'étranger/ sootečestvennik zarubežom», sans toutefois en donner une définition précise. Seule la loi fédérale du 1 juin 1999³² sur la politique d'Etat de la Fédération de Russie concernant les *compatriotes à l'étranger* éclaire certains points de cette définition. La définition des « compatriotes » proposée par la loi n'a aucune base au niveau juridique, parce que la notion « compatriotes à l'étranger » ne figure ni dans le droit international ni dans des législations nationales.

La déclaration³³ sur la prise en charge de la diaspora russe et sur le mécénat aux compatriotes russes est le seul document officiel qui éclaire la notion de « diaspora ». Selon cette déclaration, la Fédération de Russie comprend sous le terme de diaspora tous les ressortissants de l'Union soviétique et leurs descendants indépendamment de leur nationalité, ethnie, langue, religion, type de l'activité professionnelle, domicile et d'autres circonstances, qui ne sont pas les citoyens de la Fédération de Russie et qui acceptent leur lien spirituel et culture-ethnique avec la Fédération de Russie ou n'importe quel région de la Fédération de

²⁹ KARPENKO S.V., *Meždu Rossiej i Stalinym. Rossijskaâ èmigraciâ i vtorââ mirovââ vojna (Entre la Russie et Staline. L'Emigration russe et la Seconde Guerre mondiale)*, Moscou, RGGU, 2004, 346 p.

³⁰ GONČARENKO O. G., *Beloèmiigranty meždu zvezdoj i svastikoj (Les émigrés blancs entre l'étoile et le svastika)*, Moscou, Veče, 2005, 352 p.

³¹ Le quatrième numéro du journal Rodina en 2009 a paru sous la rubrique « XX vek. Russkaâ èmigraciâ. Pervââ volna » (*Le XXème siècle. L'émigration russe. La première vague*).

³² O Gosudarstvennoj politike RF v otnošenii sootečestvennikov za rubežom: Feder. Zakon ot 24.05.1999 N° 99-F3 (*Sur la politique de la Fédération de Russie concernant les compatriotes à l'étranger. Loi fédérale du 24.05.1999 N° 99-F3*), *Rossijskaâ gazeta*, le 1 juin 1999.

³³ Deklaraciâ o podderžke rossijskoj žiaspory i opokrovitenl'stvtie rossijskim sootečestvennikam. Utv. Postanovleniem Gosudarstvennoj dumy RF ot 08.12.995 N 1476-1 GD (*Déclaration sur le soutien et le patronage des compatriotes russes. Adopté par la décision de la Duma d'Etat de la Fédération de Russie*), in *Soboranie zakonodatel'stva RF*, 1995, N 52, article 513.

Russie. Néanmoins, du point de vue juridique et législatif, cette définition a plutôt un caractère culturel et n'a aucun sens sur le plan juridique.

Quelle est alors la situation juridique des émigrés russes en France dans les années trente ? Sont-ils toujours des Russes ou des Français naturalisés ou les deux ?

1.2 Le problème du statut des émigrés en France. La fabrique de l'apatride.

Notons d'emblée qu'en 1936, notamment l'année du dernier recensement avant l'Occupation, on recense environ 64 000 Russes et 13 800 naturalisés d'origine russe en France³⁴, dont la plupart habitent en région parisienne. En effet, ces chiffres sont assez modestes, surtout si on les compare avec d'autres émigrations en France, comme par exemple, les Italiens (750 000)³⁵ ou les Espagnols (250 000)³⁶. Malgré son petit nombre, l'émigration russe représente un groupe très hétérogène à l'époque, en premier lieu, en raison de la diversité des situations au niveau juridique. La question donc est d'une part de s'interroger sur les raisons de cette diversité et d'autre part, d'analyser si le passeport peut indiquer les positionnements politiques des émigrés à la veille de la guerre.

La France devient le premier pays qui reconnaît le gouvernement russe en exil avec le général Wrangel à sa tête, et en même temps, le seul pays qui conserve l'ambassade russe en France jusqu'en 1924, date à laquelle l'URSS est reconnue par la France³⁷. Cependant, les réfugiés russes n'ont alors ni statut légal, ni la protection d'aucun Etat. C'est pourquoi dans un contexte de forte immigration à partir des années vingt, le gouvernement français s'engage dans la question du statut pour des émigrés russes.

Par ailleurs, au début des années vingt, les émigrés russes en France font face à un autre problème : le gouvernement bolchévique s'empresse de proscrire légalement les Blancs qui se trouvent à l'étranger. Le 15 décembre 1921, un décret sur « la privation de nationalité de certaines catégories de personnes résidant à l'étranger » déchoit officiellement les émigrés de leurs droits³⁸. Devenus apatrides, les réfugiés ne possèdent désormais aucun statut légal et demeurent sans défense face l'arbitraire des pays d'accueil. En France, les réfugiés russes

³⁴ GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe...*, *op. cit.*, p. 106.

³⁵ MILZA Pierre, PESCHANSKI Denis (dir.), *Exils et migrations...*, *op. cit.*, p. 14.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ De nombreuses raisons amène la France à soutenir les Blancs : à l'image des autres pays européens, elle craint la propagation de la « révolution rouge ». De surcroît, le remboursement de l'emprunt suspendu par Lénine a été posé en préalable à la reconnaissance officielle de l'URSS en 1924.

³⁸ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 28.

sont doublement apatrides, puisque celle-ci ne reconnaît pas légalement l'Etat soviétique. L'élaboration d'un statut légal devient ainsi une véritable priorité pour les émigrés : il faut trouver une solution au niveau juridique avant que la France ne reconnaisse l'Union soviétique et que celle-ci ne réclame ses anciens ressortissants. En février 1921, le gouvernement français propose à la Société des Nations de prendre en charge le problème des réfugiés. En mai 1921, une Commission d'aide aux réfugiés russes est créée afin de subvenir aux besoins de 20 000 personnes, en Yougoslavie et à Istanbul³⁹.

L'élaboration du statut pour des réfugiés russes est liée au nom du norvégien Fridtjof Nansen, l'ancien explorateur polaire qui entre dans l'histoire de l'émigration russe en septembre 1921, lorsqu'il devient haut-commissaire pour les réfugiés russes au sein de la Société des Nations⁴⁰. C'est lui qui lance l'idée d'un certificat d'identité et de voyage pour les réfugiés russes devenus apatrides par décision du Kremlin. Enfin, le 5 juillet 1922, le Haut-commissariat annonce officiellement la création du passeport Nansen⁴¹. En 1924, trente huit Etats, dont la France, adoptent le document. Le passeport, rédigé en français et dans la langue du pays d'origine, est également délivré aux réfugiés d'autres nations. Ce passeport unique, bientôt dénommé *Nansen*, pour la très grande majorité des Russes émigrés n'ayant pas voulu ou pu prendre la citoyenneté de leur pays d'accueil, devient la solution à leur impasse juridique.

Dans les années trente, le passeport Nansen est encore en usage⁴², cependant le séjour de longue durée à l'étranger, amène les émigrés russes à réfléchir au changement de leur statut. Si au début des années vingt, l'exil est envisagé comme provisoire et les émigrés restent encore « assis sur leurs valises⁴³ », dès le début des années trente, la majorité d'entre eux comprend que l'immigration n'est plus une situation temporaire, mais une réalité durable à laquelle il faut s'adapter. Pour cette raison, un grand nombre d'émigrés souhaite être naturalisé. En devenant citoyen français, ils veulent assurer l'avenir de leurs enfants et pensent qu'en cas de conflit, la détention d'un passeport français assurera une protection plus efficace que celle du passeport Nansen.

³⁹ *Ibid.*, p. 18.

⁴⁰ JEVANKOFF Alexandre, *Les Russes blancs*, Paris, Tallandier, 2011, p. 319.

⁴¹ *Ibid.*

⁴² Le passeport Nansen tombe en désuétude lors de la création du titre de voyage pour réfugiés et apatrides de la Convention de Genève (1951/1954), tout en restant valable pour les émigrés qui le détiennent.

⁴³ RAEFF Marc, *Russia Abroad: a cultural history of the Russian Emigration 1919-1939*, 1990, New York; Oxford, Oxford University Press, 1990, p. 4.

Dès la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'au début des années 1930, la France encourage l'immigration ainsi que la naturalisation des étrangers. La main-d'œuvre manque, d'autant que le pays a perdu un million et demi d'habitants, pour la plupart de jeunes hommes, et que les blessés et les mutilés, partiellement ou totalement inaptes au travail, sont très nombreux⁴⁴. La naturalisation massive des Russes de cette période-là conduit ainsi à une diminution du nombre des émigrés recensés en France. Les raisons de la naturalisation sont diverses. Pour les uns, c'est une possibilité d'améliorer leur statut social et d'intégrer définitivement dans la société française, pour les autres c'est une démonstration de leur soumission au destin et l'acceptation de la défaite face au régime bolchévique.

La situation juridique des émigrés russes est donc très diverse durant toute la période de l'entre-deux-guerres. La diversité des passeports s'explique en premier lieu, par des raisons pratiques : les émigrés russes, ne pouvant plus espérer rentrer dans leur pays d'origine et renverser le régime soviétique, décident d'intégrer la société de leur pays d'accueil et de reconstruire leur vie. D'autre part, les raisons politiques doivent être également prises en compte. Le comportement des émigrés devient ainsi de plus en plus hétérogène et controversé. La situation juridique influence ainsi la situation politique en divisant l'émigration en plusieurs camps idéologiques.

Cette diversité permet souvent de comprendre les motivations de l'engagement des Russes dans la Résistance, pourquoi certains d'entre eux s'y engagent à partir 1939 et pourquoi d'autres ne la rejoignent qu'en 1941. Quel pays considèrent-ils comme leur patrie ? Pour les uns, même après une vingtaine d'années d'immigration c'est la Russie, même soviétique, qu'ils considèrent comme leur mère-patrie, pour les autres (il s'agit notamment des enfants des émigrés qui ont passé toute la vie en émigration), c'est la France pour laquelle ils sont prêts de se battre. Le statut ainsi est un des indicateurs des positionnements politiques et idéologiques des anciens émigrés russes. Pour comprendre cependant le panorama entier du microcosme politique de l'émigration russe, il importe d'analyser l'activité des associations et des partis fondés par les Russes en France qui restent actives à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

⁴⁴ RYGIEL Philippe, *Le Temps des migrations blanches - Migrer en occident, du milieu du XIXe siècle au milieu du XXe siècle*, Paris, Editions Publibook, 2010 , p. 113.

1.3 Les organisations politiques de l'émigration russe à la veille de la guerre.

Dès le début des années vingt, à Paris comme à Berlin se retrouvent de nombreux représentants russes du monde politique, du milieu des affaires, de la banque, de l'industrie, des professions libérales : anciens ministres et collaborateurs des derniers gouvernements, journalistes, avocats, financiers, médecins. Ils reconstruisent spontanément, dans les pays qui les avaient accueillis, des associations corporatives⁴⁵. Organisations militaires et politiques forment le microcosme le plus important de l'émigration, car ils représentent toutes les idées et des ambitions des Russes à l'étranger. Dès les premières années de l'émigration, les Russes se divisent en plusieurs groupes et mouvements politiques. Certains restent monarchistes convaincus, d'autres mouvements se rapprochent de la Russie soviétique. Une analyse de ces mouvements ainsi que des organisations militaires éclairera d'une part les positionnements politiques au sein de l'émigration à la veille de la guerre et d'autre part, permettra d'esquisser les prémisses de l'engagement des émigrés russes dans la Résistance française.

Dans les années trente, à l'approche des périls, l'émigration russe se divise en deux camps principaux. Le premier camp est représenté par ceux qui prennent une position antibolchévique et voient dans la montée du fascisme une vraie possibilité de renverser le pouvoir soviétique. Ce sont souvent les anciens généraux de l'Armée blanche qui s'occupent de l'organisation militaire de l'émigration, en fondant des organisations militaires monarchistes, telle que l'Union générale militaire russe créée par général Wrangel qui devient l'organisation militaire la plus influente de l'émigration. L'autre camp défend l'idée qu'il faut se battre pour la Russie, même soviétique, afin de ne pas perdre sa patrie encore une fois. « Ni Rouge, ni Blanc, mais Russe » - telle est leur devise. Les émigrés russes qui prennent cette position, organisent en 1935 en France *Soûz oboroncev (L'Union des défentistes)*, qui vise à soutenir l'URSS dans la guerre. Bien que la plupart des membres de ce mouvement ne soient pas des militaires, il y a cependant des représentants de l'élite militaire très connus, comme par exemple général Mahrov, qui était le commandant de l'état-major de Wrangel en Crimée pendant la guerre civile.

1.3.1 La ROVS

Dans les années vingt, la préservation de l'armée est un des buts les plus importants pour les émigrés russes. Un grand nombre d'unions militaires sont créées pendant cette

⁴⁵ STRUVE Nikita, *op. cit.*, p. 12.

période. Le général-lieutenant baron P.N. Wrangel, dernier commandant de l'Armée russe, tâche de maintenir la structuration militaire au sein de l'émigration et s'occupe des questions de l'armée et de l'éducation des cadres militaires. En 1924, sous la direction du général Wrangel, l'Union Générale Militaire Russe⁴⁶ connue sous le sigle de la ROVS (*Rossijskij Obševoiniskij Soûz*) est créée sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes⁴⁷. Début décembre 1924, le grand-duc Nicolas Nikolaïevitch⁴⁸ se proclame chef suprême des forces de l'armée russe, devenue ROVS, et confirme le général Wrangel comme commandant effectif de la ROVS⁴⁹. Avec la ROVS et Wrangel, le grand-duc Nicolas Nikolaïevitch dispose d'une étonnante armée : 40 000 hommes en 1925 pour préparer un retour en Russie et son avenir⁵⁰. Le but de la ROVS est la cohésion des soldats et des officiers de l'ancienne armée impériale russe et de toutes les formations militaires antibolchéviques⁵¹ à l'étranger. Cinq sections territoriales de la ROVS sont créées en Europe, y compris la Première section de la ROVS à Paris⁵² où l'organisation est officiellement enregistrée. Dans son discours du 13 septembre 1924, le compagnon le plus proche de Wrangel, le général-lieutenant E.K. Miller indique les points essentiels de l'idéologie de la ROVS. Selon lui, l'Armée russe se trouve sur les trois piliers : « le déni absolu du pouvoir soviétique, l'abandon illimitée de soi-même de tous les grades au nom du sauvetage de la Patrie et la chaude foi, chaude dans la haute vocation de l'armée...l'impatience de suivre... le grand-duc Nicolas Nikolaïevitch⁵³ ». Organisation monarchiste, la ROVS, devient ainsi l'organisation militaire la plus influente de l'émigration russe qui englobe toutes les forces militaires de l'armée russe à l'étranger. Les dirigeants de la ROVS attribuent une grande importance à l'éducation de jeunes générations d'émigrés Russes, dans l'esprit patriotique et anticomuniste. Nombreuses écoles d'officiers et de sous-officiers, des cours de préparation au service militaire fonctionnent au sein de la ROVS. Moins nombreux dans les années trente (à cause des problèmes du financement et les conflits intérieurs au sein de l'union), les membres de la ROVS gênent cependant les Soviétiques jusqu'à la fin des années trente, comme en témoigne l'enlèvement des généraux

⁴⁶ Voir aussi : L'Union générale des combattants russes.

⁴⁷ A existé à partir du 1er décembre 1918 au 3 octobre 1929.

⁴⁸ Membre de la Maison de Holstein-Gottorp-Romanov, prétendant au trône impérial russe.

⁴⁹ JEVANKOFF Alexandre, *op. cit.*, p. 388.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 389.

⁵¹ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p. 36.

⁵² *Ibid.*, p. 39.

⁵³ SEMËNOV K.K., «Russkaâ voennaâ èmigraciâ vo Francii v 1920-1945 gg» (*L'émigration militaire russe en France en 1920-1945*), in *Ežegodnik Doma russkogo zarubež'â imeni Aleksandra Solženicyna*, Moscou, Dom Russkogo Zarubež'â im. Aleksandra Solženicyna, 2011, p. 171.

de la ROVS Koutiérov⁵⁴ (1930) et Miller⁵⁵ (1937), ainsi que la manipulation du TRUST⁵⁶, montée par les Soviétiques.

Dans les années trente, les dirigeants de la ROVS tâchent d'établir des relations avec l'Allemagne hitlérienne. Lors de l'entretien avec un journaliste allemand, le général Miller indique que « l'Allemagne peut venir à bout du communisme détesté avec un coup court sur la petite tête bolchévique. Dans ce cas, toute l'émigration prendrait partie pour l'Allemagne, et en plus, si l'Allemagne donne des moyens, l'émigration donnerait le matériel humain⁵⁷ ».

A l'été 1936, le dirigeant de la ROVS Miller dit à un de ces collaborateurs : « Je le dirai franchement, à mesure que les événements en Europe se déroulent, j'en viens de plus en plus à l'idée que la conception fasciste sur l'organisation de l'Etat peut être la seule manière de se prémunir contre le communisme dans un régime parlementaire pourri. Ainsi à propos de l'idée de la popularisation des slogans fascistes auprès de l'émigration, et même auprès des militaires et des membres de la ROVS en particulier, j'y suis favorable⁵⁸ ». Dans sa circulaire du 2 janvier 1937 destiné aux dirigeants des sections et sous-sections de la ROVS, le général Miller souligne : « Ce n'est pas la première fois que je pointe la nécessité pour tous les membres de l'Union militaire générale russe d'être exhaustivement informés non seulement sur la théorie du fascisme (national-socialisme), mais aussi sur sa mise en pratique dans le cadre de l'ordre public en Italie, en Allemagne, au Portugal et ailleurs. J'ai déjà pointé le fait qu'en ce moment, le fascisme et toutes ses variantes liées aux spécificités locales, envahit de plus en plus de militants et il ne serait pas exagéré de dire que notre époque peut être caractérisée par la confrontation des nouvelles formes fascistes de l'ordre public avec la démocratie parlementaire en vigueur. Au vue de ce qui vient d'être exposé, et aussi parce que nous, les membres de l'Union militaire générale russe sommes en quelque sorte d'opinion fasciste, il est impératif de nous familiariser avec la théorie et la pratique du fascisme⁵⁹ ».

⁵⁴ Alexandre Pavlovitch Koutiérov, général blanc, il dirige le ROVS en 1928-1930. Le général est enlevé à Paris en janvier 1930 par les services soviétiques et transporté secrètement en URSS. Il semble que Koutiérov soit mort en route, mais les circonstances de sa mort sont toujours incertaines.

⁵⁵ Evguény Karlovitch Miller, général blanc, le chef de la ROVS en 1930-1937, est enlevé par les Soviétiques en 1937 et transporté en Russie soviétique où il est exécuté en 1939.

⁵⁶ Conçue par le GPOU en 1921 et découverte en 1927, le TRUST est une organisation fictive d'opposition au régime soviétique, destinée à déstabiliser l'émigration russe et les services de renseignements occidentaux.

⁵⁷ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p.70.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 70-71.

⁵⁹ *Ibid.*

Avec l'aide du régime fasciste les membres de la ROVS visent ainsi à participer à la lutte contre l'URSS. En août 1936, le général Miller fait l'appel aux dirigeants des sections de la ROVS concernant la participation probable de l'union militaire à la guerre. Selon lui, en cas de guerre entre les pays de l'Europe, les émigrés russes qui n'ont pas la nationalité du pays d'accueil, doivent éviter la participation à cette guerre, surtout au côté de l'armée alliée de l'Armée rouge. Les membres de la ROVS prennent part cependant à la Guerre d'Espagne au côté des forces franquistes. Pour faciliter le passage des volontaires russes en Espagne, les représentants de la ROVS entrent en contact avec les ministères des affaires étrangères de l'Allemagne et de l'Italie, lorsque l'émissaire de la ROVS Chatilov se trouve au début 1937 en Espagne, en réalisant les pourparlers concernant la participation des russes blancs à la guerre⁶⁰.

L'activisme politique de la ROVS dans les années trente et son rapprochement idéologique du régime fasciste provoque l'infiltration des agents soviétiques au sein de l'organisation. Les Soviétiques tâchent d'éliminer les dirigeants de la ROVS en les enlevant. Koutiépopov en 1930, puis le général Miller, en 1937 disparaissent. Après l'enlèvement de ce dernier, les effectifs de l'organisation se composent de 30 000 adhérents⁶¹. La ROVS ne cesse pas d'exister et continue à mener une politique fortement antibolchévique en attendant le moment du passage à l'acte. A la veille de la guerre, l'Union reste l'organisation militaire la plus grande au sein de l'émigration et est prête à s'engager dans la guerre contre le bolchévisme à tout prix. La montée du fascisme devient pour eux une vraie possibilité de continuer la lutte armée contre les Bolchéviques. Néanmoins, les conflits intérieurs au sein de la ROVS, ainsi que la vigilance des Allemands envers les émigrés russes empêchent les Russes profascistes de s'engager dans la lutte armée contre le bolchévisme et amènent souvent à la remise en cause des positions politiques au sein de cette organisation.

1.3.2 La RNSUV

En 1936, une nouvelle organisation appelée *L'Union nationale russe des participants de la guerre* (*Russkij nacional'nyj soûz učastnikov vojny*, RNSUV) est créée par le général Anton Vassilievitch Tourkoul, ancien membre de la ROVS d'où il a été exclu en raison de ses positionnements politiques différents du programme politique général de l'union. L'idéologie du mouvement est concentrée sur l'idée de la monarchie fasciste. En

⁶⁰ *Ibid.*, p. 81.

⁶¹ *Ibid.*, p. 47.

1939, l'Union a des sections en France, en Belgique, en Grèce, en Argentine, mais le centre de l'organisation se trouve à Paris jusqu'en 1938, date à laquelle le siège déménage à Berlin afin de se rapprocher du foyer du nazisme.

L'Union choisit le slogan « Dieu, Patrie et justice sociale ». A la différence des dirigeants de la ROVS, les fondateurs de la RNSUV croient qu'il n'est pas possible de revenir à la Russie pré-révolutionnaire, mais qu'il faut se battre pour une nouvelle Russie non bolchévique. Les membres de l'Union insistent sur le fait que le régime le seul possible pour la Russie, est la monarchie. Le programme élaboré par les membres de la RSNUV envisage de créer avant le début de la guerre un centre d'émigrés qui pourrait prouver aux pays opposant à l'URSS le profit pour eux s'ils ajouteraient des éléments de la guerre civile dans leur guerre contre l'URSS⁶². L'union envisage aussi choisir la candidature du futur commandant en chef russe et le placer à la tête du centre d'émigrés national. Ce commandant en chef devrait s'occuper de la transformation de l'Armée rouge en l'Armée impériale russe⁶³. Les membres de la RSNUV croient dans la possibilité de s'appuyer sur le soutien de l'Armée rouge dans la guerre contre le bolchévisme. Les membres de l'Union semblent ainsi être persuadés que l'Armée rouge se soulèvera contre les Bolchéviques.

1.3.3 La nouvelle génération.

Dans l'émigration, la nouvelle génération de jeunes russes est également active. Les jeunes Russes, dont la majorité sont arrivée en France alors qu'ils étaient enfants, n'avaient jamais connu la Russie. Ils sont cependant très politisés. Bien qu'ils soient héritiers du passé de leurs parents, leurs positionnements politiques sont néanmoins assez différents. Les organisations politiques des jeunes émigrés russes se rapprochent du mouvement fasciste au début des années trente. Attirés par les idées du national-socialisme, les enfants des Russes blancs fondent leurs propres mouvements et se regroupent dans des organisations politiques. Le succès du national-socialisme allemand donne naissance à deux nouveaux partis : L'Union des jeunes Russes (Mladorossy) et l'Union solidariste du travail (NTS). Par l'affirmation de l'idée nationale russe, ils sont prêts à combattre le communisme. « Ni rouges, ni blancs, mais Russes », disent-ils. Ces organisations assez différentes dans leur structuration, présentent une nouvelle étape dans la vie politique de l'émigration russe. C'est bien la nouvelle génération qui fait face au choix essentiel : lutter pour le retour de « la Russie éternelle »

⁶² CURGANOV Ū.S., *op. cit.*, p. 27.

⁶³ *Ibid.*, p. 28.

qu'ils n'ont jamais vue, ou se réconcilier avec la Russie soviétique. La Seconde Guerre mondiale devient donc une épreuve importante pour les jeunes Russes à l'étranger.

1.3.3.1 L'Union des jeunes Russes (Mladorossy)

Créée en 1923 à Munich, sous le nom *la Jeune Russie*, et devenue en 1925 *L'Union des jeunes Russes (Mladorossy)*, cette organisation politique se place sous le patronage du grand-duc Cyrille Wladimirovitch⁶⁴, choisit comme idéologie le néo-monarchisme⁶⁵. Dominée par la forte personnalité de son chef, Alexandre Kazem-Bek, l'Union des jeunes Russes n'est pas une organisation monarchiste comme les autres. Sous l'influence de Kazem-Bek, les Mladorossy commencent un double et dangereux itinéraire qui les conduit à se rapprocher du fascisme, tout en flirtant avec le communisme⁶⁶. Ce sont les Mladorossy qui formulent la nouvelle devise qui scandalise la droite conservatrice : « le tsar et les soviets », tel est l'avenir de la Russie⁶⁷. Le mouvement Mladorossy refuse ainsi l'opposition « rouge-blanc », la remplaçant par l'idée de la Russie nouvelle qui englobe désormais tous les Russes. Le chef de l'organisation Kazem-Bek exprime ainsi cette idée : « L'avenir russe est dans la Nouvelle Russie que nous appelons la jeune Russie. (...) Nous ne cherchons pas à nous consoler par la fiction artificielle d'une Russie hors frontières. Nous savons que cette Russie n'existe pas, qu'il n'y a pas deux Russies. Il n'y a qu'une Russie vivante. La seule Russie que renaît maintenant dans des douloureuses contractions, c'est la jeune Russie⁶⁸ ».

En essayant d'unir la monarchie et la réalité soviétique, les Mladorossy acceptent la valeur historique de la Révolution d'Octobre. Ils déclarent donc que « le communisme a nettoyé la Russie de sa syphilis, la bourgeoisie... », et qu'ils ne veulent ni supprimer, ni liquider la révolution, mais au contraire, la compléter⁶⁹. En 1933, L'Union des jeunes Russes compte 1300 membres dans le monde, dont 800 en France et 250 à Paris. L'Union dispose des journaux vendus à la porte des églises : *le Mladoross* et *l'Étincelle Mladorosse* (*Mladorosskaya iskra*)⁷⁰.

⁶⁴ Cyrille Wladimirovitch, le grand-duc.

⁶⁵ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p. 51.

⁶⁶ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 160.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ NAZAROV M.V., *Missiâ russkoj èmigracii (La Mission de l'émigration russe)*, Stavropol, Kavkazskij kraj, 1992, p. 223.

⁶⁹ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 162.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 163.

Les Mladorossy, inspirés en premier temps, par l'idée nationale, se rapprochent de plus en plus du régime soviétique à la fin des années trente. Les idées fascistes du mouvement ne font pas obstacle au maintien de contacts avec l'URSS : en juillet 1937, Kazem-Bek est vu dans un café parisien en compagnie du colonel Ignatieff, agent soviétique notoire ; en septembre 1939, la réputation de l'Union des jeunes Russes est telle que les autorités françaises envisagent la dissolution du mouvement, qui a lieu en mai 1940⁷¹.

1.3.3.2 L'union solidariste du travail (NTS)

Une autre organisation importante des jeunes Russes est l'Union solidariste du travail (*Narodno-trudovoi souz rossiskih solidaristov, NTS*)⁷², qui reste fortement antibolchévique à la veille et durant la guerre. L'union est fondée en 1930 à Belgrade et regroupe à la fin des années trente quelques deux milles hommes. Elle poursuit comme but la renaissance de la Russie, mais à la différence des Mladorossy, les solidaristes n'acceptent pas le pouvoir soviétique et souhaitent la création du gouvernement national russe. De surcroît, l'Union solidariste ne défend pas le retour à la monarchie comme la plupart des organisations des émigrés, mais se prononce plutôt pour l'idée du solidarisme.

L'Union se compose de jeunes Russes nés après 1885, dont les parents sont les participants du Mouvement blanc. En aspirant à corriger les fautes de leurs pères, les membres de l'Union préfèrent ne pas attendre une grande guerre européenne pour s'engager dans la lutte contre les Bolchéviques, mais de mener leur activité sur le territoire de l'URSS. En 1931 l'Union tâche d'organiser « la Révolution nationale » qui ne peut être réalisée que de l'intérieur. Pour cette raison, l'Union souhaite s'installer dans la patrie, en créant un réseau de groupes clandestins⁷³. Néanmoins, les résultats de ce travail dérisoires : seulement neuf personnes réussissent à pénétrer en URSS et à y rester. C'est pourquoi « ces passages ont un caractère plutôt symbolique⁷⁴ ».

L'idéologie de l'Union surnommée « solidarisme » est créée sur la base des ouvrages des savants russes S.L. Frank, B.P. Vyšeslavcev, S.A. Léwitsky, S.N. et E.N.

⁷¹ *Ibid.*, p. 160-161.

⁷² Créée comme l'Union nationale des jeunes Russes, l'Union est renommée en 1931 et devient désormais l'Union nationale de la nouvelle génération ; à partir de 1936-L'union national ouvrier de la nouvelle génération et à partir de 1956 – l'Union solidariste du travail. Dans ce mémoire, nous avons choisi à utiliser le dernier titre adopté par l'organisation, car la NTS est le sigle le plus répandu.

⁷³ *Ibid.*, p. 43.

⁷⁴ NAZAROV M.V., *op. cit.*, p. 243-244.

Trubeckoj, I.A. Il'in, G.K. Gins, etc⁷⁵. La doctrine du solidarisme englobe les problèmes de l'histoire, de la philosophie, de l'économie, de la sociologie, de la politique, et ainsi en comparaison avec les autres organisations politiques de l'émigration, l'Union présente la base théorique la plus vaste⁷⁶.

L'union des solidaristes cherche également à entrer en contact avec l'Allemagne nazie, mais les tentatives d'établir le contact n'ont pas de succès. En 1936, le représentant de l'organisation se rend à Berlin afin d'examiner l'éventualité d'une coopération avec l'Allemagne, mais péniblement impressionné par le ton supérieur des national-socialistes, il déconseille le rapprochement⁷⁷. Le 22 février 1939, en donnant un discours à la maison russe à Belgrade, le président de l'Union V.M. Baidalakov souligne sa position concernant la future guerre en Europe : «... la conscience russe a la seule réponse : ni avec Staline, ni avec des conquérants étrangers, mais avec tout le peuple russe⁷⁸ ». En 1939, les Allemands, qui comprennent l'intérêt d'utiliser cette organisation, proposent à l'Union solidariste du travail de soutenir son action et lui offrent les moyens d'agir, mais ayant décliné cette proposition, le NTS est interdit en Italie et en Allemagne⁷⁹.

1.3.3.3 Le Mouvement défensiste russe⁸⁰

Le mouvement défensiste des émigrés russes se forme en 1936 à Paris. Les militants du mouvement défendent le concept suivant : « Le défensiste c'est celui qui considère que la protection de sa patrie est plus importante que les contradictions politiques avec le pouvoir »⁸¹. Le programme des défensistes se compose de trois points principaux : 1) comme citoyens de l'univers, lutter contre la guerre, 2) comme patriotes russes, combattre le fascisme, 3) comme émigrés, lutter en faveur de la liberté⁸². Pour les défensistes, la protection de leur patrie devient ainsi plus importante que les clivages politiques qu'ils ont avec le pouvoir soviétique.

⁷⁵ CURGANOV Ů.S., *op. cit.*, p. 76.

⁷⁶ *Ibid.*, p. 67.

⁷⁷ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 168.

⁷⁸ TRUŠNOVIČ Āroslav, «Pervyj god vojny, K istorii Narodno-Trudovogo SoŮza» (La première année de la guerre. Sur l'histoire de l'Union des solidaristes du travail), *Posev*, n° 2, 1991, Disponible sur <http://www.posev.ru/files/nts-about/ne5007.htm> [Page consultée le 6 mai 2015]

⁷⁹ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 69.

⁸⁰ Russkoe ěmigrantskoe oboronĉeskoe dviŹenie, REOD.

⁸¹ *Oboronĉeskoe dviŹenie*, mai 1936, N° 1, Paris, p. 8.

⁸² GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 167.

La création de l'organisation est liée à la conviction partagée par ses fondateurs que l'URSS est menacée par les puissances occidentales. « Les projets sur la Russie des puissances hostiles ont été révélés vers le début 1936. Dans ces projets, la Russie est vue comme objet d'une politique coloniale nécessaire pour les nations soi-disant plus dignes et plus civilisées. On dit plus ou moins ouvertement sur le partage de la Russie (...) les attitudes séparatistes circulent qui sont devenues possibles dans un pays multinational dans la période révolutionnaire de sa vie⁸³ ».

En analysant les tendances du rapprochement avec le national-socialisme qui circulent dans le camp opposé, les défenseurs accusent les défaitistes de l'intérêt mercantile de ces derniers: « Au nom de la lutte contre le gouvernement existant maintenant en Russie, les cercles de certains d'émigrés se solidarisent ouvertement avec...des projets des ennemis, en espérant acheter une possibilité de retour et de la prise du pouvoir au prix du partage de la patrie⁸⁴ ». Les défenseurs ne se nourrissent pas d'illusions concernant les projets des Nazis. La question de la théorie raciale des fascistes est évoquée par les défenseurs plusieurs fois. Comme le souligne un des fondateurs du mouvement, N.N. Alekseev, « certains émigrés ne se rendent pas compte de cette théorie et c'est pourquoi ils considèrent les Allemands comme leurs amis et les libérateurs probables de la Russie⁸⁵ ». A la différence des défenseurs, ce point important sur le fascisme est largement ignoré par la majorité de l'émigration russe.

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, l'émigration russe en France à la veille de la guerre est caractérisée par un grand nombre de clivages, surtout au niveau politique. Les Russes immigrés en France après la Révolution d'Octobre dans les années 1917-1920 sortent largement du terme *Russes blancs* dans les années trente. Blancs à l'origine, ils se regroupent dans des plusieurs mouvements et organisations politiques qui diffèrent non seulement par leurs positionnements politiques, mais aussi par leurs attitudes envers le mouvement fasciste qui sont surtout tangibles chez la nouvelle génération, notamment chez les jeunes Russes, souvent les enfants des Blancs, qui créent leurs propres unions et mouvements. Ainsi, les Russes en France de cette période-là sortent également du terme traditionnel de

⁸³ *Oborončeskoe dvizhenie*, mai 1936, N° 1, Paris, p. 8.

⁸⁴ ŠIRINSKIJ Yuri., « Predposylki èmigrantskogo oborončestva » (*Les prémisses du défensisme d'émigrés*) in *Oborončeskoe dvizhenie*, 1936, mai, N° 1, p. 5.

⁸⁵ ALEKSEEV N.N., « Maniâ veličiâ » (*La Folie des grandeurs*), in *Oborončeskoe dvizhenie*, 1936, mai, n° 1, p. 4.

l'historiographie russo-soviétique *d'émigration russe* : plusieurs émigrés de cette période-là sont naturalisés et se trouvent entièrement intégrés dans la société française. Mais bien que le terme *d'émigration russe* nous paraisse assez vague nous l'utilisons cependant dans ce mémoire pour des raisons historiques et pratiques.

Nous avons montré que les émigrés russes en France des années trente représentent un comportement très hétérogène, divisé en plusieurs camps idéologiques qui ne trouvent pas d'accord entre eux. Les positionnements politiques des membres de plusieurs organisations se constituent une base pour leur conduite durant la guerre. On est alors en droit de s'attendre à ce que les défenseurs s'engagent dans la lutte antinazie alors que les défaitistes, avec les dirigeants de la ROVS à la tête, rejoignent plutôt au contraire les Nazis qui représentent à leurs yeux les futurs libérateurs de la Russie du bolchévisme. Le chapitre II montre que ce scénario est loin d'être aussi systématique. Mais est-il sûr que les événements se développeront selon un tel scénario ? Le chapitre suivant apportera la réponse à cette question.

Chapitre II. L'émigration russe face à la guerre et à l'Occupation.

Dans ce chapitre nous étudierons les attitudes au sein du microcosme russe en France vis-à-vis de la guerre et de l'Occupation. Nous étudierons en particulier l'influence du pacte germano-soviétique sur les attitudes des émigrés russes et comment il les modifie. Nous focaliserons notre attention sur les groupes principaux des émigrés évoqués dans le chapitre précédent et leur conduite face à la guerre et l'Occupation. Est-ce que le régime fasciste leur permet de réaliser un passage de l'idée à l'action ? Quels sont les rapports entre les émigrés russes et les autorités allemandes en France occupée ?

Les réactions à l'invasion de l'URSS au sein de l'émigration russe occuperont également une place importante dans ce chapitre. Nous verrons notamment comment les Russes réagissent, si une vague de patriotisme a lieu. De surcroît, nous allons voir comment ces derniers modifient leurs idées sur la Russie soviétique après l'invasion de l'URSS par les Allemands. Toutes ces questions sont essentielles pour comprendre s'il y a vraiment une base pour l'engagement (ou non-engagement) dans la Résistance au sein de l'émigration politique et militaire russe en France.

2.1 Les clivages au sein de l'émigration russo-soviétique à la veille de la guerre.

Au début de l'année 1939, la guerre contre l'Allemagne semble inévitable, de même que la participation de l'URSS à celle-ci. Les déclarations antibolchéviques des Nazis ne laissent aucun doute sur le fait que la guerre à l'Est est imminente. La plupart des émigrés russes en France ont choisi leur camp dès le début des années trente. Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, à la veille du conflit, l'émigration est partagée en deux camps majeurs : les défaitistes (*poražency*) et défensistes (*oboroncy*). Le NTS et les partis monarchistes russes soutiennent les premiers alors qu'il y a aussi ceux qui prennent la position défensiste.

Début 1939, deux réunions de l'émigration russe ont lieu. En août 1939, le grand-duc Cyrille Wladimirovitch organise deux congrès du 12 et du 14 août où il invite les dirigeants des organisations d'émigrés pour discuter les questions « qui préoccupent l'émigration⁸⁶ ». Les deux congrès ont pour but d'unir les mouvements assez différents au

⁸⁶ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p. 105.

sein de l'émigration. En ce qui concerne la question du futur de la Russie dans la guerre à venir, les participants du congrès concluent que « sauver la Russie du bolchévisme par l'intermédiaire d'une conquête étrangère est une pensée étrange, antinationaliste et perfide⁸⁷ ». Cependant, certains voient dans la guerre une vraie opportunité de revanche si longtemps attendue, tout en ignorant les déclarations antirusses d'Hitler. Dans la lettre au dirigeant de la ROVS A.P. Arhangel'skij, son collaborateur général A.S. Lukomskij en commentant *Mein Kampf* écrit : « Je crois que ce ne sont que de mots horribles, et la réalité sera acceptable pour la Russie...⁸⁸ ». Ainsi, en sous-estimant les vraies intentions du pouvoir nazi, plusieurs émigrés russes sont prêts à collaborer et à se battre contre le bolchévisme à tout prix.

La signature du pacte germano-soviétique en août 1939 provoque l'effet d'une bombe. Une telle alliance rend la guerre inévitable. L'émigrée russe Nina Berberova écrit dans son journal intime : « 1939 Août, Signature du pacte germano-soviétique (Molotov-Ribbentrop). Cela signifie la guerre⁸⁹ ». En effet, les émigrés sont majoritairement déçus : la conduite de Staline embarrasse les émigrés prosoviétiques alors que les émigrés proallemands voient s'éloigner la chute du bolchévisme qu'ils associent étroitement avec le déclenchement de la guerre.

Ces opinions sont surtout présentes chez les solidaristes du NTS : « toutes les espoirs, tous les rêves sont partis en fumée⁹⁰ ». Les membres du mouvement essaient de se rapprocher du pouvoir nazi dès le début de 1936. L'éditeur du journal russe *Chasovoj* V.V. Orehov dans son article « Dans ces jours » constate que l'accord des Bolchéviques avec Hitler est un grand succès diplomatique temporaire. En ce qui concerne la « tâche russe », Orehov écrit : « Nous devons évaluer la situation tranquillement et impartialement et faire une analyse inévitable de tout qui se passe⁹¹ ». Il importe de remarquer que le pacte désoriente l'émigration militaire russe. Certaines de ses organisations sont dissoutes, comme par exemple, la RNSUV du général Tourkoul.

⁸⁷ *Ibid.*, p. 106.

⁸⁸ ROBINSON Paul, *The White Russian Army in Exile 1920 – 1939*, Oxford, Oxford University Press, 2002, p. 219.

⁸⁹ BERBEROVA Nina, *op. cit.*, p. 447.

⁹⁰ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 167.

⁹¹ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p. 108.

Le développement des relations germano-soviétiques étonne la plupart des émigrés russes. Comme se souvient l'ancien ambassadeur de la Russie à Paris V.A. Maklakov lors de sa rencontre avec l'ambassadeur de l'URSS A.E. Bogomolov quelques cinq ans plus tard, « quand l'Allemagne a commencé la guerre contre les régimes démocratiques et le pouvoir soviétique était en alliance avec elle, l'émigration ne voyait pas de sens dans cette alliance. Mais les émigrés étaient convaincus que même si l'alliance de la Russie avec l'Allemagne représentait une force militaire invincible, elle ne pouvait pas être durable, et ils craignaient que la Russie le paye plus tard. C'est pourquoi les nouveaux succès de l'Allemagne en Europe étaient perçus par l'émigration comme « des coups sur la Russie⁹² ». Le général connu de l'émigration russe A.I. Dénikine⁹³ ne se fait aucune illusion quant à la nature de ce pacte : « Qui sera le premier à rompre le pacte ? Qui sera le premier à planter un couteau dans le dos ? »⁹⁴

L'existence du pacte germano-soviétique rend la situation des Russes en France assez complexe. Aux yeux des Français, le pacte germano-soviétique range les Russes dans le camp allemand, celui d'ennemi. Par exemple, les taxis russes sont boycottés, et la figure du « sale étranger » resurgit⁹⁵. L'invasion de la Pologne par l'URSS (septembre 1939) aggrave encore la situation. Et lorsque l'union soviétique attaque la Finlande, l'émigré russe pourtant antisoviétique par définition – est assimilé à une cinquième colonne ennemie⁹⁶.

La signature du pacte influence également les communistes français qui ne trouvent pas d'explication à cet événement. « Quand la nouvelle du pacte est arrivée, notre première réaction a été : « Impossible ! Incroyable ! » Puis il a fallu se rendre à l'évidence. Essayer d'expliquer. Après tout, pourquoi refuser à l'URSS le droit d'éviter la guerre en signant ce pacte ? »⁹⁷. Chacun cherche à trouver l'explication de la conduite du gouvernement soviétique. Le 26 août, le gouvernement interdit la publication de *Stato operaio*, l'organe du

⁹² *Ibid.*, p. 110.

⁹³ Anton Ivanovitch Dénikine (1872-1947). Général russe, chef d'état-major dans les armées de la Russie impériale pendant la Première Guerre mondiale.

⁹⁴ LEHOVIČ D.V., *Denikin. Žizn' russkogo oficera (Dénikine. La vie d'un officier russe)*, Moskva, Evraziâ +, 2004, p. 725.

⁹⁵ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 188.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 188.

⁹⁷ PESCHANSKI Denis, COURTOIS Stéphane, RAYSKI Adam, *Le Sang de l'étranger...*, *op. cit.*, p. 62.

PCI édité à Paris ainsi que le quotidien de l'Union populaire italienne, *la Voce degli Italiani*⁹⁸. A la suite des événements, le PCF est dissout et interdit.

2.2 L'Occupation de la France : de l'idée à l'action. Les Russes proallemands et les Russes prosoviétiques.

Le 1^{er} septembre 1939 la Seconde Guerre mondiale éclate, mobilisant toutes les populations européennes. La guerre divise les émigrés russes en deux camps principaux. Pour certains, elle est la continuation de la guerre civile, les autres la voient comme un crime contre l'humanité et les principes moraux. Dans son ordre du 1^{er} septembre 1939, le dirigeant de la ROVS Arhangel'skij indique : « les membres de la ROVS doivent accomplir leur devoir au pays dans lequel ils se trouvent et se montrer du meilleur côté, comme il convient au guerrier russe⁹⁹ ». Cependant, cette phrase paraît assez vague. Contre quel ennemi faut-il combattre ? Dans sa lettre au général Arhangel'skij, son opposant, le général Dénikine écrit : « La guerre vient de commencer. Vous avez donné votre ordre le 1 septembre 1939. En ce qui concerne ceux qui se sont faits naturalisés c'est l'affaire de leur conscience. Mais appeler à servir ardemment à tous, aux amis et aux ennemis de la Russie c'est transformer les combattants russes en lansquenets¹⁰⁰ ».

En France, plusieurs émigrés rejoignent l'armée française. Comme l'a calculé Jean-Louis Crémieux-Brilhac, plus de 100 000 étrangers sont incorporés au premier mai 1940 : 33 500 sont dans la Légion étrangère (dont 13 200 engagés depuis septembre 1939) parmi lesquels près de 15 000 Espagnols; 9 700 dans les RMVE, 8 878 dans l'armée tchécoslovaque, 46 900 dans l'armée polonaise, 2 500 en cours d'incorporation¹⁰¹. Dans l'armée française sont mobilisés quelques 6 000 Russes¹⁰².

⁹⁸ *Ibid.*, p. 64.

⁹⁹ SVIRIDENKO Ů.P., ERŠOV V.F., *Belyj terror? Političeskij èkstremizm rossijskoj èmigracii v 1920 - 1945 gg. (La terreur blanche ? L'extrémisme politique de l'émigration russe en 1920-1945)*, Moscou, MGU servisa, 2000, p. 166.

¹⁰⁰ LEBEDENKO R.V., *Učastie rossijskoj èmigracii i sovetskih voennoplennyh vo francuzskom dviženii Soprotivleniâ v gody Vtoroj mirovoj vojny (1939-1945) (La participation des émigrés russes et des prisonniers de guerre soviétiques dans le mouvement de résistance française dans les années de la Seconde Guerre mondiale) (1939-1945)*, Thèse, Pâtigorsk, GOU VPO «Pâtigorskij Gosudarstvennyj Lingvističeskij Universitet», 2011, p. 59.

¹⁰¹ PESCHANSKI Denis, COURTOIS Stéphane, RAYSKI Adam, *Le sang de l'étranger...*, op. cit., p. 69.

¹⁰² LEBEDENKO R.V., *Učastie rossijskoj èmigracii...*, p. 59.

Ayant occupé la Pologne, le Danemark et la Norvège en 1939-1940, les Allemands préparent l'Occupation de la France et les pays de Benelux. Le 10 mai 1940 les armées allemandes commencent l'offensive sur le front de l'Ouest. En contournant la Ligne Maginot, la Wehrmacht réalise le coup militaire par les territoires des pays neutres, la Belgique et Luxembourg, tout en ouvrant le chemin vers la France. Le 14 juin 1940, l'armée allemande entre à Paris. Comme l'écrit l'émigré russe V.V. Suhomlin qui se trouve en France au moment de l'occupation, « la chute de Paris a bouleversé pas seulement les Parisiens, mais aussi les Parisiens russes, à l'exception des germanophiles convaincus et les fascistes¹⁰³ ». L'autre représentant connu de l'émigration russe, l'écrivain I.V. Bunin écrit dans son journal intime le 23 août 1940 : « oui, oui, la France que j'ai connaissais depuis vingt ans, libre et riche, avec le président de la République, n'existe plus. A tout moment passe en coup de vent dans la tête et dans le cœur, avec la douleur et peur : Comment cela se fait-il que tout cela ait été détruit en deux semaines ? Et les Allemands sont des maîtres à Paris¹⁰⁴ » !

Cependant, les émigrés russes du camp nationaliste sont prêts de tirer profit de la situation en se rapprochant du pouvoir nazi. Peu de temps après l'occupation de Paris, un groupe d'émigrés russes crée un Comité représentatif russe¹⁰⁵. Le comité est fondé par des émigrés nationalistes qui souhaitent avoir leur propre représentation auprès des autorités allemandes. Le comité reçoit le soutien de la majorité des organisations militaires d'émigrés russes, y compris la ROVS, la RSNUV, le NTS ainsi que du métropolite de l'Eglise orthodoxe russe à l'étranger Sérafim¹⁰⁶. Tout en flirtant avec le pouvoir fasciste, le comité élabore son programme qui contient les points idéologiques suivants : « L'intransigeance absolue à l'International judéo-marxiste et à la franc-maçonnerie ; la lutte contre toutes les forces empêchant la renaissance de la Russie nationale ; en considérant que l'Orthodoxie a joué un rôle décisif dans la création du gouvernement russe, ayant inspiré l'idée impériale russe, dans la foi de Dieu, le gage de la renaissance de notre Patrie¹⁰⁷ ». Durant la guerre, le dirigeant du Comité est Jerebkoff, surnommé « le führer russe » à Paris.

Le comité s'occupe des émigrés russes en France, surtout de leur emploi, mais aussi de la propagande antisoviétique. Le 10 novembre 1941, 205 personnes sont employées auprès

¹⁰³ *Ibid.*, p. 68.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 71.

¹⁰⁵ Le comité représentatif d'émigrés déjà existait sous la direction de V.A. Maklakov, l'ancien ambassadeur de la Russie en France, cependant sans exprimer des tendances à la coopération avec les Allemands.

¹⁰⁶ CURGANOV Ū.S., *op. cit.*, p. 95.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 96.

du comité en Allemagne et 251 personnes obtiennent un emploi en France, principalement dans des établissements allemands¹⁰⁸. Sur l'ordre des autorités allemandes, le Comité s'occupe de l'enregistrement des émigrés russes résidant en France. Tous les émigrés sont obligés de s'y faire enregistrer. Beaucoup d'émigrés qui ont le passeport Nansen réussissent à échapper à l'enregistrement. Parmi eux, le général Dénikine qui dira plus tard : « quand le « führer » Jerebkoff a annoncé l'enregistrement obligatoire, ma femme et moi nous ne nous sommes pas enregistrés¹⁰⁹ ». Même si les émigrés russes sont de farouches opposants au bolchévisme, plusieurs d'entre eux ne se pressent pas de collaborer avec les Nazis.

Si la plupart des membres des organisations militaires de l'émigration considèrent Hitler comme un ennemi du bolchévisme et sont convaincus que la guerre contre l'URSS est une question de temps, d'autres s'engagent dans la lutte antihitlérienne dès les premiers jours de la guerre. Parmi eux, les membres de l'Union des jeunes russes (Mladorossy). Après que la Pologne est été attaquée par Hitler, Alexandre Kazem-Bek, le chef des Mladorossy, envoie une lettre officielle au président français afin de l'informer que tous les membres de son mouvement se trouvent à la disposition entière du gouvernement français pour lutter contre l'Allemagne au côté de la France¹¹⁰.

Mais l'Union des jeunes russes est la seule organisation à faire une telle déclaration. Tous les autres restent fidèles à leur position antibolchévique et considèrent le fascisme comme une possibilité acceptable en vue de renverser le régime stalinien. Dans la majorité des cas, la question de l'engagement des émigrés russes à la Résistance ou au collaborationnisme se fait au niveau individuel. Chacun décide lui-même quel côté choisir. Il importe d'indiquer que la majorité des résistants d'origine russe qui entrent dans la lutte antifasciste des les premiers jours de l'Occupation, sont des jeunes Russes, arrivés en France dans leur plus jeune âge. Très souvent ils ne gardent pas de souvenirs de la révolution et de la guerre civile. Pour eux, la Russie soviétique est une réalité abstraite. Certes, certains d'entre eux gardent l'image idéalisée de la Russie alors que pour d'autres la Russie est associée en premier lieu avec l'image négative du bolchévisme. L'invasion de l'URSS par les Allemands en juin 1941 remettra alors les choses à leur place en divisant définitivement l'émigration en Russes proallemands et les Russes prosoviétiques.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 93.

¹⁰⁹ IPPOLITOV G.M., *Denikin*, Moscou, Molodaâ gvardiâ, 2006, p. 563.

¹¹⁰ CURGANOV Ū.S., *op. cit.*, p. 159.

2.3 Les émigrés russes face à l'invasion de l'URSS.

L'invasion de l'URSS par l'Allemagne nazie le 22 juin 1941 ne représente pas seulement une nouvelle étape de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi un moment décisif pour l'émigration russe. Les émigrés russes en France font face au choix principal : prendre le côté de l'Allemagne et rejoindre la lutte contre les Soviétiques ou rejoindre les rangs des défenseurs et se battre contre le fascisme. Le nouveau conflit militaire offre des possibilités d'action pour les uns et pour les autres.

Dès le début de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, les dirigeants politiques de l'émigration expriment leurs positionnements. Le 26 juin 1941, le grand-duc Wladimir Cyrillovitch déclare : « A ce moment sévère où l'Allemagne et presque tous les pays de l'Europe annoncent la croisade contre le communisme-bolchévisme qui a asservi et qui oppresse les peuples de la Russie depuis vingt quatre ans, je m'adresse à tous les fils fidèles et dévoués de notre Patrie avec l'appel à contribuer, dans la mesure des forces et des possibilités, à la destruction du pouvoir bolchévique impudent et à la libération de notre Patrie du joug du communisme¹¹¹ ».

La position antisoviétique est soutenue par la majorité des dirigeants des organisations militaires d'émigrés. L'idée que les Allemands luttent contre le bolchévisme, mais pas contre le peuple russe, est fortement répandue. Les dirigeants politiques de l'émigration russe en Europe tâchent de trouver leur chemin vers la patrie par l'intermédiaire des hitlériens. Dès les premiers mois de la guerre contre l'URSS, certains généraux de la ROVS proposent aux Allemands leur soutien. Par exemple, le dirigeant de la Troisième section de la ROVS le général Abramov s'adresse au commandement allemand avec la proposition d'utiliser des forces antibolchéviques de l'émigration pour lutter contre les Bolchéviques.

Néanmoins, les autorités allemandes sont très sceptiques concernant l'utilisation des émigrés russes sur le front de l'Est. D'un côté, elles se méfient des émigrés, non sans raison, d'un autre côté, le projet des Nazis concernant l'avenir de l'URSS ne prévoit pas la création d'une Russie nationale. Le 30 juin 1941, à la suite de la conférence organisée par les autorités

¹¹¹ GOLDIN V.I., *op. cit.*, p. 173.

allemandes, il est décidé de ne pas recruter des volontaires d'origine russe et tchèque dans la lutte contre l'URSS¹¹².

Cependant, les Allemands ont besoin d'interprètes sur le front de l'Est. Pour cette raison, plusieurs émigrés sont recrutés en qualité d'interprètes à partir de 1941. Les autorités allemandes tâchent d'engager seulement ceux qui ont la nationalité allemande, c'est pourquoi 1 200 personnes sont envoyés à la Wehrmacht en qualité d'interprètes par la Direction des affaires de l'émigration russe du général-major V. V. Biskupskij en Allemagne avant le 20 mai 1943¹¹³.

Néanmoins, certains émigrés russes en France parviennent également à s'engager dans la guerre au côté de l'Allemagne, à l'instar d'I.I. Steblin-Kamenskij. Né le 31 octobre 1895 à Saint-Petersbourg, il fait une carrière militaire en Empire Russe et s'installe en France pendant la guerre civile où il devient chauffeur de taxi. Après 1941, il est recruté par les Allemands comme interprète à la section des renseignements de la 206^e division d'infanterie¹¹⁴. Parmi les émigrés russes qui collaborent avec les Nazis, la majorité sont des émigrés qui habitent en Allemagne au début de la guerre. Or, les émigrés russes en France prennent le plus souvent une position antifasciste ou neutre.

Dans le contexte du recrutement des interprètes parmi les émigrés russes sur le front de l'Est, l'ancien ambassadeur de la Russie à Paris, V.A. Maklakov publie un manifeste au nom des 30 000 émigrés russes dans lequel ils affirment refuser d'être recrutés dans la légion étrangère comme combattants ou interprètes¹¹⁵. Une autre figure importante de l'émigration politique russe, Anton Dénikine exprime également son refus de participer à la guerre contre l'URSS au côté de l'Allemagne. Dans sa lettre au dirigeant de la ROVS Arhangel'skij concernant les demandes des membres de cette union militaire de les intégrer dans la Wehrmacht, Dénikine écrit : « après qu'Hitler et ses collaborateurs et la presse allemande (...) exprimèrent leur mépris par rapport au peuple et à l'histoire russes et manifestèrent

¹¹² BÈJDA O. I., « Russkie èmigranty-perevodčiki vermahta na Vostočnom fronte. 1941–1943 gody » (*Les émigrés russes interprètes de la Wehrmacht sur le front de l'Est en 1941-1943*), *Novaâ i novejšââ istoriâ*, n° 4, 2014, p. 183.

¹¹³ *Ibid.*, p. 184.

¹¹⁴ *Ibid.*, p. 188.

¹¹⁵ LEBEDENKO R.V., *Učastie rossijskoj èmigracii...*, *op. cit.*, p. 113.

ouvertement le désir de partager et de coloniser la Russie et de fait d'exterminer sa population, ces demandes ne peuvent être considérées que comme criminelles¹¹⁶ ».

Néanmoins, refuser de collaborer activement avec l'Allemagne nazie ne signifie pas pour autant s'engager dans la Résistance. De surcroît, même si des émigrés russes refusent de collaborer avec Hitler, ils ne veulent pas également collaborer avec le régime stalinien. C'est pourquoi, plusieurs émigrés adoptent une position neutre vis-à-vis des deux camps. Cependant, certains s'engagent directement dans l'Armée rouge pour combattre l'Allemagne nazie. Il n'est pas possible de déterminer le nombre exact d'émigrés russes qui sont engagés dans la guerre comme des patriotes soviétiques, mais nous trouvons des cas assez particuliers de cet engagement.

Par exemple, le jour même de l'opération Barbarossa, le 22 juin 1941 le duc A.N. Obolensky se présente à l'ambassadeur A. Bogomolov à Vichy avec la demande de l'envoyer à l'Armée rouge pour défendre la patrie¹¹⁷. En juin 1941, le groupe des patriotes à Nice est créé, renommé plus tard Union des patriotes russes du midi de la France. Le dirigeant de l'union, I. German et le secrétaire L. Sabaneev, ainsi que certains membres de l'union rejoignent le PCF¹¹⁸.

Néanmoins, certaines voient dans la guerre contre l'URSS une possibilité de revanche contre le stalinisme. Si la plupart des organisations militaires, y compris la ROVS et la RNSUV ont une position proallemande, ils n'obtiendront jamais la possibilité réelle de participer à des actions militaires au côté des Allemands. Les membres du NTS ont un autre destin. Cette organisation cherche à se rapprocher non seulement des Nazis, mais aussi des prisonniers de guerre soviétiques enrôlés dans la Wehrmacht pour les intégrer à leur organisation. Sans doute, la figure la plus symbolique de l'Armée rouge capturée par les Allemands est celle d'André Vlassov, le général très respecté au sein de l'Armée rouge. Ayant accepté de collaborer avec les Nazis, il s'occupe de l'organisation des unités composées des Soviétiques pour les intégrer dans la Wehrmacht. Les dirigeants du NTS entrent en contact avec Vlassov en automne 1942 quand ce dernier est envoyé à Berlin¹¹⁹. Vlassov exprime le désir d'obtenir tous les textes des programmes politiques émigrés, y compris le programme du NTS, dont les idées sont plus tard utilisées dans son manifeste de

¹¹⁶ « Sud'ba Rossii važnee sudeb èmigracii »..., *op.cit.*, p. 104.

¹¹⁷ LÛBIMOV L.D., *Na čužbine (Au pays étranger)*, Moscou, Sovetskij pisatel', 1963, p. 312.

¹¹⁸ *Ibid.*

¹¹⁹ CURGANOV Ū.S., *op. cit.*, p. 174.

Smolensk¹²⁰. Dans ce contexte, le NTS poursuit ses intérêts : en entrant en contact avec Vlassov ils cherchent à obtenir l'accès aux prisonniers soviétiques qu'ils pourront intégrer dans l'union.

Cependant, les relations entre Vlassov et ses collaborateurs et les membres de l'émigration sont très contradictoires. Malgré le fait que les uns et les autres se trouvent du côté de l'ennemi de l'URSS, les relations entre eux sont fondées fortement sur la concurrence. Le général-major A.A. von Lampe, la première figure de la ROVS décrit la nature de ces relations dans des lettres à ses collaborateurs : « ... On n'a pas besoin de nous et de plus, (...) on se méfie de nous¹²¹ ». En effet, à partir de mois de juin 1942, sur décision du Haut Commandement allemand le recrutement des anciens officiers blancs sur le front de l'Est est remis en cause et en août 1942, ces derniers sont démobilisés¹²².

A la suite des grandes victoires soviétiques sur le front de l'Est, surtout après la bataille de Stalingrad en 1943, les regards de l'émigration politique russe en France envers la Russie soviétique évoluent de plus en plus. La Russie soviétique ne représente plus aux yeux de la plupart des émigrés l'ennemi idéologique, et la tendance vers une réconciliation est esquissée.

Par exemple, un des leaders politiques de l'émigration russe en France P. N. Miljukov rédige en 1943 un article intitulé « La vérité sur le bolchévisme » où il réfléchit aux clivages politiques au sein de l'émigration face au régime hitlérien et stalinien. L'article est une réponse à l'article de Mark Vishniak où ce dernier critique le pouvoir soviétique et accuse ceux des émigrés qui souhaitent la victoire de l'Union soviétique et de Staline. Dans son article, Miljukov fait une tentative de réviser l'image du bolchévisme en soulignant l'importance de la Révolution dans le contexte historique et politique. De surcroît, Miljukov signale le courage des soldats soviétiques qui luttent héroïquement contre les Allemands. Selon Miljukov, les victoires de l'Armée rouge sont une véritable raison pour réviser le passé et l'attitude envers la nouvelle Russie¹²³.

Cependant, l'opposition idéologique au régime hitlérien ne signifie pas pour autant l'engagement dans la Résistance. Entre les Nazis et les Soviétiques, plusieurs émigrés

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ *Ibid.*, p. 178.

¹²² LEBEDENKO R.V., *Učastie rossijskoj èmigracii...*, op. cit., p. 114.

¹²³ MILJUKOV P. N., « La vérité sur le bolchévisme », cité in LÛBIMOV L.D., *Na čužbine...*, op. cit., p. 327.

choisissent les derniers, mais ils n'entrent pas dans la clandestinité, soit pour des raisons pratiques – la peur d'être emprisonné dans un camp de concentration, soit par absence de moyens pour cette lutte. Au moment de la guerre, la première génération des émigrés de la Révolution d'Octobre est composée de personnes âgées. C'est pourquoi le choix de résister ou collaborer est réservé aux jeunes, dont les réactions sont aussi diverses que celles des autres. Au niveau des organisations militaires et politiques de l'émigration, surtout monarchistes, que nous avons analysé, dans la majorité des cas la tendance à la collaboration est assez tangible. Le fascisme est considéré comme une vraie possibilité de renverser le bolchévisme et de rentrer en Russie. La seule organisation d'émigrés qui déclare ouvertement leur refus de collaborer est celle des Mladorossy. Cependant, à la suite des événements, le chef de l'organisation Alexandre Kazem-Bek est obligé d'émigrer aux Etats-Unis en 1940 et son parti comme la plupart des organisations d'émigrés est dissous.

En raison de nombreux clivages au sein de l'émigration à la veille et pendant la guerre, ainsi qu'en l'absence de programme politique clair, il n'y a pas donc de base au sein de l'émigration pour son engagement dans la lutte antihitlérienne ou antisoviétique. Cependant, la tendance à cette dernière est plus tangible : dès les premiers jours de l'invasion de l'URSS, plusieurs membres d'unions militaires au sein de l'émigration russe cherchent à se rapprocher du pouvoir nazi. Néanmoins, ces tentatives n'ont pas de succès. Hitler se méfie des émigrés d'origine russe et leur présence sur le front de l'Est est très limitée.

Qui étaient alors ceux des émigrés russes qui s'engagent dans la Résistance ? Quelles sont leurs motivations ? Dès le début de l'Occupation, ceux parmi les Russes qui s'engagent dans la Résistance le font comme le font les Français. Il n'y a pas de réseaux spécifiquement russes¹²⁴, mais il y a des émigrés russes au sein des réseaux français. De surcroît, l'invasion de l'URSS entraîne la participation des émigrés prosoviétiques, souvent engagés au PCF à la Résistance. C'est notamment le chapitre suivant qui apportera l'explication de la présence des émigrés russes en France au sein de la Résistance française, soit comme des patriotes français, soit comme des patriotes russes.

¹²⁴ VARAUT Laurence, *Mère Marie*, Paris, Perrin, 2000, p. 127.

Chapitre III. L'activité clandestine des émigrés russes dans la Résistance.

Dès le début de l'Occupation, des milliers d'immigrés rejoignent les Forces Françaises de l'Intérieur ainsi que la France libre de Charles de Gaulle. Certains parviennent à créer leurs propres réseaux. Polonais, Espagnols, Italiens, Arméniens, Russes, ils se battent souvent pour la France, le pays qui les a accueillis, parfois pour leur patrie qu'ils furent obligés de quitter pour des raisons diverses. Seulement dans les rangs des Forces Françaises de l'Intérieur, leur nombre atteint 40 000¹²⁵. Certains immigrés disposent des réseaux organisés, comme par exemple les Polonais et les Espagnols.

La situation des Russes ayant immigré en France après la Révolution d'Octobre en 1917-1920 et leurs enfants, est très délicate. Les clivages politiques et idéologiques qui ont divisé l'émigration russe longtemps avant la guerre, sont redoublés par l'invasion de l'URSS en juin 1941. La plupart de leurs organisations militaires sont dissoutes, les dirigeants politiques se trouvent emprisonnés. Toute l'activité des immigrés russes en France est désormais encadrée par les autorités allemandes. De surcroît, un grand nombre des nationalistes russes sont prêts à collaborer contre la Russie soviétique, tout en ignorant les vraies intentions des Nazis concernant l'avenir de l'URSS. Pour ces raisons, il n'y a pas donc de base pour un mouvement organisé au sein de l'émigration russe. Cependant, certains émigrés russes trouvent des moyens pour s'engager dans la lutte antinazie. Ils rejoignent les réseaux résistants français ou parfois ces réseaux sont créés de leur propre initiative.

La Résistance des émigrés russes en France est une histoire difficile à écrire. Les documents touchant à cette histoire sont dispersés dans le monde entier, certaines archives des émigrés russes ont été transmises aux Etats-Unis après la guerre, certaines ont été emportées par les Nazis et leurs traces sont perdues. De surcroît, la majorité des émigrés russes participent à la Résistance sous des noms de code et leurs vrais noms ne seront jamais découverts. Il est donc impossible de déterminer le nombre précis de Russes qui ont participé à la Résistance à la différence, par exemple, de collaborationnistes au régime nazi, dont la statistique est conservée par le Comité représentatif russe à Paris¹²⁶. Néanmoins, nous avons concentré nos efforts sur l'étude des parcours particuliers des combattants d'origine russe qui pour des raisons diverses s'engagent dans la Résistance, soit dès les premières années de l'Occupation comme des patriotes français, soit à partir de 1941 comme des patriotes russes.

¹²⁵ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 17- 18.

¹²⁶ Voir le chapitre 2.

Ce chapitre vise donc à évaluer la participation de l'émigration russe à la Résistance, en analysant ses motivations pour s'engager ainsi que les circonstances de cet engagement. Nous analyserons l'activité des émigrés russes dans la Résistance intérieure ainsi que dans la France libre. Nous étudierons également l'activité de l'Union des patriotes russes qui deviendra l'Union des patriotes soviétiques après la guerre et sa presse clandestine.

3.1 L'engagement dans la Résistance depuis 1940. Pour la France !

3.1.1 Le réseau du Musée de l'Homme.

Boris Vildé et Anatole Lewitsky, tous les deux d'origine russe, sont des noms connus de la Résistance. Le réseau du Musée de l'Homme, dont ils étaient les fondateurs avec Yvonne Oddon en 1940, est un des réseaux les plus connus de la Résistance. Avec Léon-Maurice Nordmann, Germaine Tillion, Yvonne Oddon, Pierre de Lescure, Jean Cassou et d'autres, les émigrés russes Boris Vildé et Anatole Lewitsky deviennent des fondateurs de la Résistance française. Dans le chapitre de son ouvrage *Histoire de la Résistance en France* consacré au mois de décembre 1940, Henri Noguères écrit : « le plus ancien et apparemment le plus solide des réseaux, en cette fin 1940, est celui du Musée de l'Homme, Vildé et Lewitsky s'efforcent de mener de front les tâches les plus diverses¹²⁷ ». En effet, le réseau réussit à établir des plusieurs contacts avec la zone libre (à Toulouse, Marseille, Lyon, sur la Côte d'Azur) ainsi qu'à diffuser une propagande efficace contre l'occupant nazi en zone occupée. Créé par Vildé à la fin de 1940, le journal « Résistance » est le premier à utiliser ce mot pour exprimer l'opposition à l'envahisseur¹²⁸. A la fin de 1941, le mot « Résistance » est repris par la France entière.

Né à Saint-Pétersbourg le 25 juin 1908, Boris Vildé quitte cette ville pendant la révolution pour rejoindre l'Estonie. Après ses études à l'Université de Tartu, Vildé passe en Lettonie, puis rejoint l'Allemagne en 1930. Après une vie difficile à Berlin, il s'installe à Paris en septembre 1932¹²⁹. La rencontre du jeune émigré Vildé avec Paul Rivet, directeur du Musée de l'Homme, est décisive puisqu'elle oriente sa carrière vers l'ethnologie. Naturalisé

¹²⁷ NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France*, Tome 1, Paris, Editions Robert Laffont, 1967, p. 209.

¹²⁸ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 190.

¹²⁹ VEILLON Dominique, *De Saint-Petersburg au Mont-Valérien*, préface au VILDE Boris, *Journal et lettres de prison*, *op. cit.*, p.11.

français en 1936, il est chargé au Musée de l'Homme du département des civilisations arctiques, ce qui lui vaut en 1937 une mission en Estonie et l'année suivante en Finlande¹³⁰.

Pendant la guerre, Boris Vildé est mobilisé dans l'artillerie comme brigadier, puis maréchal des logis, mais en juin 1940 il est fait prisonnier dans le Jura, mais il s'évade et revient à Paris en juillet 1940¹³¹. Dès son retour, Boris Vildé ne reste pas passif devant l'occupant et avec ses collègues du Musée de l'Homme, il envisage un programme d'action. « C'est là, dans les sous-sols du Palais de Chaillot (...) que va naître ce véritable groupement précurseur, dont le fondateur le plus actif est donc un jeune savant, brillant ethnologue et linguiste, nommé Boris Vildé, lequel apparaît alors à ses amis, selon le mot d'Agnès Humbert, comme le « meneur de jeu de l'activité anti-allemande »¹³² ». Dans cette tâche, il trouve le soutien de ses collègues du musée l'anthropologue Anatole Lewitsky, lui aussi originaire de Russie, spécialiste des questions ethnographiques de l'Asie du Nord, et la bibliothécaire du musée Yvonne Oddon qui deviennent ses compagnons les plus proches.

Dès le début de l'Occupation, l'activité du réseau du Musée de l'Homme est très diverse. Vildé cherche à faire déboucher son réseau sur toutes les formes possibles de l'action. Qu'il d'agisse d'aviateurs anglais à faire passer en Espagne, de renseignements sur la Luftwaffe, de la constitution de « dizaines » parlementaires, ou de simple propagande, Vildé ne dit jamais que cela ne le concerne pas¹³³. La principale activité clandestine organisée sur une grande échelle est la production et la diffusion de tracts. En août 1940, des textes manuscrits, dactylographiés ou ronéotés sont distribués en secret - glissés à la hâte dans des boîtes à lettres, abandonnées sur les banquettes des wagons mal éclairés du métro, « oubliés » sur les bancs des jardins publics, introduits subrepticement dans les marchandises exposées dans les grands magasins. La plupart de ces feuilles contiennent des nouvelles reprises de la BBC, des journaux étrangers fournis par l'ambassade américaine, ou encore de la rumeur publique¹³⁴.

De surcroît, le groupe du Musée de l'Homme se trouve en coopération étroite avec plusieurs réseaux. Le groupe du Musée de l'Homme est lié au groupe de Jubineau par l'intermédiaire de René Creston et à celui de Séjournan par l'intermédiaire d'Albert Jubineau.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 12.

¹³¹ *Ibid.*

¹³² GUERIN Alain, *op. cit.*, p. 319.

¹³³ *Ibid.*, p. 319-320.

¹³⁴ BLUMENSON Martin, *op. cit.*, p. 93.

Par l'intermédiaire d'Henri Mathieu, le complice de Claire Oberge, il est en contact avec Lucie Boutillier du Retail¹³⁵. Dès le début de son activité, le réseau prend également contact par l'intermédiaire de Germaine Tillion avec des réseaux du colonel Hauet et de La Rochère, de vieux amis, tous les deux militaires. Par Hauet, Germaine Tillion est au courant de l'organisation du groupe La Rochère. Il s'occupe non seulement de propagande (diffusion de Vérité Française, de Résistance, etc.) mais avait déjà conçu en 1940-1941, une organisation paramilitaire, l'une de toutes premières¹³⁶. L'influence du réseau du Musée de l'Homme et de son chef Boris Vildé s'étend ainsi significativement.

Le 15 décembre 1940 le premier numéro du journal *Résistance* édité par le réseau du Musée de l'Homme paraît. C'est la première fois que le mot Résistance est utilisé pour désigner dans l'ensemble le refus de l'occupation et la résolution d'agir contre l'occupant nazi. En se nommant *le Comité national de salut public*, les membres du réseau font l'appel à la population française : « Résister ! C'est le cri qui sort de votre cœur à tous, dans la détresse où vous a laissés le désastre de la Patrie. C'est le cri de vous tous qui ne vous résignez pas, de vous tous qui voulez faire votre devoir¹³⁷ ». Le texte du premier numéro du journal porte également sur la méthode de résister en expliquant comment il faut agir : « La méthode ? Vous grouper dans vos foyers avec ceux que vous connaissez. Ceux que vous désignerez seront vos chefs. Vos chefs trouveront des hommes éprouvés qu'orienteront leurs activités, et qui nous en rendront compte par différents échelons. Notre Comité, pour coordonner vos efforts avec ceux de la France non occupée et ceux qui combattent avec nos Alliés, commandera. Votre tâche immédiate est de vous organiser pour que vous pussiez, au jour où vous en recevrez l'ordre, reprendre le combat. Enrôlez avec discernement les hommes résolus, et encadrez les des meilleurs. Réconfortez et décidez ceux qui doutent ou qui n'osent plus espérer. Recherchez et surveillez ceux qui ont renié la Patrie et qui la trahissent. Chaque jour réunissez et transmettez les informations et les observations utiles pour vos chefs¹³⁸ ». Le numéro se termine par le deuxième couplet de la Marseillaise, par la phrase « Aux armes... ».

L'appel lancé par les membres du réseau du Musée de l'Homme le 15 décembre 1940 les fait ainsi des protagonistes et des fondateurs de la Résistance française. La

¹³⁵ *Ibid.*, p. 87.

¹³⁶ AN, 72 AJ 58 Réseau Hauet-Vildé, Témoignage de Mademoiselle Germaine Tillion, recueilli par Monsieur Perroy le 4 janvier 1946.

¹³⁷ *Résistance*, le 15 décembre 1940.

¹³⁸ *Ibid.*

Résistance vient donc de commencer. Les membres du Musée de l'Homme publient quatre numéros, un cinquième viendra s'y ajouter après le démantèlement du réseau¹³⁹. Déterminés et convaincus, les collaborateurs du Musée de l'Homme lancent un défi à l'occupant nazi. Le journal stimule sans doute le patriotisme des Français, mais provoque en même temps la haine des Allemands, - la plupart des résistants du réseau sont bientôt arrêtés, d'abord Yvonne Oddon et Anatole Lewitsky, puis Boris Vildé.

Boris Vildé est arrêté le 26 mars 1941 alors qu'il est sur le point de rencontrer, dans un café de la Place Pigalle, Simone Martin-Chauffier, qui devra lui procurer de faux papiers d'identité. Au moment de son arrestation, Boris Vildé a trente-deux ans¹⁴⁰. Il écrira plus tard dans son journal intime rédigé à la prison de Fresnes le 25 juin 1941 : « Mon anniversaire ! Matinée très triste...Alexandre le Grand¹⁴¹ »¹⁴². En effet, Boris Vildé avec Anatole Lewitsky sont fusillés le 23 février 1942¹⁴³.

Qu'est-ce qui pousse les jeunes savants d'origine russe, l'un et l'autre n'ayant été naturalisés que quelques années avant la guerre, à s'engager dans la Résistance? Comme le témoigne le journal intime de Boris Vildé rédigé en prison, c'est en d'abord l'amour pour la France, le pays d'adoption : « J'aime ce beau pays, et j'aime son peuple¹⁴⁴ ». Par ces mots, Boris Vildé exprime son patriotisme profond pour son pays d'accueil. En revanche, il parle peu de son pays de naissance, la Russie. A son procès, il reprend la citation de Benjamin Franklin : « Tout homme a deux patries : la sienne et la France ». Cela s'explique cependant par le fait que Boris Vildé a passé la plupart de sa vie à l'étranger, d'abord en Estonie et Allemagne, puis en France et n'avait pas de contacts étroits avec la Russie, car toute sa famille se trouvait aussi à l'étranger.

De surcroît, le milieu scientifique du réseau doit être pris en compte. Le Musée de l'Homme, fondé par Paul Rivet, savant célèbre et ancien président du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, est représenté avant tout par un milieu d'intellectuels dont les principes d'humanisme sont incontestables. Dans le musée où les jeunes savants Boris Vildé et Anatole Lewitsky travaillaient se trouve une plaque mémorielle commémorative avec une

¹³⁹ HOGENHUIS Anne, *op. cit.*, p. 117.

¹⁴⁰ VEILLON Dominique, *op. cit.*, p. 11.

¹⁴¹ Alexandre le Grand mourut à l'âge de 33 ans.

¹⁴² VILDE Boris, *op.cit.*, p. 22.

¹⁴³ BLUMENSON Martin, *op.cit.*, p. 225.

¹⁴⁴ VILDE Boris, *op.cit.*, p. 87.

citation de Charles de Gaulle consacrée à Boris Vildé: « Vildé, universitaire et chercheur de premier ordre, s'est consacré entièrement à la Résistance clandestine dès 1940. Arrêté par la Gestapo et condamné à mort, a donné au cours du procès et devant le peloton d'exécution un magnifique exemple de courage et d'abnégation » et à Anatole Lewitsky « jeune savant d'une valeur exceptionnelle ».

L'un des premiers réseaux résistants, le Groupe du Musée de l'Homme, est sans doute un exemple de la lutte antifasciste dévoué. Fondé par des savants, le réseau luttait en premier lieu pour des principes moraux. La Résistance englobe cependant les milieux professionnels différents. Dans le sous-chapitre suivant, nous allons démontrer la participation à la Résistance du milieu religieux à l'exemple des émigrés russes Mère Marie et Dimitri Klépinine qui fondent l'*Action orthodoxe* à Paris.

3.1.2 L'Action orthodoxe.

Bien que la moniale parisienne Mère Marie n'ait aucun rapport direct avec le réseau du Musée de l'Homme, elle connaît bien son personnage central, Boris Vildé, qui fréquente occasionnellement les groupes de discussions, chez Ilya Fundaminsky, dont Mère Marie est une amie¹⁴⁵. Cependant, Mère Marie ainsi que Boris Vildé, mais de manière différente, rejoint la Résistance. Mère Marie fonde *Rue de Lourmel*, avant-guerre, l'*Action orthodoxe*.

Russe d'origine, Elisaviéta Pilenko est née en 1891 en Russie dans la famille du procureur impérial à Riga Youri Dmitriévitch Pilenko et Sophie Delaunay. Elizaviéta passe son enfance à Anapa. En 1905, sa famille part pour la Crimée, puis en 1906 à Saint-Pétersbourg où la jeune fille commence sa carrière littéraire. Son premier époux est Dimitri Kouzmine-Karavaïev, mais ce mariage ne dure pas longtemps : elle se sépare de lui pour épouser Daniel Skobtsov. La Révolution pousse la famille à quitter la Russie et à partir en Yougoslavie en 1921, puis Paris en 1923. En 1932, Elisaviéta Skobtsov devient religieuse sous le nom de Mère Marie¹⁴⁶. Bien avant l'Occupation, Mère Marie s'occupe du secours des pauvres et des malades dans sa maison dans la rue de Lourmel. Le Père Dimitri Klépinine compte parmi ses plus proches collaborateurs. Grâce aux efforts de Mère Marie, deux douzaines de personnes trouvent refuge dans la maison de la rue de Lourmel.

¹⁴⁵ STRATTON SMITH T., *Mère Marie. Nonne et Rebelle*, Paris, Presse de la Cité, 1965, p. 163.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 131.

L'engagement dans la Résistance de Mère Marie est lié en premier lieu au nom d'Igor Krivochéine qui est remis en liberté cinq semaines après son arrestation. Dans les jours qui suivent l'invasion de l'URSS, les Nazis procèdent en effet à de nombreuses arrestations au sein de la colonie russe de Paris. Beaucoup d'émigrés russes, dont Igor Krivochéine, fils d'un ancien ministre tsariste de l'Agriculture, proches de Mère Marie, sont emprisonnés au camp de Compiègne. A Compiègne, Krivochéine et d'autres émigrés fondent un comité d'assistance destiné à aider leurs familles. Le comité prend contact avec Mère Marie qui s'occupera de l'aide aux prisonniers de Compiègne. Il partage avec Mère Marie l'expérience qu'il a vécue au camp de Compiègne, dont la plupart des prisonniers était Juifs. « Ces Juifs, rapporte Krivochéine, meurent de faim. La discipline est beaucoup plus rude que dans le secteur franco-russe. Le plus petit délit reçoit un châiment barbare. Les exécutions sont fréquentes. C'était inimaginable !¹⁴⁷ ». A partir de ce moment, Marie et Dimitri Klépinine font parvenir des vivres en contrebande aux Juifs dans le camp. C'est le moment où Mère Marie commence à aider à la Résistance juive. Par l'intermédiaire de Krivochéine, elle fait la connaissance de Sergei Stern et David Rapaport qui, « avant de tomber devant un peloton d'exécution en 1942, dirige tous les organismes sociaux et illégaux des Juifs¹⁴⁸ ». Pour Mère Marie, « il n'y a pas de question juive. Il y a la question chrétienne... Si nous étions de vrais chrétiens, nous aurions tous porté l'étoile jaune. Les temps de confesser la foi sont arrivés¹⁴⁹ ». Mère Marie et le père Dimitri s'occupent de la distribution de certificats de baptême chrétiens aux Juifs pour aider à les protéger. En quelques semaines, les « baptêmes de miséricorde » se chiffrent par dizaines. (...) La plupart des quatre-vingts personnes énumérées dans la liste, encore existante, des « baptêmes de miséricorde » de Dimitri, survivent à la guerre¹⁵⁰. Cependant, il n'y a pas l'information sur le nombre exacte des certificats faits par Klépinine. Dimitri Klépinine refuse de fournir les informations précises concernant le nombre des listes des nouveaux-baptisés à la demande du Diocèse¹⁵¹.

Dès le début de l'Occupation, Mère Marie et Père Dimitri s'occupent également de cacher des évadés russes, des résistants, et en particulier des Juifs. Le 3 juin 1942, le gouverneur militaire allemand en France ordonne à tous les Israélites, à partir de six ans, de

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 186

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 187.

¹⁴⁹ VARAUT Laurence, *op. cit.*, p. 134.

¹⁵⁰ STRATTON SMITH T., *op. cit.*, p. 188.

¹⁵¹ GAKKEL' Sergey, *Mère Marie (1891-1945)*, Paris, YMCA-PRESS, 1980, p. 160-162.

porter, sur le côté gauche de la poitrine, une Etoile de David jaune¹⁵², portant l'inscription « Juif »¹⁵³. Il leur est interdit d'entrer les jardins publics, d'aller aux courses, de se baigner, de visiter les musées. Pendant plusieurs jours, Mère Marie accompagne au jardin un petit groupe d'enfants juifs. « Interdire le soleil, le ciel et l'air aux petits ! dit-elle à ses amis. Je ressens une grande colère et, pour une fois, je n'en ai pas honte !¹⁵⁴ »

Néanmoins, l'activité de l'Action orthodoxe n'échappe pas à l'attention des autorités nazies. Du 8 au 10 février 1943, Mère Marie, Dimitri Klépinine et le fils de Marie Youri sont arrêtés par la Gestapo¹⁵⁵. Pendant l'interrogatoire par la Gestapo, Dimitri Klépinine obtient « une chance » d'être relâché. On lui demande de prendre l'engagement de ne plus jamais aider les Juifs. Mais Dimitri Klépinine montre sa croix aux Nazis et les demande s'ils connaissent « ce Juif »¹⁵⁶. Dimitri Klépinine et Youri sont envoyés au camp à Compiègne, Mère Marie au camp de Romainville. En décembre 1943, Dimitri et Youri sont déportés à Buchenwald, puis, en janvier 1944, au camp secondaire de Dora¹⁵⁷. Dimitri Klépinine meurt le 11 février, un mois après son arrivée au camp¹⁵⁸. Mère Marie est envoyée par la Gestapo au camp de concentration de Ravensbrück, où elle meurt en 1945, quelques deux mois avant la fin de la guerre.

Le cas de la participation à la Résistance de Mère Marie et ses collaborateurs est très particulier, car il s'agit en premier lieu de la résistance humanitaire. Les ecclésiastiques russes s'occupent notamment de l'aide à ceux qu'ils en besoin, surtout les Juifs. En cachant les Juifs et en leur procurant des faux papiers, ils contribuent à la lutte idéologique contre le fascisme. Ils ne participent pas donc à la Résistance comme des Russes ou comme des Français, mais comme des chrétiens. La même position prendra une autre résistante d'origine russe Vera Obolensky, dont le mari est également un prêtre. Membre de l'Organisation civile et militaire (OCM), pendant son interrogatoire par la Gestapo, elle dira qu'elle ne peut pas

¹⁵² A cette époque-là, Mère Marie, choquée par cette démarche, écrit son poème intitulé « L'Etoile Jaune ».

¹⁵³ STRATTON SMITH T., *op. cit.*, p. 191.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 192.

¹⁵⁵ Pour plus de détails voir : STRATTON SMITH T., *op. cit.*, p. 235-244.

¹⁵⁶ VIKTOROVA T.V., STRUVE N.A., *Žizn' i žitie svâšennika Dimitriâ Klepinina. 1904—1944 (La vie et les martyrs du prêtre Dimitri Klépinine)*, Moscou, Russkij put', 2004, p. 25-26.

¹⁵⁷ KOSIK V.I., *Russkoe cerkovnoe zarubež'e: XX vek v biografiâh duhovenstva ot Ameriki do Âponii. Materialy k slovarû-spravočniku (L'Orthodoxie russe à l'étranger : XXème siècle dans les bibliographies du clergé de l'Amérique au Japon. Les documents pour le dictionnaire de référence)*, Pravoslavnyj Svâto-Tihonovskij Bogoslovskij Institut, Moscou, 2008, p. 126.

¹⁵⁸ STRATTON SMITH T., *op. cit.*, p. 255.

soutenir la lutte contre les Juifs, car elle est chrétienne. Le sous-chapitre suivant est donc consacré à la participation à la Résistance de Vera Obolensky.

3.1.3 Vera Obolensky, « Vicky ».

Un des réseaux les plus importants en zone occupée est l'Organisation civile et militaire (OCM) dont le dirigeant est Jacques Arthuys. Ce réseau fondé en décembre 1940, a à l'origine deux petits groupes, celui de Maxime Blocq-Mascart, avant-guerre vice-président de la Confédération des travailleurs intellectuels, et celui de Jacques Arthuys, directeur de la société des Tours Cazeneuve¹⁵⁹. Calqué sur le modèle militaire, le mouvement comprend alors un 1^{er} Bureau en charge de l'organisation générale, ainsi qu'un 3^e Bureau qui est en charge des opérations, tous deux dirigés par Jean Mayer. Le 2^e Bureau de l'organisation dédié au renseignement, est géré par le colonel Touny¹⁶⁰. Parmi les missions principales du réseau figurent la recherche de renseignements, les liaisons avec l'Angleterre, l'organisation des filières d'évasion.

Le secrétaire de l'Organisation civile et militaire est la fille d'émigrés russes de 1920 Vera Obolensky. La comtesse Véra Obolensky, dite Vicky, se fait « embaucher » par l'organisation Todt qui dirige la construction du Mur de l'Atlantique. A ce poste, elle transmet de nombreux renseignements à la Résistance et aux Alliés¹⁶¹. En 1941, Arthuys est arrêté, et sa collaboratrice Vera devient secrétaire générale de l'organisation. Combattante courageuse de la Résistance, elle participe à toutes les missions dangereuses de l'organisation. Un des agents du système de liaison de l'OCM, Daniel Gallois¹⁶², laisse la description suivante de Vicky : « ...des cheveux noirs, un teint pâle, des larges pommettes, une longue bouche ; et puis un sourire d'accueil écarte les lèvres, plisse les yeux. Je remarque alors que les paupières laissent filtrer une petite flamme dansante d'une extraordinaire vivacité, par la suite je l'ai vue étinceler tout à tour de haine, de pitié, d'ironie, d'angoisse, jamais étendre, fidèle comme l'âme¹⁶³ ».

¹⁵⁹ WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance*, Paris, Perrin, 2013, p. 80.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 81.

¹⁶¹ PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance...*, op. cit., p. 78.

¹⁶² A l'OCM l'adjoint de Touny, arrêté le 8 mars 1944.

¹⁶³ AN, 72 AJ 287, dossier A.I Pas-de-Calais, ARRAS A.1.I, Souvenirs sur Mme Obolensky de Mr Daniel Gallois. Communiqués par Mr Obolensky, recueillis par Mme Granet. « VICKY ».

Beaucoup de membres de l'OCM sont arrêtés de la fin de 1943 au début 1944. Découverte, Vicky est arrêtée en décembre 1943 et envoyée à Fresnes, puis en prison d'Arras avant d'être envoyée en Allemagne.

La prison d'Arras contient trois cents prisonniers (hommes et femmes), il y a des cellules pour des gens mis au secret et des salles communes¹⁶⁴. C'est là, en prison, que Vicky retrouve ses collaborateurs. Pendant des rencontres occasionnelles en prison, Vicky discute avec eux de la stratégie de conduite à l'interrogatoire : « ...soyez tranquille. Nous devons tâcher de ne pas fournir d'armes contre le Colonel¹⁶⁵, n'est-ce pas ? Ils l'ont pincé ; mais ils ne se doutent peut-être pas qui c'est¹⁶⁶ ». Vicky tient sa promesse, elle ne dit rien aux Allemands. Une amie de Vicky, Sofka Nossovitch racontera plus tard : « Nous fûmes interrogées par cinq agents de la Gestapo assistés de deux interprètes. Ils jouèrent essentiellement sur notre passé d'émigrées, insistant pour que nous nous séparions d'un mouvement aussi dangereux et qui allait la main dans la main avec les communistes. Sur quoi, il fallut bien qu'ils entendissent notre vérité. Vicky leur expliqua avec force détails leurs propres intentions de réduire à néant le monde slave et la Russie : « Je suis née russe, j'ai passé toute ma vie en France, je ne veux trahir ni ma patrie ni celle qui m'a offert asile. Mais un Allemand ne peut comprendre cela¹⁶⁷ ». Comme le témoignent ces paroles, Vera Obolensky est une patriote russe ainsi que française. Vera Obolensky est décapitée à Berlin le 4 août 1944¹⁶⁸. Elle reçoit la Légion d'Honneur et la Croix de Guerre à titre posthume¹⁶⁹.

3.1.4 Alexandre Chweitzer.

Comme Boris Vildé, un jeune savant, Alexandre Chweitzer, russe d'origine, prend une part active dans la Résistance. Evadé d'un camp de la zone Sud, il séjourne à Lyon, puis se fixe à Paris, où il dirige un groupe de combat (attentats), aidé de son cousin Alec Leventon. Ce résistant n'a pas laissé cependant beaucoup de traces.

Né à Smolensk, le 26 août 1904, fils d'un chirurgien, les circonstances de sa fuite en France restent inconnues. Cependant, comme le témoignent des documents d'archives, au

¹⁶⁴ AN, 72 AJ 287, dossier A.I Pas-de-Calais, ARRAS (prison) A.2.I, Témoignage de Mr. Daniel Gallois, recueilli par Mme Granet le 12/03/52.

¹⁶⁵ Il s'agit du Colonel Touny.

¹⁶⁶ AN, 72 AJ 287, dossier A.I Pas-de-Calais, ARRAS A.1.I, Souvenirs sur Mme Obolensky de Mr Daniel Gallois. Communiqués par Mr Obolensky, recueillis par Mme Granet. « VICKY ».

¹⁶⁷ GUERIN Alain, *op. cit.*, p. 533.

¹⁶⁸ PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance...*, *op. cit.*, p. 78.

¹⁶⁹ GORBOFF Marina, *op. cit.*, p. 191.

moment de l'Occupation, Alexandre Chweitzer a un passeport soviétique¹⁷⁰. Soit ayant déménagé après les années 1920, étant déjà un citoyen soviétique, soit ayant pris le passeport soviétique d'auprès la représentation soviétique en France, Alexandre Chweitzer habite à Paris en 1940¹⁷¹.

Comme beaucoup de résistants, Alexandre Chweitzer entre dans la Résistance du milieu scientifique. Docteur en sciences, lauréat de la Société de Biologie, Alexandre Chweitzer est un chercheur au Laboratoire de Psychologie des sensations au Collège de France¹⁷². Chweitzer appartient à deux organisations de résistance, dont une est connue de Mr Dupuy, Conseiller Technique aux Charbonnages de France, qui témoigne que Chweitzer sert la résistance « avec une volonté exceptionnelle »¹⁷³. Comme le témoigne sa caractéristique, « Mr Dupuy et Alexandre Chweitzer se rencontraient dans le métro, où Dupuy indiquait à Chweitzer des actions pouvant nuire aux Allemands »¹⁷⁴.

Alexandre Chweitzer est arrêté par la Gestapo fin mai 1944¹⁷⁵, puis les traces de ce résistant se perdent. Dans des documents des archives, nous ne trouvons pas d'informations sur ses motivations pour s'engager dans la Résistance ainsi que la date de son entrée dans la lutte antinazie. Néanmoins, le fait qu'il a la citoyenneté soviétique doit être pris en compte.

3.2 Les Russes dans la France libre. Anna Marly.

L'itinéraire d'Anna Marly est très différent de tous les autres. D'elle, Charles de Gaulle dira qu'« Elle fit de son talent une arme pour la France ». Anna Marly, l'auteur du fameux *Chant des Partisans*, est une des premières à rejoindre la France libre en 1940. Pendant la guerre, son nom devient connu en France entière et ses chants sont transmis par radio plusieurs fois par jour. « Ceux qui m'ont connue alors m'appelaient la chanteuse de la Résistance. Mais j'étais aussi le Barde des Alliés »¹⁷⁶ dit elle. En effet, les chansons d'Anna Marly inspirent les Alliées ainsi comme les Français.

¹⁷⁰ AN, 72 AJ 58, ISOLES A.14.I, Biographie de M. CHWEITZER Alexandre (sa participation à la résistance) laissée à M. Michel en Mai 1970.

¹⁷¹ *Ibid.*

¹⁷² *Ibid.*

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ *Ibid.*

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ MARLY Anna, *Anna Marly : Troubadour de la Résistance*, Paris, Tallandier, 2010, p. 15.

Née le 30 octobre 1917 en Russie, Anna Bétoulinsky, sa mère et sa sœur sont obligés de quitter la Russie en pleine tourmente révolutionnaire. En 1920, comme des milliers d'autres Russes blancs, ils se trouvent en exil. En France, Anna décide de devenir musicienne. Elle se produit au cabaret sélect parisien Shéhérazade. Puis, Anna s'installe en Hollande où elle épouse le baron van Doorn en avril 1939. En 1941, Anna et son époux partent à Londres où Anna s'engage comme volontaire à la cantine des Forces Françaises Libres et chante quelquefois au café.

C'est à Londres Anna Marly crée son *Chant des Partisans* qui devient bientôt l'hymne de la Libération. La BBC la surnomme *Guerilla song*¹⁷⁷. Les paroles originales de la chanson sont en russe, la langue maternelle d'Anna. Un soir de l'année 1943, elle chante ce Chant devant Kessel, Druon, d'Astier de la Virgerie et Frenay. Kessel, qui parle russe, s'exclame : « voilà le chant qu'il faut pour la Résistance française¹⁷⁸ ». Maurice Druon et Joseph Kessel traduisent le Chant en français. Le Chant est un appel aux partisans de se battre contre l'occupant pour libérer son pays. Pleine de patriotisme, la chanson connaît un succès immédiat. Anna Marly met également en musique le poème d'Emmanuel d'Astier de la Virgerie *Complainte du partisan*, que Léonard Cohen interprété en 1968¹⁷⁹.

Ayant passé toute sa jeunesse en France, Anna n'oublie cependant jamais son pays natal. A Londres elle retrouve beaucoup des Russes, pas seulement des émigrés, mais aussi des Soviétiques. Elle se souvient à propos d'une des ses rencontres avec eux à Londres, « Les barrières politiques s'effacent et nous ne sommes plus que quatre Russes de Russie, joyeux de s'être rencontrés...(...) On trinque à l'hôtesse, à la victoire, à l'amitié, à la flotte russe, à la Volga, grand fleuve de Russie appelé Matouchka (petite mère)...(...) Mary et moi nous rêvons déjà de convertir l'URSS en Sainte Russie...(...) Que c'est beau...et quelle émotion de penser que, malgré tout, l'homme n'a pas perdu ses racines¹⁸⁰ ». Cependant, les conflits idéologiques ont lieu. Le passé d'émigré d'Anna devient parfois l'objet de haine. Un soir, elle croise un Soviétique qui lui dit « Vous, émigrante, parasite de la société. Ne vous faites aucune illusion, nous n'avons besoin ni de vous ni de votre classe pourrie¹⁸¹ ». Les tensions entre deux cultures de même origine sont toujours très fortes. Néanmoins, avec d'autres

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 87.

¹⁷⁸ PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance...*, op. cit., p. 56.

¹⁷⁹ *Ibid.*

¹⁸⁰ MARLY Anna, op. cit., p. 100.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 102.

Russes émigrés, Anna Marly est heureuse d'apprendre les nouvelles victoires de l'Armée rouge sur le front de l'Est. Quand le Comité d'aide à l'Armée rouge est créé, en parlant de soi et d'autres, elle dit « nous nous hâtons d'adhérer dans notre modeste mesure¹⁸² ». Elle est en contact avec ceux ayant rejoint l'URSS pour y s'engager dans la lutte antinazie. Dans sa lettre, un ami d'Anna, Igor, lui écrit : « Me voilà dans ce pays immense. J'ai vu Bakou, Astrakhan, Stalingrad et je suis resté trois semaines à Moscou avant de rejoindre le front...J'ai entendu à Moscou le canon tonner pour les victoires de Smolensk, Poltava, Krementchoug, Tchernigov et bien d'autres...Ah, comme c'est drôle de me trouver ici ! Rien n'a changé, le peuple russe est resté lui-même. Ils ont de l'enthousiasme, un but, un idéal¹⁸³ ». Les antifascistes russes souhaitent ainsi la victoire à l'URSS malgré le passé.

Anna Marly, l'auteur de quelques trois cents chansons, est nommée chevalier de la Légion d'honneur par le président François Mitterrand en 1985 à l'occasion du quarantième anniversaire de la Victoire. Elle se déplace beaucoup dans sa vie : la Russie, la France, l'Hollande, le Portugal, le Brésil, les Etats-Unis. Elle décède en Alaska, à l'âge de 89 ans.

3.3 Pour l'URSS !

3.3.1 L'Union des patriotes russes.

Nous avons démontré les cas de l'engagement dans la Résistance des émigrés russes à partir de 1939. Leur engagement s'explique en premier lieu par l'amour pour la France ainsi que par le milieu auquel ils appartiennent : savants, religieux, ils se battent pour des valeurs humanistes. Patriotes français, ils entrent dans l'histoire de la Résistance dès le début de l'Occupation. Il existe aussi une autre catégorie d'émigrés russes, qui ayant vécu longtemps en France s'engagent dans la lutte contre les Nazis comme patriotes soviétiques. L'invasion de l'URSS en juin 1941 réveille leurs sentiments patriotiques et l'inquiétude pour la patrie devient plus forte que les contradictions politiques.

En septembre 1943 est créée la plus importante organisation de russes émigrés, l'Union des patriotes russes¹⁸⁴, dont les fondateurs sont les émigrés russes antifascistes encadrés par le parti communiste français. Georges Chibanov, Alexis Kotchetkov, J. Trojan, N. Roller sont les membres les plus actifs de l'organisation.

¹⁸² *Ibid.*, p. 121.

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 243.

L'activité de l'union se concentre sur la propagande, les patriotes russes éditent le journal surnommé *Le patriote russe*, et des tracts. L'autre aspect du travail de l'union vise à établir des contacts avec les prisonniers de guerre soviétiques en France pour les intégrer dans la Résistance française¹⁸⁵. Les membres de l'union servent souvent d'interprètes pour les Soviétiques en organisant leur passage aux résistants français. Le travail est concentré sur les prisonniers de guerre évadés des camps nazis et des unités armées¹⁸⁶.

Dirigé par l'historien Dimitri Odinec, *le Patriote russe*, renommé quelques mois plus tard *le Patriote soviétique*, s'occupe de la réhabilitation politique de l'URSS dans l'émigration. Un article de 1944 intitulé « l'émigration a pris fin », dénonce l'aveuglement de l'émigration qui, pendant plus de vingt ans s'est refusée à voir et suivre l'évolution de son pays d'origine¹⁸⁷. L'article se consacre à démontrer ainsi la puissance de l'Union soviétique, dont l'Armée rouge est une armée libératrice. La Russie, écrit Nicolas Rušin, « n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui, mais l'émigration n'a rien remarqué de cela, son destin lui est resté totalement étranger¹⁸⁸ ».

Durant la guerre, les thématiques principales du journal se concentrent sur les victoires de l'Armée rouge et sur l'héroïsme du peuple russe : « La lutte héroïque du peuple russe, de l'Armée rouge et des partisans rouges sous le fort commandement du parti bolchévique, encadré par le maréchal Staline, a permis de restituer 2/3 du territoire soviétique¹⁸⁹ ». Les auteurs de l'article soulignent ainsi l'importance de l'encadrement du gouvernement soviétique et mettent au centre la figure de Staline comme maréchal charismatique du peuple russe. Le but est de changer ainsi la manière de percevoir la Russie soviétique au sein de l'émigration. Pour adoucir le passage graduel à un nouveau regard sur la Russie stalinienne, le gouvernement soviétique change de la stratégie : il appelle maintenant aux sentiments patriotiques des émigrés, en créant une image de la Russie qui sacrifie ses forces au nom de la paix dans le monde. *Le Patriote soviétique* devient ainsi un organe de la propagande soviétique efficace.

¹⁸⁵ *Ibid.*

¹⁸⁶ Sur la coopération des émigrés russes avec les prisonniers de guerre soviétiques voir chapitre VI.

¹⁸⁷ GOUSSEFF Catherine, « Les mutations de la communauté russe de Paris après la Seconde Guerre mondiale », in MARES Antoine, MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, p. 192.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 193.

¹⁸⁹ *Sovetskij patriot*, novembre 1943.

Il importe de noter que cette propagande a du succès. Dès les premières années de l'après-guerre, se forme un mouvement des Vozvrašency (littérairement « retournants »), qui souhaitent retourner en URSS. De surcroît, le retour de la religion en URSS dans les années de la guerre signifie pour les émigrés russes une nouvelle étape dans l'histoire du régime soviétique, grâce à laquelle la réconciliation devient possible. Le retournement de la politique par rapport à la religion « est appréhendé dans l'émigration comme la victoire des valeurs russes sur l'obscurantisme communiste¹⁹⁰ ». Cette nouvelle les rapproche du gouvernement stalinien, qui bien entendu se sert de l'Eglise comme instrument de propagande, ayant pour but de faire croire aux émigrés russes que la Russie soviétique se trouve dans un passage à une nouvelle ère où ils peuvent trouver leur place.

3.3.2 Le cas particulier des Amis de l'Union Soviétique.

Le Patriote soviétique n'est pas le seul journal sur la Russie soviétique en France durant la guerre. Nous allons analyser le cas des résistants français qui entrent dans la Résistance sous les drapeaux de la Russie soviétique, à l'instar de l'Association française des amis de l'Union soviétique qui mène son activité antifasciste durant toute la guerre. Son organe d'information principal est le journal *Russie d'aujourd'hui*.

L'Association française des Amis de l'Union soviétique (AUS), également nommée « Amis de l'URSS » est une organisation encadrée par le parti communiste français. L'AUS naît officiellement et symboliquement lors du Congrès de commémoration des fêtes du dixième anniversaire de la Révolution bolchévique en novembre 1927¹⁹¹. Parmi les premiers membres de l'organisation, une majorité d'intellectuels et de communistes-Louis Aragon, Louis Daquin, Paul Eluard, Frédéric Joliot-Curie, Paul Langevin¹⁹². Dominée par les hommes de sensibilité communiste, l'AUS devient un intermédiaire important dans les relations franco-soviétiques. L'activité principale de l'association se centre sur la création d'une image positive de l'URSS en France. De 1939 à 1941, l'AUS organise des voyages de groupe en URSS à des fins de propagande. Le voyage est organisé par l'organisation comme un

¹⁹⁰ Cité in GOUSSEFF Catherine, « Les mutations de la communauté russe... », *op. cit.*, p. 194.

¹⁹¹ MAZUY Rachel, « Les «Amis de l'URSS» et le voyage en Union soviétique. La mise en scène d'une conversion (1933-1939) », *Politix*, Vol. 5, N°18, Deuxième trimestre 1992, p. 108.

¹⁹² REY Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement: France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991, p. 300.

instrument de promotion interne des militants de l'association, de conversion des sympathisants de l'URSS et de formation des cadres¹⁹³.

Discréditée en 1939 par le pacte germano-soviétique qui sape l'image de l'Union soviétique en France, l'association retrouve par l'engagement de ses membres au sein de la Résistance une crédibilité nouvelle qui lui permet de se reconstituer en octobre 1944 dans le but d'aider à préserver la paix retrouvée¹⁹⁴.

Créé dès le début des années trente, *Russie d'Aujourd'hui* devient un organe de propagande prosoviétique influent durant la guerre. De 1940 à 1944, le journal paraît clandestinement en zone Nord ainsi qu'en zone Sud. Les thématiques principales se concentrent sur les victoires de l'Armée rouge ainsi que sur la nécessité de coopération de la France avec l'Union soviétique dans la lutte antinazie. A l'instar du *Patriote soviétique*, *Russie d'Aujourd'hui* glorifie l'Armée rouge, dont le chef est Staline, « l'homme d'état de génie ». En glorifiant les victoires de l'Armée rouge, le journal déclare les pertes allemandes : « Pendant l'hiver 1942-1943, l'Armée Rouge réduit à zéro les succès allemandes d'élites à Stalingrad ; elle anéantit ou fait prisonniers les armées roumaine, italienne, hongroise... »¹⁹⁵.

Le journal crée une image de l'Armée rouge comme libératrice de l'humanité : « L'Armée Rouge est une armée de défense de la paix et de l'amitié entre les peuples de tous les pays. Elle a été créée non pour la conquête d'autres pays, mais pour la défense des frontières du pays soviétique. L'Armée Rouge a toujours eu une attitude de respect pour les droits et l'indépendance de tous les peuples¹⁹⁶ ». Les auteurs mettent ainsi l'accent sur l'importance du rôle de l'URSS dans la guerre qui est représenté comme un pays amical avec une grande armée libératrice.

En soulignant la lutte héroïque du peuple russe, le journal appelle à la résistance. Dès le début de l'invasion de l'URSS, le journal s'adresse aux ouvriers français travaillant pour le compte des Allemands afin qu'ils cessent le travail. « Pour hâter la libération de la France, ouvriers français ralentissez la production »¹⁹⁷ - insiste l'article du journal. Instrument de propagande communiste, le journal est destiné en premier lieu à la classe ouvrière du pays.

¹⁹³ MAZUY Rachel, « Les «Amis de l'URSS»..., *op.cit.*, p. 109.

¹⁹⁴ REY Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement...*, *op. cit.*, p. 299-300.

¹⁹⁵ *Russie d'Aujourd'hui*, Numéro spécial, juillet 1943.

¹⁹⁶ *Russie d'Aujourd'hui*, Numéro 76, le 15 mars 1944.

¹⁹⁷ *Russie d'Aujourd'hui*, Numéro 14, septembre 1941.

Par l'analyse de la participation des émigrés russes à la Résistance, nous avons démontré que cette participation n'a pas de caractère organisé : les cas des émigrés russes qui s'engagent dans la lutte antinazie sont très individuels et minoritaires. Les résistants viennent de milieux sociaux et professionnels différents. Des savants, des ecclésiastiques, des artistes d'origine russe se trouvent dans les rangs de la Résistance. Pour plusieurs d'entre eux, la lutte antinazie est en premier lieu la lutte pour les valeurs humaines. De surcroît, la majorité des résistants d'origine russe dont nous avons évoqué la participation sont très jeunes. Plusieurs d'entre eux arrivent en France avec leurs parents après la Révolution d'Octobre. Pour certains, comme par exemple, pour Boris Vildé, la France est le second lieu de leur immigration. Ce qui est important c'est le fait que les jeunes émigrés ne gardent pas de souvenirs de la Russie révolutionnaire et pour eux, à la différence de leurs parents, la lutte antinazie est plus importante que la lutte antibolchévique. Ils s'engagent dans la Résistance avant tout comme des patriotes français.

Néanmoins, après l'invasion de l'URSS par les Allemands en 1941, certains émigrés russes entrent dans la Résistance comme des patriotes soviétiques. C'est le cas de l'Union des patriotes russes. Il importe d'indiquer cependant que les membres de l'union sont des militants communistes avant la guerre. L'autre cas que nous avons évoqué est celui de l'Union des l'Association française des Amis de l'Union soviétique fortement encadré par les communistes français.

Dans la partie suivante nous allons donc nous concentrer sur la période qui commence à partir de 1942, moment de l'internement des premiers prisonniers de guerre soviétiques dans les camps nazis en France. Dès les premières années de l'internement, les prisonniers de guerre soviétiques cherchent à entrer en contact avec les résistants français pour rejoindre la lutte antinazie. Plusieurs d'entre eux y parviennent. Dans ce contexte, nous nous interrogerons sur la participation des prisonniers de guerre évadés à la Résistance ainsi que leur résistance idéologique dans les camps.

L'autre groupe qui nous intéresse est celui des Soviétiques originaires des Républiques Nationales de l'URSS enrôlés de force dans la Wehrmacht. Ces derniers se trouvent en France dans les années 1943-1944 pour remplacer les unités allemandes qui sont envoyés sur le front de l'Est.

En premier lieu, nous allons expliquer la présence des prisonniers de guerre soviétiques et des représentants des Républiques nationales enrôlés de force dans la

Wehrmacht en France. Puis, nous analyserons les circonstances de leur engagement dans la Résistance française. Nous nous demanderons notamment comment cet engagement devient possible et quelles organisations sont en charge du recrutement des Soviétiques dans la lutte antinazie. Enfin, nous démontrerons comment les Soviétiques participent à la Résistance française et quelle est leur contribution à la libération de la France. De surcroît, dans le chapitre 6, nous démontrerons les cas de la coopération entre les Soviétiques et les émigrés russes au sein de la Résistance.

PARTIE II

De l'internement des prisonniers de guerre soviétiques dans les camps nazis en France à la Libération

Chapitre IV. L'arrivée des prisonniers de guerre soviétiques en France occupée et leur engagement dans la Résistance.

Les premiers groupes de prisonniers de guerre soviétiques civils et militaires sont amenés en France par les Allemands au début de l'année 1942. Entre 1943 et 1944, on compte environ trente à quarante milles citoyens soviétiques rassemblés dans les camps et quelques milliers d'anciens soldats soviétiques originaires des Républiques Nationales de l'URSS qui sont enrôlés de force dans la Wehrmacht¹⁹⁸. Ces derniers sont des représentants des peuples ukrainien, tatare, géorgien, arménien, azerbaïdjanais qui sont intégrés de force, souvent par contrainte physique et morale, dans la Wehrmacht.

La majorité des prisonniers de guerre sont placés dans le nord et l'est de la France pour y travailler dans les mines sidérurgiques. En effet, la machine de guerre allemande mobilise toutes les ressources humaines pour les exploiter au maximum. Les prisonniers de guerre soviétiques représentent ainsi une main-d'œuvre gratuite. Dans des conditions déplorables, ils sont enfermés dans des nombreux camps nazis en France.

Cependant, dans les années 1943-1944, beaucoup de prisonniers de guerre profitent de conditions favorables pour organiser des actes de sabotage dans les camps. Certains parviennent à s'évader, souvent lors des bombardements des Alliés. Grâce à l'aide de la population locale, des petits groupes clandestins d'évadés commencent à fonctionner. La Résistance française qui est désormais fortement implantée à cette période, cherche à rentrer en contact avec les prisonniers de guerre soviétiques pour les intégrer dans la lutte antinazie. Les prisonniers de guerre soviétiques sont en premières lignes. Bien qu'ils soient chaleureusement accueillis par d'autres formations de la Résistance, c'est généralement vers les Francs-Tireurs et Partisans Français que les patriotes français guident les soldats soviétiques¹⁹⁹. Pour organiser des évasions et l'activité clandestine des Soviétiques, un comité spécial est créé au sein des F.T.P.F.

Dans ce chapitre nous allons donc analyser le processus de l'engagement des prisonniers de guerre et les transfuges soviétiques dans la Résistance française. En premier lieu, nous allons expliquer la présence des prisonniers de guerre soviétiques civils et militaires amenés par les Allemands en France, préciser leur nombre et les lieux principaux

¹⁹⁸ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 238.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. 241.

de leur détention. Puis, nous allons montrer comment les prisonniers évadés se retrouvent dans la Résistance et quel est le rôle du Comité central de prisonniers de guerre soviétiques en France.

4.1 Prisonniers de guerre soviétiques amenés par les Allemands en 1942.

L'avancée foudroyante de l'armée allemande sur le front de l'Est inflige des pertes considérables aux Soviétiques. En trois semaines, l'Armée rouge perd plus de 600 000 hommes, un tiers de ses effectifs, dont une majeure partie sont faits prisonniers²⁰⁰. Leur nombre continue à croître rapidement. Dès 1941, l'Allemagne nazie confrontée à une pénurie de main-d'œuvre en raison des contingents imposants qu'elle mobilise dans ses forces armées - 18, 2 millions d'Allemands servent au total sous les drapeaux²⁰¹, profite de nombreux prisonniers de guerre capturés sur le front de l'Est. Au total, les forces allemandes capturent sur le front de l'Est 5, 75 millions de soldats soviétiques, dont 3, 8 millions sont morts dans les camps du IIIe Reich²⁰².

Après l'occupation de la France, les Allemands commencent à exploiter les prisonniers soviétiques sur le territoire français. Toute la production française sert désormais pour les besoins de l'armée allemande. Trois régions industrielles majeures sont annexées : la Moselle, le Haut-Rhin et le Bas-Rhin. Le Nord de la France est également largement exploité. A partir de 1940, l'occupation transforme le Nord-Pas-de-Calais en « zone interdite », c'est-à-dire en vaste camp de travail forcé, administrée par l'Allemagne depuis Bruxelles et Berlin, et par Vichy²⁰³. Les prisonniers de guerre soviétiques représentent le plus grand contingent des travailleurs de la région. A partir de 1942, les prisonniers de guerre vers le Nord-Pas-de-Calais arrivent plus massivement : de 3 000 on passe à 5 000 à la mi-1942²⁰⁴.

Ces prisonniers de guerre soviétiques sont réduits à une situation d'esclavage pour travailler dans les régions sidérurgiques du Nord et de l'Est de la France. Selon les estimations les plus souvent avancées dans les cercles historiens, ils seraient entre 30 000 et

²⁰⁰ WILMOUTH Philippe, *op. cit.*, p. 115.

²⁰¹ WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance*, *op. cit.*, p. 208.

²⁰² JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : les oubliés de l'Histoire », *Le Républicain Lorrain*, Lundi 26 Novembre 2007, p. 15.

²⁰³ KOURCHID Olivier, « Les déportés soviétiques dans les mines du Nord-Pas-de-Calais pendant la dernière Guerre », in *Mineurs immigrés. Histoire, témoignage XIXe, XXe siècles*, Institut d'Histoire sociale minière, VO Editions, 2000, p. 195.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 196.

40 000²⁰⁵. Néanmoins, ce chiffre reste contestable. Par exemple, les autorités soviétiques comptabilisent 120 917 personnes dont 85 409 prisonniers de guerre, et 35 508 civils²⁰⁶. Ils sont le plus souvent employés dans les mines sidérurgiques de la région. Comme l'indiquent des témoignages²⁰⁷, en moyenne, pour une mine employant 300 ouvriers, les Soviétiques représentent la moitié. Sans interruption, les mineurs travaillent jour et nuit. Le travail dans les mines ne cesse donc jamais.

Les prisonniers soviétiques vivent dans des conditions déplorables. Comme l'indique un témoignage d'un Lorrain, témoin de ces événements : « Ils [Les Soviétiques] étaient traités comme des esclaves, pire que des bêtes, des bêtes de somme qui devaient travailler jusqu'à l'épuisement pour un rendement exigé. Ils connaissaient une extrême misère et leur vie n'avait aucune valeur si ce n'est pour la seule force de travail qu'il leur était encore possible de fournir²⁰⁸ ». Un des prisonniers soviétiques de l'époque décrit la vie dans les camps : « Les conditions de travail et de vie étaient si « favorables » qu'à la fin de mon séjour de deux ans il y avait un grand cimetière près du camp... Sur la pierre tombale ne figurait que le numéro de prisonnier des défunts²⁰⁹ ».

Ces Soviétiques sont enfermés dans quelques deux cents camps organisés par les Allemands sur le territoire français²¹⁰. On compte, vers 1942, 59 oflags, 80 stalags, 62 front-stalags et jusqu'à 82 kommandos de travail en France²¹¹. Dans le seul département de la Moselle soixante camps sont dénombrés, où un peu plus de 5 200 prisonniers sont envoyés au fond des galeries de fer ou de charbon²¹². Cependant, au moment de l'occupation il y a un autre groupe de travailleurs soviétiques, appelés *Ostarbeiter* (« les travailleurs de l'Est »), avec lesquels les prisonniers de guerre soviétiques sont souvent confondus. Les *Ostarbeiter* sont représentés par des populations civiles venant des territoires conquis par les Allemands, principalement l'Ukraine, mais aussi la Biélorussie²¹³. La différence entre ces deux groupes est considérable. Un prisonnier de guerre est un militaire « neutralisé », utilisé comme main-

²⁰⁵ JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : les oubliés de l'Histoire... », *op. cit.* p. 15.

²⁰⁶ JARRIGE Olivier, « Châtel-Saint-Germain: le mystère du camp », *le Républicain Lorrain*, Dimanche 13 août 2006, p. 9.

²⁰⁷ Entretien de l'auteure avec L. P., Hagondange, 26 février 2015.

²⁰⁸ Entretien de l'auteure avec B.P., Hagondange, 26 février 2015.

²⁰⁹ JARRIGE Olivier, NEVEU Cédric, LECLERCQ Christine *et alii* (dir.), *Trous de mémoire : Prisonniers de guerre et travailleurs forcés d'Europe de l'Est (1941-1945) en Moselle annexée*, Metz, Serpenoise, 2011, p. 49.

²¹⁰ ASCOMÉMO, 15-Eco : Adresses des camps en Allemagne et en France.

²¹¹ VEDRINE Jean, *Dossier les prisonniers de guerre, Vichy et la Résistance 1940-1945*, Paris, Fayard, 2013, p. 19.

²¹² JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : les oubliés de l'Histoire... », *op. cit.*, p. 15.

²¹³ WILMOUTH Philippe, *op. cit.*, p. 120.

d'œuvre, et le travailleur de l'Est est un civil mobilisé de force et déplacé²¹⁴. De même, les Ostarbeiter sont des travailleurs rémunérés et leurs contacts avec la population sont tolérés alors qu'aux prisonniers de guerre elles sont entièrement interdites.

Pour les prisonniers de guerre soviétiques, tout contact avec les autochtones est donc strictement interdit, même si ces contacts ont lieu dans les faits. Les Soviétiques réussissent à échanger des jouets qu'ils fabriquent contre un peu de nourriture. Comme l'indiquent des témoignages de cette période, ces cas sont nombreux. « J'avais trois ou quatre ans, j'habitais avec mes parents près du camp des Russes d'Amnéville...Un jour j'ai offert à l'un un quignon de pain en échange d'un petit jouet en bois. Des voisins germanophiles ont interpellé mes parents pour leur dire qu'ils m'avaient vu, que tout contact était interdit avec les gens des camps et que s'ils ne nous dénonçaient pas c'est parce qu'ils nous estimaient et aimaient bien²¹⁵ ». Dans le département de la Moselle, malgré la menace de la police, les Lorrains aident les prisonniers soviétiques. Par exemple, à l'usine d'Hagondange, les ouvriers lorrains risquent la déportation pour avoir jeté du pain ou autre nourriture aux Soviétiques qu'ils côtoient chaque jour. Des astuces nombreuses sont utilisées, mais malheur à celui qui est surpris dans une telle situation : c'est l'arrestation immédiate et le transfert au siège de la Gestapo à Metz, suivie de l'incarcération au fort de Queuleu²¹⁶.

Bien entendu, face aux conditions insupportables, les prisonniers soviétiques essaient de s'évader. Certains y parviennent. Les forêts leur servent d'abri. Cependant, plusieurs d'entre eux sont arrêtés et exécutés. Une photographie, montrant une vingtaine de soldats soviétiques, pendus aux arbres, circule à l'époque dans les rangs de la résistance lorraine²¹⁷. Lors de leur arrestation, les prisonniers évadés sont d'abord placés dans des prisons militaires près du lieu de leur arrestation. Les écrits laissés par des Soviétiques dans les cellules témoignent de leur patriotisme et de leur courage. Une dizaine d'inscriptions en russe sont toujours visibles sur les murs des cellules de la *Schutzpolizei* de Moyeuvre-Grande en Moselle. La plupart de ces inscriptions contiennent les noms des prisonniers, leurs lieux de naissance et les dates de leur arrestation. Il y a également des inscriptions plus longues en forme d'appels à une insurrection : « Il ne faut pas avoir peur de prendre la responsabilité.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 121.

²¹⁵ ASCOMÉMO, Eco-15, Témoignage d'Henri R, Moyeuvre-Grande, 2015.

²¹⁶ JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : la mémoire vive », *Le Républicain Lorrain*, Lundi 17 Décembre 2007, p. 16.

²¹⁷ BURGER Léon, *Le Groupe Mario : Une page de la Résistance lorraine*, Metz, Imprimerie Louis Hellenbrand, 1985 (1965), p. 73.

Celui qui est capable de diriger, il doit organiser une insurrection armée, tout le monde nous rejoindra. Il faut commencer. (...) Les Allemands et les Français vont nous soutenir. Ils ne peuvent pas commencer à leur propre initiative. Ils ont besoin d'une direction. Ils peuvent se mobiliser contre le fascisme et ils peuvent également nous fournir des armes. Il faut trouver ces gens par l'intermédiaire du Conseil militaire des prisonniers de guerre russes. (...) Signature : Upornyj²¹⁸ ».

Faite probablement en 1944, cette inscription indique le fait que les prisonniers soviétiques sont au courant de l'existence du « Conseil des prisonniers de guerre russes » qui est actif à cette époque. Il s'agit probablement du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques²¹⁹ dont la propagande se fait dans les camps de prisonniers de guerre soviétiques en 1943-1944. Les écrits laissés sur les murs servent de la propagande antinazie. L'autre inscription, faite par le prisonnier soviétique Ivan Stadnik en 1944, témoigne du courage de ce dernier : « ...Déjà la troisième évasion et peut-être, il n'en aura plus. Stadnik Ivan a été arrêté par les gardes-frontières, mais je n'ai pas encore dit mon nom, je pense à m'enfuir dans le cas d'une petite surveillance...On m'a arrêté à la frontière française... j'ai réussi à m'évader, mais j'ai été blessé avant de traverser la frontière. J'ai été arrêté pour la première fois avec un document concernant l'insurrection armée...mais j'ai rien dit à la Gestapo sous la torture. Et je crois que je vais résister à toutes les tortures jusqu'au bout...²²⁰ ». Le prisonnier mentionne un document « concernant l'insurrection armée ». Il s'agit probablement d'un des tracts publiés par le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques diffusés dans les camps. Nous allons analyser le travail de cette organisation dans le sous-chapitre sur les conditions pour l'engagement des Soviétiques dans la Résistance.

Malgré les risques, de nombreux Soviétiques tâchent de s'évader. Bien que plusieurs d'entre eux soient capturés par les Allemands, certains parviennent cependant à se cacher dans les forêts et à s'approcher des partisans français. Nous analyserons en détail les conditions de ce rapprochement dans le sous-chapitre 4.3.

²¹⁸ Voir Annexe I.

²¹⁹ Voir le sous-chapitre 4.3.

²²⁰ Voir Annexe II.

4.2 Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht.

Comme nous l'avons montré dans le sous-chapitre précédent, quelques quarante milles prisonniers de guerre soviétiques sont amenés en France par les Allemands pour effectuer des travaux forcés à partir de 1942. Néanmoins, il existe durant la guerre une autre catégorie des Soviétiques dont la mission en France est différente. Des milliers des Soviétiques des Républiques Nationales de l'URSS se trouvent intégrés dans la Wehrmacht. Les détachements russes, ukrainiens, mongols, géorgiens, arméniens et d'autres sont incorporés dans l'armée allemande pour combattre contre le régime stalinien. Regroupés en petites unités nationales, ils sont encadrés par le commandement allemand. Il s'agit d'abord de recruter des volontaires parmi les Ukrainiens, les Arméniens, les Musulmans du Caucase, les Tatares de la Crimée et les Musulmans de l'Asie soviétique dont le séparatisme est exploité par le commandement allemand. Pendant l'hiver 1942, 200 000 auxiliaires sont recrutés parmi les 5 millions de prisonniers, en 1943, ce nombre passe à 800 000²²¹. Les Soviétiques forment plusieurs bataillons de l'Est.

Bien que les premières unités de « combattants volontaires » apparaissent sur le front au cours de l'été 1941²²², c'est seulement à partir de 1943 que les Soviétiques sont incorporés dans la Wehrmacht comme une force d'appoint contre les Alliés, dont l'armée s'avance très rapidement et dont les bombardements augmentent. Près d'un million de Soviétiques sont ainsi incorporés dans les troupes de l'Est et les unités d'auxiliaires.

Les combattants volontaires, ou *Freiwillige*, en 1943, sont placés partout en territoires occupés. Au début de 1944, on évalue l'effectif des bataillons de l'Est à 650 000 dont 110 000 Turkmènes, 110 000 Caucasiens, 35 000 Tatares, 35 000 Cosaques du général von Pannwitz et 18 000 Cosaques de l'Ataman Domanov, ainsi que 20 escadrons de Kalmouks et des unités de travailleurs militaires qui représentent la mosaïque des peuples de l'URSS²²³.

Dans son ouvrage *Les camps soviétiques en France* consacré au rapatriement des Soviétiques après la guerre, Georges Coudry cite un rapport du M1 britannique²²⁴, daté du 21

²²¹ AN, 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 7.

²²² COUDRY Georges, *Les camps...*, op. cit., p. 107.

²²³ 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 13.

²²⁴ Service de renseignements.

février 1944 sur « l'utilisation des originaires de Russie en France ». Selon le document, trois catégories de Soviétiques peuvent être distingués : la légion orientale, y compris des régiments de Kalmouks, Géorgiens, Azerbaidjanais, Musulmans, placés sous le commandement direct allemand ; les ex-prisonniers, volontaires ou non, amalgamés dans les services ou réunis en bataillons d'infanterie très fortement encadrés, et les bataillons de travail forcé, issus des stalags aux travaux du génie, aux bases aériennes, à la construction de la forteresse du « mur d'Atlantique²²⁵ ». Les bataillons de l'Est dispersés en France se trouvent à Royan, l'île d'Oléron, la région de Saint-Nazaire et à Lorient avec leur centre à Lyon²²⁶.

Avec l'avance rapide de l'Armée rouge en 1943-1944, Hitler décide de remplacer les divisions Allemandes par les bataillons de l'Est sur la côte Atlantique à cause de nombreuses désertions de ces derniers sur le front de l'Est. Ils se trouvent désormais dans les fortifications de la côte Atlantique. En juin 1944, la force russe stationnée en France constitue un dixième des forces d'occupation²²⁷. Dans son livre, Georges Coudry met en évidence l'implantation des bataillons de l'Est et de l'Ostlegion en fin décembre 1943²²⁸ en France. Cette carte montre une vingtaine de bataillons, dont la majorité se trouve sur la côte de l'Atlantique, y compris les unités cosaques 624, 625, 622 et 839, et au bord de la mer du Nord, y compris les bataillons de l'Est 602, 615, 621, 627, 629, 633, 636, 642, 649, les unités géorgiennes 795, 797, 823, la légion du Caucase du Nord 835 et les autres. Il y également des bataillons de l'Est dans la Méditerranée, y compris 601, 633, 661, 666, 681, et à Chatillon-sur-Seine (615) et à Chaumont (654)²²⁹.

Les unités de l'Est de l'armée allemande en France à partir de 1943-1944 sont présentes surtout sur la côte Atlantique et au bord de la mer du Nord, des lieux d'une grande importance stratégique. Parmi ces unités, on dénombre les bataillons géorgiens, arméniens, tatares, azerbaidjanais ainsi que des unités ukrainiennes.

²²⁵ COUDRY Georges, *Les camps...*, op. cit., p. 110.

²²⁶ AN, 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 13.

²²⁷ COUDRY Georges, « Soldats de Vlassov et détachements soviétiques en France (1943-1945) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*. N. 39-40, Lendemain de libération Lendemain de guerre, 1995, p. 8.

²²⁸ Pour plus de détails, voir COUDRY Georges, *Les camps...*, op. cit., p. 121.

²²⁹ 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 24-25.

Cependant, les *Ostbataillone* (Bataillons de l'Est) ne sont pas les seuls groupes de Soviétiques sous le commandement allemand en France. Il y a une autre unité, intégrée dans les SS. Il s'agit de la 30^{ème} division d'infanterie russe (allemand : *Waffen-Grenadier-Division der SS (russische nr. 2)*). Composée des trois régiments d'infanterie, d'un régiment d'artillerie, d'un groupe de reconnaissance, d'une compagnie de sapeurs, d'une compagnie de transmissions, d'un bataillon de dépôt et d'un régiment de soutien logistique, la 30^{ème} division d'infanterie russe est transférée en France le 15 août 1944 où ils rejoignent le département du Doubs²³⁰. Composée majoritairement d'Ukrainiens, la division est incitée à la rébellion par un officier FFI du groupement de Vesoul. Le bataillon rejoint alors le maquis de Haute-Saône avec lequel il est engagé dans le secteur de Melin, au début du mois de septembre²³¹.

La création des bataillons étrangers dans le cadre de la politique de l'Est est cependant une question très controversée. D'un côté, la politique allemande poursuit la dissolution de l'URSS en favorisant les forces centrifuges, mais de l'autre, Hitler crainte, non sans raison, des mécomptes avec les « Ostbataillons » à cause des désertions, et finit par interdire en juin 1942 leur recrutement²³². Dans le contexte de la constitution des unités de l'Est, une attention spéciale doit être portée sur la question de soi-disant « Armée russe de la libération » (ROA) liée au nom du général Vlassov. De fait, par le sigle de la ROA, les Allemands désignent dans l'ensemble les unités russes au sein de la Wehrmacht. Cependant, les bataillons de l'Est et « l'Armée Vlassov » sont différentes malgré le fait que Vlassov soit sans doute la figure principale dans la question de l'engagement des prisonniers de guerre soviétiques dans l'armée allemande.

Jusqu'en novembre 1944, L'Armée de libération de Vlassov n'existe pas en forme d'une unité militaire. Elle sert d'abord d'instrument de propagande. La première division de la ROA est créée le 23 novembre 1944 alors que les premières unités soviétiques sont envoyées sur le front de l'Ouest à partir de 1943. De plus, à la même époque, le 30 avril 1943, Vlassov est arrêté pour ses déclarations ambiguës²³³. Le manifeste de Smolensk, lancé par Vlassov en 1942, préconise en effet en quatorze points la reconnaissance de la liberté de

²³⁰ TANG Charles, *Dictionnaire de la Waffen-SS*, Volume 3, Bayeux, Editions Heimdal, 2011, p. 340.

²³¹ *Ibid.*

²³² AN, 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 8

²³³ CURGANOV Ů.S, *op. cit.*, p. 168 .

tous les peuples de l'URSS, le rétablissement de la propriété privée, des libertés politiques et confessionnelles du maintien de la justice sociale et de la suppression du travail forcé et de la terreur²³⁴. Cette déclaration de Vlassov est en contradiction avec la politique de l'Est de Hitler selon laquelle les peuples slaves sont considérés comme des *Untermenschen* et doivent être colonisés. Pour cette raison, Hitler refuse de lancer une proclamation aux peuples de l'Est pour annoncer une politique nouvelle²³⁵. L'activité de Vlassov est renouvelée après ses pourparlers avec Himmler le 16 septembre 1944²³⁶. Ce dernier donne son accord pour la création du Comité de la libération des peuples de la Russie sous la direction de Vlassov, composé d'abord de deux divisions. Il n'y a pas donc d'accord du Haut Commandement de l'Armée.

Les bataillons de l'Est qui se trouvent en France à partir de 1943 sont ainsi créés bien avant la naissance de « l'Armée Vlassov ». Faiblement équipés, ils sont surtout utilisés à des fins de propagande. Les volontaires des bataillons de l'Est, *Hilfswilliger*, ne sont pas ainsi contrôlés par Vlassov, mais par le commandement direct des Allemands. En France, certains bataillons de l'Est participent aux combats contre les Alliés pendant le débarquement de ces derniers en Normandie, cependant, ils démontrent une combativité assez faible. De même, de nombreuses désertions ont lieu.

A partir de leur création, les bataillons de l'Est se présentent comme des unités peu sûres. Recrutés prioritairement parmi les prisonniers de guerre, ils représentent une force militaire incertaine. Pour les « Volontaires » de l'Est, affamés et torturés dans les camps, le passage dans la Wehrmacht est parfois la seule possibilité de quitter leur lieu de détention et de survivre. Bien entendu, il y a également ceux qui poursuivent leurs propres intérêts ainsi que des partisans de l'idéologie fasciste. Face aux combats contre l'Armée rouge ou les Alliés, les cas de désertion sont nombreux. De surcroît, une grande partie des combattants volontaires de l'Est rejoignent la Résistance française.

Dans le sous-chapitre suivant, nous allons donc analyser les circonstances de l'engagement des Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht ainsi que des prisonniers de guerre dans la Résistance en France. Nous verrons donc comment se fait le passage des Soviétiques aux partisans français. Il s'agit en effet de savoir si ce passage est spontané ou

²³⁴ AN, 72 AJ 274, Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957, p. 9.

²³⁵ *Ibid.*

²³⁶ CURGANOV Ū.S., *op. cit.*, p. 168.

organisé, et quelles organisations sont en charge des transfuges soviétiques. Une attention particulière sera portée sur la propagande antinazie destinée aux prisonniers de guerre soviétiques.

4.3 L'engagement des Soviétiques dans la Résistance française.

Comme le montrent des documents des archives consacrés aux Soviétiques du Musée de la Résistance nationale de Champigny²³⁷, les prisonniers de guerre soviétiques évadés et les déserteurs de bataillons de l'Est prennent une part active à la Résistance en luttant ensemble avec les partisans français. Comment cet engagement devient possible ? Comment les prisonniers de guerre soviétiques, sans aucune connaissance de la langue française, parviennent-ils à se rapprocher de la Résistance ? Qui s'occupe de leur organisation en détachements et en unités ? Est-ce que leur engagement est encadré par des organismes spéciaux ?

L'organisation de la propagande et de l'engagement des Soviétiques dans la lutte antinazie est liée à l'activité de trois organisations importantes. Il s'agit notamment de l'Union des patriotes russes, du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques et de la section russe de la M.O.I.²³⁸. Ces trois organismes s'occupent des prisonniers soviétiques à l'époque pour les intégrer dans la Résistance.

Rappelons que l'Union des patriotes russes est créée en septembre 1943 par des émigrés russes antifascistes comme Georges Chibanov, Alexis Kochetkov et d'autres qui s'occupent de la propagande pro-soviétique durant l'Occupation. L'organe d'information principal de l'Union est le journal *Le patriote russe*, renommé quelques mois plus tard *Le Patriote soviétique*. L'organisation encadrée par le parti communiste français, s'occupe de la propagande dans les camps et se trouve en coopération étroite avec le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques (CCPGS). Ce dernier est fondé à Paris en décembre 1943 à l'initiative de la section russe de la M.O.I, dont le chef est Gaston Laroche²³⁹. Dans son livre *On les nommait des étrangers*, Gaston Laroche aborde la question de la coopération entre ces

²³⁷ Voir la liste des sources utilisées.

²³⁸ Main-d'œuvre immigrée.

²³⁹ KOTCHETKOV A.N., « Po povodu stat'i M. A. Kokorina i A. A. Stručkova « O boevoj deat'el'nosti sovetskikh patriotov na territorii Francii v 1943 - 1944 gg. » (Au sujet de l'article de M.A. Kokorin et A.A. Strutchkov « Sur l'activité combattante des partisans soviétiques sur le territoire de la France en 1943-1944), *Voprosy istorii*, n° 4, avril 1961, p. 208-209. <http://a.n.kochetkov.net/voprosy-istorii> [Page consultée le 6 mai 2015]

différents organismes. Selon lui, des instructeurs mis à disposition du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques, dont les membres dirigeants sont Marc Slobodinski, Vassili Taskine et Nikolaï Skripai, sont recrutés parmi les communistes anciens combattants des brigades internationales, connaissant le français : Alexis Kotchetkov, Ivan Trojan, Pierre Lissitzine et le responsable des cadres est Georges Chibanov²⁴⁰. Rappelons que Georges Chibanov est un des membres principaux de l'Union des patriotes russes. Nous voyons ainsi que les mêmes membres s'occupent de deux organisations responsables de la propagande parmi les prisonniers de guerre soviétiques en France.

Le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques est sans doute l'organisation la plus importante qui s'occupe des Soviétiques à l'époque. Il s'occupe surtout de la création des détachements de partisans, de la diffusion de la propagande à l'intérieur des camps de prisonniers de guerre, de l'édition avec l'Union des patriotes russes du journal *Le Patriote soviétique* et des tracts. Une des tâches les plus importantes du comité est la création des comités clandestins à l'intérieur des camps et leur intégration dans la lutte armée dès que la situation le permet. Comme l'indique Gaston Laroche, au sein de la Résistance, les membres du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques sont délégués dans les divers départements pour mettre à la disposition des F.T.P.F. les détachements soviétiques et à partir de janvier 1944, le comité contrôle plus de vingt comités clandestins de camps²⁴¹.

Ces comités de camps sont en charge de l'organisation des groupes de combat actifs dans les camps et surtout dans les mines. Il s'agit, par exemple, de l'organisation de diversions et d'actes de sabotage de la production. Le recrutement de nouveaux patriotes dans les camps est une tâche d'une grande importance pour le comité. Voici comment décrit sa mission dans les camps Alexis Kochetkov, membre du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques : « Les agents de liaison me conduisent de planque en planque, d'un compatriote clandestin à un autre. Je leur parle avec aplomb au nom du Centre tout-puissant, je me renseigne sur leur compte et je leur remets des tracts et des notes dans lesquelles j'exige d'eux des actes, de l'organisation et des chiffres (d'effectifs). Je leur remets cela en mains propres ou je fais suivre dans les camps par leur intermédiaire, ainsi que par les agents de liaison. Dans la course aux nouveaux contacts je sillonne tout le Nord qui m'est

²⁴⁰ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 246.

²⁴¹ *Ibid.*

imparti²⁴² ». Alexis Kotchetkov est ainsi responsable du Nord de la France. Son collaborateur, l'autre membre du comité, Ivan Trojan est responsable de la région de l'Est²⁴³.

Le comité s'occupe également du passage des prisonniers de guerre évadés aux résistants français et de la création de détachements soviétiques au sein des F.T.P.²⁴⁴. Les partisans soviétiques, membres des détachements, ont leurs cartes de combattant signées par le commandant de leurs détachements et scellées par le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques. La carte contient des informations sur le partisan soviétique, y compris son nom, prénom, nationalité, date de l'évasion et de quel camp, ainsi que la date d'entrée chez les partisans et le nom du détachement. De surcroît, la carte contient l'attestation de combat pour le partisan soviétique. Par exemple, la carte de combattant que nous avons mise dans les Annexes²⁴⁵, indique que Raïssa Nicolaevna Rilova, combattante du détachement féminin « Rodina » sous le commandement de Vassili Taskine (membre du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques), « s'occupe non seulement du détachement féminin, mais également de deux détachements masculins, assure les fonctions de sentinelle et accomplit toutes les missions du détachement qui lui sont demandées²⁴⁶ ». Nous allons analyser en détail la composition et les activités du détachement « Rodina », ainsi que des autres détachements soviétiques dans le chapitre suivant.

Une autre tâche importante du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques est le recrutement des patriotes parmi les Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht. Ce ne sont pas seulement de nouveaux combattants, mais aussi des armes. C'est en même temps une mission beaucoup plus importante que l'organisation des actes de sabotage dans les camps. Il s'agit en premier lieu, de se renseigner sur les attitudes générales parmi ces groupes et puis d'organiser une base idéologique pour leur recrutement. Comme l'indique Alexis Kotchetkov, c'est Gaston Laroche dont nous avons déjà parlé, qui lui trace les grandes lignes : « Des dizaines, des centaines de bataillons de l'armée de Vlassov, des unités cosaques, des légions nationales créées de toutes pièces, par la force, à coups de triques, sous peine de mourir de faim. Tout ça est en France, à cette heure, sur le mur de l'Atlantique, en zone vichyssoise. D'après nos renseignements, poursuit Gaston, les hommes à Vlassov n'ont

²⁴² KOTCHETKOV Alexis, *Bonjour la France*, T&V Media, 2014, Edition Kindle, p. 13-15.

²⁴³ *Ibid.*, p. 18-19.

²⁴⁴ Francs - Tireurs et Partisans.

²⁴⁵ Voir Annexe III.

²⁴⁶ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8 Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations détachement Rodina, Carte de partisan soviétique Raïssa Rylova fait le 12 octobre 1944, copie.

pas le moral. A toi de t'en occuper. Nous créons un troisième secteur : un service de sape des unités Vlassov. TV (Travail parmi les Volontaires)...Des perspectives immenses, tu auras affaire à des armées de partisans issues des rangs défaits de Vlassov avec leurs armes, leur équipement, leur hiérarchie²⁴⁷ ». Cependant, cette mission est très dangereuse et suivit par des arrestations des membres du Comité. De nombreux agents de liaison sont arrêtés, y compris Ivan Trojan, un des membres principaux du comité.

Le comité cependant s'occupe beaucoup de la propagande parmi les Soviétiques enrôlés dans la Wehrmacht. Il publie des tracts et des appels destinés à ces combattants. Dans la collection du musée de Champigny nous avons trouvé deux types de tracts, l'un en forme d'appel, signé par le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques, et destiné « aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A) », et l'autre signé par les F.F.I destiné aux unités de l'Est, y compris des Russes, des Ukrainiens, des Tatares et des Géorgiens. Bien que ces deux organisations, le comité des prisonniers soviétiques et les partisans français, coopèrent étroitement, le contenu des tracts est assez différent et fait appel à différents types d'action. Pour comprendre la stratégie de la propagande destinée aux Soviétiques, l'analyse du contenu des tracts nous paraît donc indispensable.

A la différence du tract signé par le comité, le tract des F.F.I est beaucoup plus court est simple. Destiné aux Russes, Ukrainiens, Tatares et Géorgiens, les nationalités les plus nombreuses dans les unités de l'Est, le tract commence par une exclamation « Frères ! » et se construit autour de l'expérience commune vécue par les anciens prisonniers de guerre. Les auteurs soulignent qu'ils connaissaient les mêmes misères que les Soviétiques enrôlés de force pour échapper de la réalité terrible des camps : « Nous nous trouvâmes, comme vous, dans les camps concentrationnaires. On nous affama, comme vous, tortura, enterra vivants. Nous connaissons se que vous sentez²⁴⁸ ». Le but de ce tract est de faire entrer les Soviétiques dans la Résistance. Une note importante du tract concerne les armes et l'équipement militaire. L'instruction sur les armes et l'équipement occupe ainsi une grande partie du tract : « Apportez avec vous vos armes et équipement militaire. Mais au moment de la rencontre avec les maquis, n'ayez pas vos armes sur vous. Dès que vous vous trouvez sur le territoire des maquis, veuillez cacher vos armes et souvenez vous du lieu pour les récupérer plus

²⁴⁷ KOTCHETKOV Alexis, *op. cit.*, p.18-19.

²⁴⁸ MRN, 85 AJ A/3/33, Tracts soviétiques, tract « Russes, Ukrainiens, Tatares, Géorgiens ! ».

tard²⁴⁹ ». Le but de ce tract est ainsi d'engager ces combattants qui ont des armes dans leur disposition.

*Un appel destiné aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A.)*²⁵⁰ est un document qui mérite d'être analysé en détail. En premier lieu, ce qui nous paraît intéressant c'est que l'appel décrit non seulement les vrais enjeux des Allemands concernant les Soviétiques dans la Wehrmacht, mais aussi évoque le rôle des « gardes blancs russes » qui collaborent avec le régime nazi. Le document souligne que « pour sauver leur peau avec le sang des autres, les Allemands se sont mis en devoir de créer des bandes du genre de l'armée des « volontaires russes ». Ils ont trouvé, pour cela, de dignes larbins à bas prix parmi les gardes blancs russes qui espéraient et espèrent encore retrouver tout ce que leur a pris la révolution de 1917²⁵¹ ».

Les auteurs assimilent ainsi les fascistes aux Russes blancs et réciproquement, les volontaires de la ROA à ces derniers. Pourquoi les auteurs parlent-ils des Russes blancs ? Pour comprendre les motivations des auteurs, il faut évoquer la composition de l'Armée Vlassov. En effet, certains émigrés russes se trouvent recrutés dans cette armée. Cela concerne en premier lieu, les membres de la ROVS et du NTS, dont l'activité a été évoquée dans la première partie. Ayant pris une position antisoviétique avant la guerre, plusieurs d'entre eux décident de collaborer au régime hitlérien afin de renverser le régime soviétique et faire renaître la Russie monarchiste. Pour les nationalistes russes, l'appel lancé par Vlassov en 1942 concernant le renversement du bolchévisme ainsi que la libération de la Russie, paraît très séduisant. Pour cette raison, les émigrés du camp nationaliste s'engagent dans cette armée comme des combattants ou en qualité d'interprètes.

Pour cette raison, ce n'est pas par hasard si les membres du Comité Central de Prisonniers de Guerre soviétiques évoquent « les gardes blancs » dans leur appel. Ils soulignent que l'Armée dite de libération est en réalité, une armée encadrée par des émigrés

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ De fait, la ROA est le terme englobant tous les Soviétiques enrôlés dans la Wehrmacht, mais il faut cependant faire quelques précisions importantes. Les bataillons de l'Est sont créés un peu avant que la ROA et composés principalement des Soviétiques des Républiques Nationales de l'URSS alors que la majorité des combattants de la ROA sont d'origine russe et ukrainienne. De même, les émigrés russes qui collaborent aux Nazis se trouvent notamment dans la ROA.

²⁵¹ MRN, 85 AJ A/3/33, Tracts soviétiques, Appel du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A.)

russes qui espèrent « une conquête de l'URSS par les Allemands et la restauration dans le pays du pouvoir des hobereaux et des capitalistes²⁵² ».

De surcroît, le tract menace assez ouvertement les « volontaires russes » s'ils refusent de rentrer dans la Résistance. Comme l'indique le document, le châtiment est impitoyable : « La Patrie Soviétique dira aux traîtres les paroles prononcées par le cosaque patriote ukrainien Taras Boulba condamnant son fils coupable de trahison : « Tiens-toi immobile. C'est moi qui t'ai engendré, c'est moi qui te tuera » ». Ce n'est pas par hasard si les auteurs font référence au héros de la littérature russe Taras Boulba. Le chef des Cosaques, Taras Boulba tue son fils après que ce dernier ait trahi sa patrie en collaborant avec les envahisseurs polonais. En tenant compte du fait qu'un grand nombre de combattants de la ROA sont des Cosaques, la référence paraît bien placée.

A cet égard, le tract du comité représente un fin exemple de la propagande idéologique destinée en premier lieu aux Russes, Ukrainiens et Cosaques qui se trouvent sous les drapeaux de « l'armée de libération russe ». Ecrit en avril 1944, l'appel décrit également les victoires récentes de l'Armée rouge et prédit la défaite inévitable de l'Allemagne : « Les victoires remportées par l'Armée Rouge sur les troupes fascistes allemandes ont radicalement transformé le cours de cette guerre et ont amené l'Allemagne fasciste au bord d'un effondrement qui, bientôt, se réalisera²⁵³ ».

L'analyse des extraits de la propagande du comité nous a permis ainsi de comprendre que la composante idéologique joue un rôle très important. L'opposition « rouge-blanc » reste encore forte et les clivages politiques sont mis en exergue. Néanmoins, quel effet a la propagande du comité et des autres organisations concernées ? Est-ce que les engagements des « volontaires russes » et des prisonniers de guerre soviétiques sont nombreux ? Quelles sont les formes de la résistance soviétique en France ?

²⁵² *Ibid.*

²⁵³ MRN 85 AJ A/3/33, Tracts soviétiques, Appel du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A.).

Chapitre V. Les formes de la résistance soviétique en France.

Dans le chapitre précédent nous avons expliqué la présence des prisonniers de guerre soviétiques dans les camps allemands en France ainsi que la présence des unités de l'Est, composés des représentants des Républiques Nationales de l'URSS enrôlés de force dans la Wehrmacht. Dès le début de leur séjour sur le territoire français, ces deux groupes de Soviétiques cherchent à se rapprocher des résistants français et à entrer dans la lutte contre les Nazis.

Au moment de l'arrivée des Soviétiques en France, soit dans les camps à partir de 1942, soit dans les unités de la Wehrmacht à partir de 1943, la Résistance française est déjà fortement présente sur le territoire français. Par l'intermédiaire de l'Union des patriotes russes ainsi que du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques plusieurs Soviétiques évadés des camps et des bataillons de l'Est rejoignent les F.F.I. Il y a également ceux qui résistent dans les camps, en créant des comités clandestins et en participant à des actions de sabotage. Dans ce chapitre nous analyserons la participation des Soviétiques à la Résistance en étudiant leur présence dans les F.F.I. et leurs propres détachements au sein des F.F.I. ainsi que leur activité clandestine dans les camps.

5.1 Les actes de sabotage dans les camps et dans les mines.

Comme nous l'avons montré dans le chapitre précédent, le Comité Central de Prisonniers de Guerre soviétiques s'occupe de l'organisation des comités clandestins dans les camps. Les comités dans les camps s'occupent des évasions, mais en même temps ils organisent des actes de diversion à l'intérieur des camps. N'étant pas encore entrés dans la résistance armée, les prisonniers soviétiques organisent des actes de sabotage et de diversion dans les mines et dans les camps.

Les actes de sabotage se manifestent soit par le ralentissement du rythme de travail, soit par une pratique volontaire du ralentissement, soit par une mauvaise compréhension du travail, soit encore par un apprentissage trop long. La résistance au travail provient surtout des prisonniers russes qui la rendent de plus en plus effective surtout après la victoire de Stalingrad en janvier 1943, et qui n'hésitent pas à s'engager dans des formes extrêmes d'action : se coucher dans les zones de foudroyage, casser la lampe, faire des étincelles avec la batterie, refuser de travailler, consommer de l'alcool industriel, ce qui les conduit dans

certaines cas à la cécité ou à la mort²⁵⁴. Cependant, l'organisation des actes de sabotage et de diversion est une tâche très difficile, surtout pour les prisonniers soviétiques.

Comme le témoignent des documents d'un camp allemand en France de l'époque, le travail des Soviétiques dans les mines est particulièrement surveillé, parce que les Allemands se méfient, non sans raison, surtout des prisonniers soviétiques. Les directives sur l'emploi des Soviétiques dans les mines de la Lorraine révèlent cette méfiance. Les prisonniers de guerre soviétiques ne doivent être employés ni dans des endroits, ni dans des tâches susceptibles de sabotage (par exemple, dans les salles de pompage, de réparation, d'explosifs, etc.)²⁵⁵.

Néanmoins, les Soviétiques risquent leurs vies afin de résister au régime nazi même dans les camps et dans les mines de charbon. Les récits sur l'activité de diversion des prisonniers de guerre soviétiques apparaissent parfois dans des journaux clandestins. Par exemple, le numéro spécial du *Patriote soviétique* du janvier 1944 publie un récit d'un prisonnier soviétique sur l'activité de ses compatriotes dans les mines: « Hitler ne recevra pas des centaines de wagonnettes. (...) Le sabotage dans notre mine se développe malgré des répressions. (...) Désormais presque tout le monde tâche de ralentir la production générale de charbon. Ils jettent parmi les pierres des pelles et des piques. Cela prend longtemps pour les trouver. Ou encore quelqu'un qui travaille sur la wagonnette, lance la wagonnette à grande vitesse n'importe où au tournant et la fait dérailler²⁵⁶ ». Les actes de sabotage et de diversion des prisonniers de guerre sont décrits ainsi que les victoires de l'Armée rouge et les discours de Staline.

Parfois, l'activité résistante des Soviétiques dans les camps et dans les mines a un caractère organisé. Les actes de sabotage sont organisés par des groupes spéciaux. Vers la fin de l'année 1943, on dénombre quarante cinq groupes de diversion composés de Soviétiques dans les camps de la région Nord-Pas-de-Calais²⁵⁷.

²⁵⁴ KOURCHBID Olivier, « Les déportés soviétiques dans les mines du Nord-Pas-de-Calais pendant la dernière Guerre »..., *op. cit.*, p. 196.

²⁵⁵ ASCOMÉMO, 15-Eco, Richtlinien für die Beschäftigung des sowjetischen Kriegsgefangenen im Steinkohlenbergbau Lothringens, Saarbrücken, den 21 August 194?.

²⁵⁶ *Sovetskij patriot*, numéro spécial, janvier 1944, p. 4.

²⁵⁷ KULIKOV I. N., PLOTNIKOV Ů. A., SAHAROV B. L., *O čem ne govorilos' v svodkah...*, *op. cit.*, p. 417.

5.2 La Résistance armée : les évadés des camps dans les F.F.I.

Dès la fin de 1943, et surtout dès le début 1944, les évasions des prisonniers de guerre soviétiques sont nombreuses²⁵⁸. Comme nous l'avons montré dans le chapitre 4, les évasions sont souvent suivies par des arrestations et des répressions. De surcroît, sans la connaissance du français et sans l'équipement militaire, les Soviétiques évadés font face à des dangers possibles. Sans encadrement, les Soviétiques évadés risquent d'être capturés de nouveau. Beaucoup d'entre eux sont cependant des combattants expérimentés et peuvent devenir une aide à la Résistance. Parfois les évadés sont aidés par les résistants français. Par exemple, le groupe d'Auguste Finard organise les évasions de plus de cinquante prisonniers et la 36^e compagnie des F.F.I. libère quinze prisonniers de guerre soviétiques²⁵⁹.

Dans la 36^e compagnie des F.T.P. (commandée par Henri Vanderveld) en activité dans le département du Pas-de-Calais, se trouvent 17 Soviétiques : Mikhaïl Grichenko, Pavel Radtchenko, Mikhaïl Poutechine, Ivan Zarov, Ostap Loukachouk, Gueorgui Levtschenko, Alexandre Karguinov, Ivan Martinov, Gueorgui Sapelkine, Ivan Vejeline, Nicolai Chterbinda, Mikhaïl Andreev, Vladimir Gonecine, Nicolai Skouba, et d'autres²⁶⁰. Comme le témoigne la demande de carte du combattant de Gueorgui Sapelkine, il fait également partie du 25 régiment, 29^e compagnie des F.F.I.²⁶¹. Au sein de la compagnie, Sapelkine participe aux actes de diversion des chemins de fer et à la libération des villes du département du Pas-de-Calais²⁶².

Plusieurs Soviétiques participent à la Résistance du côté des Français, dans les F.F.I. ou au sein des réseaux résistants. Un exemple de la coopération entre les Soviétiques évadés et les résistants français est le Groupe Mario, le réseau en activité en Moselle, où les prisonniers de guerre soviétiques se trouvent en grand nombre. Jean Burger, le fondateur du réseau, est chargé de l'organisation de la résistance communiste en Moselle à partir de 1941. Le groupe s'occupe de missions multiples : diffusion de tracts appelant à l'insoumission et au

²⁵⁸ LEBEDENKO R.V., « Učastie sovetskih voennoplennykh vo francuzskom dvizhenii soprotivleniâ v gody Vtoroj Mirovoj vojny » (*La participation des prisonniers de guerre soviétiques au mouvement de la Résistance française aux années de la Seconde Guerre mondiale*), *Naučnye problemy gumanitarnykh issledovanij*, n° 8, 2010, p. 78.

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 79.

²⁶⁰ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Demandes litigieuses i Revoir, Traduction en français de la notice signée par G.A. Netchaev, journaliste-historien, spécialiste des questions de la participation des Soviétiques à la Résistance en France, pièce 1.

²⁶¹ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Demandes litigieuses i Revoir, Demande de carte du combattant de Sapelkine, p. 1.

²⁶² *Ibid.*, p. 3.

sabotage de l'économie de guerre, organisation de groupes de trois personnes pour des sabotages dans les usines, passages de prisonniers de guerre évadés. Son frère Léon burger a décrit, dans son ouvrage *Le Groupe Mario : Une page de la Résistance lorraine*, les relations entretenues par Jean Burger avec les Soviétiques. Selon l'auteur, lui-même membre du réseau Mario, les liaisons du réseau avec les Soviétiques sont motivées d'abord par des raisons humanitaires²⁶³. Les membres du groupe s'occupent de l'aide aux Soviétiques dans les camps en leur envoyant des colis avec du sucre, du tabac, des cigarettes. Cependant, des liaisons plus étroites encore sont établies bientôt entre Jean Burger et les prisonniers de guerre soviétiques. Les colis envoyés par le réseau, sont accompagnés par les lettres de Jean Burger écrites en russe qui doivent certainement leur donner des instructions précises²⁶⁴. Le but est d'organiser des groupes de résistance à l'intérieur des camps.

Un autre but du Groupe Mario est d'entrer en contact avec des Soviétiques évadés des camps qui se cachent parfois dans la forêt. Pour décrire les contacts de son frère avec les soldats soviétiques cachés pendant la guerre dans la forêt d'Einchenville, Léon Burger cite l'attestation fait par M. Houpert indiquant de quelle façon cette coopération est réalisée : « Je soussigné, HOUPERT Léon, (...) certifie sur l'honneur qu'au cours de l'été 1943, j'ai mis M. BRETNACKER Jean-Pierre (...) secrètement en rapport avec des prisonniers de guerre russes, évadés d'un stalag et vivant cachés dans la forêt près d'Einchenville. M. BRETNACKER, par la suite, contacta à plusieurs reprises ces Russes, car il avait l'intention de former un petit groupe de maquisards. (...) N'arrivant pas à se faire comprendre suffisamment par eux, il m'envoya un jour M. Jean BURGER, qui se présenta à moi sous le pseudonyme « Mario ». J'ai mis M. BURGER secrètement en relation avec ces Russes, car il parlait couramment leur langue. Plus tard, il m'amena encore un jeune russe pour le camoufler avec les autres. Ces Russes recevaient des tickets de vivres et de l'argent par une organisation secrète de Metz²⁶⁵ ». Cependant, en août 1943, l'activité du Groupe Mario est découverte par la Gestapo. Pendant les arrestations qui suivent, plusieurs membres du réseau sont capturés par les Allemands, y compris les Soviétiques. Ainsi, parmi ces derniers, Alexis Masloff et Wladimir Antipow sont arrêtés et plus tard envoyés en Allemagne où ils décèdent²⁶⁶. L'activité du Groupe Mario de Jean Burger témoigne sans doute du patriotisme

²⁶³ BURGER Léon, *Le Groupe Mario...*, op. cit., p. 73.

²⁶⁴ *Ibid.*, p. 74.

²⁶⁵ *Ibid.*, p. 75.

²⁶⁶ Noms extraits des listes de l'ouvrage de Léon Burger.

des Français qui risquent leurs vies pour aider les Soviétiques évadés et les intégrer dans la Résistance.

Les cas de coopération entre les Soviétiques évadés et les Français sont nombreux. A Verberie (département de l'Oise), plusieurs Soviétiques évadés sont hébergés chez une certaine Madame Champion. Les deux premiers prisonniers évadés sont Dimitri Kouznetsov et Nicolas Lobanov qui sont cachés, nourris, logés, habillés chez elle, de décembre 1943 à juin 1944 ; Avec les autres Soviétiques, Marchenko Grégor et Derevinski Alexi, la nuit ils participent à des actions de sabotage ou à des attaques contre l'ennemi²⁶⁷. Dans le département de l'Oise, plusieurs Soviétiques évadés rejoignent la 14^{ème} Compagnie des F.F.I. Parmi eux, Nicolas Lobanov, Grégor Martchenko, Konstant Lappo, Wladimir Leitans, Wladimir Belazow, Wladimir Hominow-Borak, Dimitri Kouznetsov, Paul Bakatin, Nicolai Pletoukhin, Alexis Koltsov, Alexis Derevinski²⁶⁸. Les premiers à rejoindre la Compagnie sont Dimitri Kouznetsov (19/11/1943), Nicolas Lobanov (25/12/1943) et Grégor Martchenko (25/12/1943)²⁶⁹.

Parfois les groupes clandestins créés par les Soviétiques comprennent des combattants d'autres nationalités. C'est, par exemple, le cas de la « Première union des partisans rouges ». En janvier 1944, le lieutenant-chef de l'Armée soviétique Ivan Fichtchenko, évadé d'un camp de concentration nazi lorrain, forme à partir des divers groupes de Soviétiques, un détachement de partisans comprenant environ une centaine de combattants, y compris aussi des Italiens, des Polonais, des Serbes et des patriotes lorrains²⁷⁰. Le détachement qui prend le nom de « Première union des partisans rouges », s'occupe des opérations de diversion, organise l'évasion des prisonniers de guerre et leur prise en charge par l'Etat-major du détachement ainsi que leur engagement dans la résistance de Sarreguemines et des villages alentour. De surcroît, le détachement publie un journal *Citoyen soviétique*, dont les numéros sont préparés dans le grenier de la maison des époux Jacques et Marie Goul qui habitent le village de Guessling : c'est là aussi qu'ont lieu les réunions de

²⁶⁷ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Des Soviétiques dans l'Oise pendant la Deuxième Guerre mondiale. Recherches A.N.A.C.R.-Résumé au 3 Juin 1991, p. 2.

²⁶⁸ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Soviétiques immatriculés au maquis du Grand Ferré, 14ème Compagnie F.F.I. – secteur Compiègne-Sud.

²⁶⁹ *Ibid.*

²⁷⁰ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance, Attestations Ressortissants Russes, l'article de l'historien Guennadi Netchaïev « Avec les partisans d'Alsace-Lorraine » parue dans la revue *Etudes soviétiques* n° 944 de Novembre 1976, copie.

l'Etat-major du détachement des partisans²⁷¹. Les membres du détachement effectuent de nombreux actes de sabotage, y compris le déboulonnage de rails sur la voie ferrée Insmüngen-Sarralbe où a lieu un déraillement de train militaire ; sur la route Metz-Grossheim, destruction d'une voiture avec deux colonels-tankistes tués, l'officier commandant fait prisonnier, mainmise sur des armes, des mitrailleuses et des documents d'Etat-major ; dans la région de Munster, durant un combat dans la forêt, les Allemands perdent 50 militaires tués et blessés ; dans le village de Puschbach, il est libéré 200 prisonniers serbes²⁷².

Dès le début 1944, de nombreuses évasions de Soviétiques des camps influencent la création des détachements spécialement soviétiques dépendant des F.F.I., dont le nombre est en moyenne une trentaine de combattants dans un détachement. Le rôle du Comité Central de Prisonniers de Guerre soviétiques reste décisif dans cette tâche. Comme nous l'avons déjà montré dans le chapitre 4, le travail du Comité central sur l'organisation des prisonniers de guerre soviétiques est mené primordialement dans le nord et dans l'est de la France, des lieux où se trouve la plus grande concentration des camps de prisonniers soviétiques. Un des organisateurs des combattants soviétiques est Alexis Kotchetkov, dont nous avons cité le livre. De surcroît, les membres du comité deviennent parfois les chefs des détachements composés de Soviétiques évadés des camps. Par exemple, Marc Slobodinski, membre et secrétaire du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France, est en charge des détachements soviétiques dans le Nord de la France alors que Vassili Taskine, l'autre membre du comité, est en charge des détachements soviétiques dans l'est de la France.

L'est et le nord de la France sont ainsi les deux pôles principaux de la Résistance soviétique. L'Etat-major du commandement politico-militaire concernant l'activité des partisans soviétiques dans le département du Pas-de-Calais (nord de la France), comprenant d'anciens prisonniers et de contrainsts aux travaux forcés dans les mines de charbon, est créé le 25 juin 1944 par Marc Slobodinski, le secrétaire du comité²⁷³. L'activité des partisans soviétiques dans le département est divisée géographiquement en quatre secteurs principaux,

²⁷¹ *Ibid.*

²⁷² MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance, Attestations Ressortissants Russes, Traduction de la lettre en russe de N.I. KOROBV à O.N. Ozerov, Président du M.A.V.F.C., non-datée, ajoutée à l'attestation de la participation à la Résistance de MAKAROV Vassily Martianovitch, faite à Paris, le 25 février 1997, copie.

²⁷³ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Etat-major du commandement politico-militaire concernant l'activité des partisans soviétiques, traduction en français, reçu de Netchaïev G.A. le 29.09.93.

notamment : le secteur de Billy-Montigny, le secteur de Béthune, le secteur de Bapaume, et le secteur d'Avesnes-le-Comte²⁷⁴. Dans chaque secteur, se trouvent environ de deux à quatre groupes de partisans, d'une moyenne de vingt à trente personnes. Par exemple, dans le secteur de Billy-Montigny opèrent trois groupes de partisans soviétiques, dont les deux groupes de partisans du nom de V. Kolesnik, le groupe « Vinnitza » et le groupe « Courrier », avec un nombre total de vingt-neuf hommes ; dans le secteur de Béthune, opèrent quatre groupes de partisans, avec un nombre total de vingt-trois hommes ; dans le secteur de Bapaume opèrent deux groupes de partisans de six et sept personnes, et dans le secteur d'Avesnes-le-Comte, opèrent deux groupes, de dix personnes dans chaque groupe²⁷⁵.

Le plus grand nombre des détachements soviétiques se trouvent dans l'Est de la France. Les détachements de partisans soviétiques opérant au printemps-été 1944 à proximité des villes Nancy, Saint-Mihiel, Bar-le Duc, Verdun, Gray, Dou (probablement Doubs) en contact avec le commandement français des F.F.I., se trouvent sous le commandement de l'Etat-major politico-militaire des partisans soviétiques à Nancy à la tête duquel se trouve V.K. Taskine, membre du P.C.²⁷⁶ ainsi que du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France. Au total, on dénombre dix-huit détachements : « Stalingrad » (33-35 partisans), « Tchapaïev » (36 personnes), « Kovpak » (28 personnes), « La Commune de Paris » (54 personnes), « Pour la Patrie ! » (30 personnes), « Donbass » (27 personnes), « Kotovski » (25 personnes), « La Force de Staline » (12 personnes), « La Patrie » (hommes, 24 personnes), « La Patrie » (femmes, 37 personnes), « La Liberté » (37 personnes), « Katerina » (composé d'anciens Vlassov de l'école des interprètes de la ville de Saint-Mihiel, 19 personnes), « Jelezniak » (30 personnes), « Pour la Liberté ! » (23 personnes, y compris 5 femmes), « Joukov » (19 personnes), « Poltava » (20 personnes), « Sébastopol » (22 personnes), « Pour Leningrad ! » (20 personnes), « Mort au Fascisme » (?)²⁷⁷.

Avec les F.F.I., les partisans soviétiques participent à la libération des villes françaises du nord et de l'est de la France en 1944 ainsi qu'à des combats contre les Allemands et aux actes de diversion des chemins de fer et de sabotage des lignes

²⁷⁴ *Ibid.*

²⁷⁵ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, État-major du commandement politico-militaire concernant l'activité des partisans soviétiques, traduction en français, reçu de Netchaïev G.A. le 29.09.93.

²⁷⁶ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Détachements de Partisans Soviétiques l'Est de la France au nombre de 18, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C), traduction en français.

²⁷⁷ *Ibid.*

téléphoniques. Il importe de mentionner la présence des femmes dans les détachements soviétiques. Le détachement soviétique « La Patrie » (en russe : « Rodina ») compte 37 femmes et opère dans le département de la Moselle sous le commandement de Nadejda Iossifovna Lissovets, puis de Rosalia Zakharovna Friedson²⁷⁸. Le détachement est composé des trois groupes, y compris un groupe de combat, un groupe sanitaire et un groupe logistique.

Pour analyser la présence des femmes parmi les partisans soviétiques, les cartes de partisans et les attestations de combat sont des documents précieux. Comme le démontrent ces documents, le détachement féminin « Rodina » est chargé de la défense de la base de partisans dans le massif forestier de Verdun depuis mai jusqu'à la libération²⁷⁹. Toutes les femmes du détachement « Rodina » sont prisonnières de guerre évadées du camp d'Errouville (Meuse). Les 37 femmes du détachement parviennent à s'évader du camp grâce à A. T. Mikhaïlova qui fait partie du comité clandestin du camp²⁸⁰. Les femmes du détachement « Rodina » participent aux combats pour la libération des villes de la Meuse et de la Moselle.

Cependant, les femmes dans les détachements soviétiques représentent un phénomène plutôt minoritaire. Bien entendu, la majorité des combattants soviétiques sont des hommes. Regroupés dans de nombreux détachements, ils participent aux combats contre les Allemands, à la libération des villes françaises et organisent des évasions des prisonniers de guerre des camps nazis. Un des détachements des plus actifs de la Résistance soviétique est le détachement « Staline » opérant dans le département du Pas-de-Calais du mois de mai 1944 jusqu'à la libération. Sur l'activité du détachement nous trouvons des informations dans l'attestation de combat de l'un des combattants qui appartient au détachement «...La première opération a été effectuée sur une voiture allemande qui a été endommagée, 4 Allemands ont été tués et il y avait eu des blessés. Deux fois des câbles téléphoniques ont été

²⁷⁸ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, Traduction de la 2^{ème} Version de la liste du détachement féminin « Rodina ».

²⁷⁹ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, Traduction de l'attestation de monsieur Taskine, Duplicata de la participation au Mouvement de Résistance sur le territoire de la France en 1944 de AGACHKOVA Nina Afanassiévna, document ajouté à l'attestation de la participation à la Résistance fait par René Roussel pour Madame AGOCHKOVA Nina Afanasievna le 25 février 1997.

²⁸⁰ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, carte de partisan soviétique de MIKHAILOVA Anna, copie.

coupés. Le 25/VIII/44 a participé à des combats contre des Allemands où a été saisi un butin de guerre, une voiture et 12 grenades²⁸¹ ».

Un autre détachement soviétique Jelezniak, opérant en Moselle à l'été 1944 et commandé par Andréi Tzibikov, prend également une part active à la Résistance. Selon le rapport fait par le commandant du détachement A. Tsibikov, « pendant l'attaque du 30 août, aux environs du village d'Ottonville (Moselle), un convoi de voitures allemandes fut mitraillé par les partisans du « Jelezniak ». Malgré un feu de riposte nourri de la part des Allemands, le combattant Poliakov avec le camarade Choukine ont lancé chacun une grenade, en conséquence de quoi une des voitures fut détruite et 7 Allemands furent tués. Les blessés paniqués se sont enfuis dans la forêt, les combattants Cochkoder et Materinski, ensemble avec le commandant A. Kojihine et le combattant I. Sereda ont pris 2 fusils automatiques et 3 grenades. Pendant ce temps, quelques tanks sont apparus ; en conséquence, nous avons été obligés de nous replier, n'ayant pas de moyens de résistance contre ces tanks fascistes. L'attaque était menée par moi-même. Se sont bien comportés les camarades Polinskalov et Lakhov et tout le personnel du détachement²⁸² ».

Il importe de mettre en lumière le cas particulier du partisan soviétique Vassili Porik, dont l'activité se développe dans l'est de la France. Membre du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques, Vassili Porik commande le détachement soviétique « Staline » opérant dans le département du Pas-de-Calais, dans les localités de Beaumont, Hénin-Liétard et Arras, aux côtés des F.T.P.F. Selon le témoignage d'une des membres du détachement « Staline », suivant les instructions de V. Porik, elle transmet les armes aux partisans et leur indique où ils doivent se réunir pour partir en mission²⁸³. De surcroît, le détachement participe souvent à des actions militaires. Par exemple, les membres du détachement participent aux attaques contre les Allemands afin de trouver des armes.

Les prisonniers de guerre soviétiques évadés participent ainsi activement à la Résistance dans toute la France en coopération étroite avec les résistants français. Le Comité

²⁸¹ MRN à Champigny, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Demandes litigieuses i Revoir, carte de partisan Ivan Kalganov, le 29 décembre 1944, copie.

²⁸² MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Rapport sur l'activité du détachement « Jelezniak » pour la période à partir du 16 juin 1944, copie, ajouté à l'attestation de SEREDA Yvan Grigorievitch, Paris, le 1 juillet 1994.

²⁸³ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Attestations Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Ressortissants Russes, Lettre de Madame Tatiana Boiko à O. Ozerov ajoutée à l'attestation faite pour BOIKO Mikhaïl Grigorievitch, Paris, le 1 juillet 1994.

Central de Prisonniers de Guerre soviétiques joue le rôle principal dans leur engagement dans la Résistance.

5.3 La Résistance armée : les déserteurs des bataillons de l'Est dans les F.F.I.

Une autre catégorie de Soviétiques qui se trouvent en France pendant l'Occupation et qui participent à la Résistance sont les combattants des unités de l'Est intégrés dans la Wehrmacht. Issus des Républiques Nationales de l'URSS, ils participent à des combats contre les Allemands soit individuellement, soit au sein des maquis ou au côté des Alliés lors de leur débarquement.

Gaston Laroche signale dans son livre que les Ukrainiens (en Haute-Saône), les Géorgiens (à Cherbourg et à Vannes), les Arméniens (en Lozère), les Tadjiks, les Azerbaïdjanais, enrôlés dans la Wehrmacht, se retournent contre les Allemands et que « leurs actions sont d'un grand soutien pour la résistance française²⁸⁴ ». Il s'agit pour la plupart des unités auxiliaires que les Allemands forment en incorporant des prisonniers de guerre désireux de se soustraire à une mort certaine. Ces unités n'ayant pas été constituées pour combattre sur le front à cause de la méfiance, elles sont utilisées pour protéger les voies de communication et les objectifs militaires.

Certains combattants rejoignent la Résistance en étant entrés en contact avec les F.F.I., d'autres pendant le débarquement des Alliés en 1944. Avec les prisonniers de guerre évadés, on estime à près de 4 000 le nombre de Soviétiques ayant lutté dans les rangs de la Résistance française²⁸⁵.

5.3.1 Les Ukrainiens dans la Résistance.

En août 1944, dans la région de Vesoul (Haute Saône) se trouve le 3^e bataillon d'infanterie S.S. composé majoritairement d'Ukrainiens encadrés par des S.S. Le bataillon fait partie de la *Waffen-Grenadier-Division der SS (russische Nr. 2)*²⁸⁶ officiellement créée le 1^{er} août 1944 sur ordre du SS-FHA et composée des bataillons de volontaires russes, biélorusses, ukrainiens et polonais²⁸⁷. Cette division fait partie des S.S. et sa structure est la

²⁸⁴ LAROCHE Gaston, *op. cit.* p. 249.

²⁸⁵ LEBEDENKO R.V., « Učastie sovetskih voennoplennyh vo francuzskom dviženii soprotivleniâ v gody Vtoroj Mirovoj vojny»..., *op. cit.*, p. 79.

²⁸⁶ 30^{ème} division d'infanterie russe (servie de police).

²⁸⁷ TRANG Charles, *op. cit.* p. 340.

suivante : trois régiments d'infanterie à deux bataillons ; un régiment d'artillerie à deux groupes ; un groupe de reconnaissance à quatre escadrons ; une compagnie de sapeurs du génie ; une compagnie de transmissions ; un bataillon de dépôt, un régiment de soutien logistique²⁸⁸. La division est transférée en France le 15 août 1944²⁸⁹.

Le bataillon stationné à Vesoul contient quatre compagnies dont trois de grenadiers et une lourde²⁹⁰. Les officiers du bataillon refusent de combattre contre les Français et les Alliés occidentaux et entrent en contact avec la Résistance française de la région. Le bataillon rejoint alors le maquis de Haute-Saône. Avant de passer au maquis, les Ukrainiens du bataillon organisent le massacre des cadres allemands en cours de route du bataillon et laissent 185 officiers et soldats tués²⁹¹. Selon des sources françaises, les Soviétiques laissent sur le terrain plus de 200 morts, dont 25 officiers et 70 sous-officiers allemands²⁹².

Les Ukrainiens du bataillon rejoignent ainsi le maquis et mettent en place son dispositif de défense qui comprend alors 13 officiers, 695 hommes, des mitrailleuses légères et lourdes, des mortiers, quatre canons anti-char, et des munitions pour seize heures de feu²⁹³. Le bataillon est ainsi une unité des F.F.I. sous le nom de BUK (« bataillon ukrainien »). Jusqu'à la libération, le bataillon continue à se battre au sein de la Légion étrangère contre les Allemands. Beaucoup de combattants ukrainiens sont tués ou gravement blessés lors des combats. Leur participation à la Résistance est décrite par le général Bertin dans son ouvrage *Résistance en Haute-Saône* : « Ce lourd bilan chiffre les sacrifices consentis à la cause de la liberté par les Ukrainiens de la Haute-Saône qui, par ailleurs, n'ont pas une goutte de sang français sur les mains²⁹⁴ ».

Après la libération, les Ukrainiens ont le choix d'être rapatriés ou de rester en France. Plusieurs d'entre eux sont rapatriés et leur destin est tragique : plusieurs d'entre eux se trouvent enfermés dans les camps soviétiques. Comme le témoigne l'un de ces combattants rapatriés, M. Tarianyk en septembre 1994 : « Je n'ai pas la possibilité de prouver ma participation à la Résistance, puisqu'après mon retour en Union soviétique, on m'a confisqué

²⁸⁸ *Ibid.*

²⁸⁹ *Ibid.*

²⁹⁰ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 249.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 251.

²⁹² VARTIER Jean, *Histoires secrètes de l'Occupation en Zone interdite (1940-1944)*, Paris, Hachette littérature, 1972, p. 235.

²⁹³ *Ibid.*, p. 251.

²⁹⁴ BERTIN Pierre, *Résistance en Haute-Saône*, Langres, Les Editions Dominique Guéniot, 1990, p. 231.

mon certificat de résistant et je fus condamné ensuite à 25 ans de privation de liberté. J'ai vécu beaucoup de malheurs et d'humiliations...²⁹⁵ ».

5.3.2 Les Arméniens dans la Résistance.

La légion des Arméniens enrôlés de force dans la Wehrmacht se trouve à Mende, en Lozère. Le centre de la résistance arménienne de la zone sud reçoit la mission d'établir la liaison avec les Arméniens de la légion. Les contacts entre les F.F.I. et la légion arménienne sont établis par l'intermédiaire du résistant français « Victor » (de son vrai nom Victor Gardon) qui parle l'arménien et qui prend contact en juin 1944 avec le commandant Alexandre Kazarian²⁹⁶. Ce dernier est chargé d'organiser un comité secret au sein de la légion afin de préparer un coup de force et une évasion des légionnaires arméniens à la faveur d'une attaque simulée par une compagnie F.T.P. Le comité est alors créé, mais les Allemands apprennent (imprudence ou trahison) le projet de Kazarian, ce dernier cependant avec quelques autres officiers réussit à fuir²⁹⁷.

Le 4 juillet 1944, les membres du comité secret, au nombre de 154 hommes passent au maquis avec leurs armes, en laissant sur place un autre comité secret²⁹⁸. Avec leurs armes, ils représentent un bon appoint pour la Résistance. Cependant, les Arméniens évadés ne veulent pas laisser leurs compatriotes dans la légion et prennent la décision de les libérer. Une autre évasion beaucoup plus large est alors prévue par les F.F.I. La mission est accomplie en juillet-août 1944. Par groupes plus ou moins nombreux les Arméniens désertent : le 29 juillet 48 hommes s'évadent, le 4 août : 56 et le 8 août : 160²⁹⁹.

Ayant formé le 1^{er} régiment de « partisans soviétiques arméniens », le commandant Kazarian est félicité et cité, à Nîmes à la libération du Gard, par le général Zeller³⁰⁰, commandant la 16^e région militaire, ainsi que par le général de Gaulle³⁰¹.

²⁹⁵ *L'Est Européen*, Paris, n° 237, janvier-mars 1995.

²⁹⁶ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Lettre de Henri Cordesse ANACR Lozère, le 21 décembre 1984, p. 1.

²⁹⁷ *Ibid.*, p. 1.

²⁹⁸ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Note concernant le 1er Régiment de Partisans Soviétiques, ajoutée à la lettre de Henri Cordesse du 21 décembre 1984.

²⁹⁹ *Ibid.*

³⁰⁰ Voir Annexe IV.

³⁰¹ TRANG Charles, *op. cit.*, p. 123.

5.3.3 Les Géorgiens dans la Résistance.

Beaucoup de désertions ont lieu au sein des bataillons géorgiens stationnés en Dordogne et dans le Tarn. Au début d'août 1944 se trouve cantonnée à Carmaux une unité constituée essentiellement de Géorgiens. Plusieurs d'entre eux rejoignent la Résistance dans la région. Comme le signale Gaston Laroche, 98 Géorgiens rejoignent les maquisards français à Joncqueviel après avoir exécuté pendant la nuit des officiers allemands qui encadrent leur unité, en emmenant sept autres comme otages³⁰².

Etant entrés dans la Résistance, les Géorgiens participent à des combats contre les Allemands ainsi qu'à la libération des villes de la région. Le 18 août, les résistants géorgiens avec les résistants français libèrent les Barres et Pouzeugne et le 19 août Arthé, Lescure et Cunyas sont libérés³⁰³. De surcroît, plusieurs Géorgiens du bataillon 799 rejoignent le maquis F.T.P. de Mavaleix, près de 230 Géorgiens sont également récupérés par la Résistance et parviennent à Fumel puis à Montcabrier³⁰⁴.

Les désertions parmi les Géorgiens sont ainsi très nombreuses. Un autre exemple est celui des Géorgiens Ketagourov et Chaverdochvilli qui doivent être internés au camp de Struthof en Alsace, ils réussissent à casser la porte du wagon qui les emmenait au camp de la mort, sautent sur la voie près de Nancy, où on les met en contact avec le réseau « Author » ; ils veulent à tout prix voler un avion allemand pour rejoindre l'Angleterre, l'un des deux étant pilote, mais ils sont repris avant³⁰⁵.

5.3.4 Les Tatares dans la Résistance.

La participation des Tatares à la Résistance mérite une attention spéciale, même si leur contribution reste largement à explorer.

La création des bataillons tatars est organisée par les Allemands à partir de 1942. Les prisonniers d'origine tatar sont enrôlés dans la légion l'« Idèle-Oural », nommé plus tard dans des documents de NKVD comme Tataro-Bachkire³⁰⁶. La légion est composée de quatre

³⁰² LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 253-254.

³⁰³ *Ibid.*, p. 255-256.

³⁰⁴ BORSARELLO J.F., PALINCKX Werner, *Wehrmacht & SS: Caucasian-Muslim-Asian Troops*, Bayeux, Editions Heimdal, 2006, p. 116.

³⁰⁵ *Ibid.*

³⁰⁶ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Des promenades dans le passé. Le capitaine Alexandre et des autres personnes, p. 1.

bataillons, dont aucun n'a pris part aux actions militaires au sein de la Wehrmacht. A partir de la création de la légion, des désertions nombreuses ont lieu : l'un des bataillons rejoint en février 1943 les partisans biélorusses, l'autre bataillon est envoyé en France et, répète l'exemple biélorusse sur le territoire français³⁰⁷.

En France, la résistance tatare se développe dans la région de la Haute Loire, près de la ville du Puy où se trouvent les unités tatares. L'un des premiers à rejoindre le maquis est Amir Outiachev. Depuis le mois de novembre 1943, Outiachev est agent secret et travaille pour les F.F.I., il fait passer un groupe de prisonniers soviétiques dans le bataillon français Kellerman et prend part aux opérations militaires à Bellevue, Allègre, Bains et Montagne et il nettoie également la contrée de Saugues des Allemands et miliciens³⁰⁸.

Etant définitivement passé chez les résistants français le 28 juillet 1944³⁰⁹, Amir Outiachev obtient la Croix de Guerre 1939-1940 pour l'organisation de l'espionnage contre l'ennemi au Puy, en Haute-Loire à la suite de quoi il peut fournir des renseignements secrets au commandement des partisans français³¹⁰. L'effectif du groupe des Soviétiques que Outiachev fait passer au maquis compte 118 hommes³¹¹. Le bataillon soviétique³¹² sous le commandement d'Outiachev participe à la libération des villes françaises de la région au côté des F.F.I.

Néanmoins, à la fin de la guerre, comme la plupart des anciens membres des légions de l'Est, Outiachev est arrêté à son retour en URSS. Rentré dans sa patrie en décembre 1945, condamné par le tribunal militaire à 25 ans de prison, il n'est amnistié qu'en 1956 puis réhabilité³¹³. Victime des répressions stalinienne, Amir Outiachev se souviendra quarante ans plus tard : « On m'a désigné coupable de la trahison de ma patrie, et d'être membre de l'organisation de Moussa Djalil³¹⁴. Mes camarades et un colonel que je ne connaissais pas disaient que j'étais membre de la Résistance française, un partisan qui les a libérés de la

³⁰⁷ *Ibid.*

³⁰⁸ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Attestation signé par Lieutenant-Colonel Zapalsky (Gévolde) pour Alexandre Outiachev.

³⁰⁹ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Certificat de résistant délivré à Outiachev Amir, le 14 septembre 1944, copie.

³¹⁰ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Certificat délivré au capitaine Outiachev dit Alexandre Nicolas, le Puy, le 19/9/44, copie.

³¹¹ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Certificat pour Outiachev Alexandre, Le Puy, le 19 septembre 1944, copie.

³¹² Voir la photo en Annexe V.

³¹³ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Je n'étais pas le traître de ma patrie, p. 2.

³¹⁴ Membre de l'Idèle-Oural, participa à l'insurrection et fut fusillé par les Allemands.

captivité allemande et ils m'ont aidé. On m'a laissé. Je suis arrivé à Arsk et j'ai commencé à travailler comme comptable. Je suis resté libre trois ans, seulement je devais aller au Comité de la Sécurité d'Etat quelques fois par an pour désigner l'espion ou un traître. Puis on m'a pris, moi, le militant clandestin, l'organisateur des évasions de prisonniers de la captivité allemande, qui accompagnait sans pertes près de mille personnes, et on m'a condamné à 25 ans de prison³¹⁵ ».

Le même destin attend plusieurs Soviétiques qui participent à la Résistance, à cause de leur adhésion à des bataillons de l'Est. Victimes des répressions staliniennes, ils se trouvent emprisonnés dans les camps de l'Union Soviétique, dépourvus de liberté, oubliés. En effet, le système soviétique considère la captivité comme une forme de trahison. Dans sa chambre de prison, Amir Outiachev, comme les autres, se pose toujours la même question : « était-il un traître ?³¹⁶ » Les documents de sa participation à la Résistance sont restés jusqu'en 1988 dans les archives du Comité de la Sécurité d'Etat et ils lui ont été rendus seulement après sa lettre au parti communiste concernant la décoration des citoyens français qui méritent d'être décorés³¹⁷.

Comme nous l'avons montré dans ce chapitre, les Soviétiques prisonniers de guerre évadés et ceux qui sont enrôlés de force dans la Wehrmacht, cherchent souvent à entrer en contact avec la Résistance française pour lutter contre les Allemands. Certains d'entre eux y parviennent et ils se trouvent engagés dans la lutte côte à côte avec les résistants français. Grâce aux actions particulières ou au sein des détachements soviétiques, les prisonniers de guerre évadés et leurs compatriotes déserteurs des unités de l'Est, participent à la libération des villes françaises, aux actes de diversion et de sabotage et à des opérations militaires contre les Allemands. Les autres organisent la résistance dans les camps de prisonniers de guerre et dans les mines en ralentissant la production militaire des Allemands. Le rôle du Comité Central des Prisonniers de Guerre en coopération avec les F.F.I. est incontestable. En organisant la propagande et les comités clandestins dans les camps, le Comité coordonne la résistance des prisonniers soviétiques dans les camps et les aide à s'évader et à rejoindre le maquis. Le travail du comité est organisé dans toute la France, mais surtout dans l'Est et dans le Nord, les régions où la plupart des prisonniers de guerre soviétiques sont amenés

³¹⁵ MRN, NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique, Je n'étais pas le traître de ma patrie, p. 3.

³¹⁶ *Ibid.*, p. 4.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 3.

pendant la guerre. Les membres du comité, Georges Chibanov, Marc Slobodinski et les autres sont à la tête des détachements soviétiques intégrés dans les F.F.I. qui participent avec les résistants français à de nombreuses opérations militaires contre l'occupant et qui laissent leur contribution à la libération de la France.

Chapitre VI. La coopération des émigrés russes avec les prisonniers de guerre soviétiques durant la guerre.

Dans les chapitres précédents nous avons montré comment les émigrés russes et les prisonniers de guerre soviétiques évadés participent à la Résistance française, en expliquant leurs motivations, les circonstances de leur engagement ainsi que leur contribution dans la lutte commune contre l'occupant nazi. Cependant, est-ce que des croisements des parcours des Soviétiques évadés avec ceux des émigrés russes ont lieu ? Ces deux groupes, fortement opposés idéologiquement et historiquement, ont-ils des possibilités et des raisons pour résister ensemble, soit au sein des mêmes réseaux, soit sous un encadrement commun ?

Nous avons déjà évoqué le rôle de l'Union des patriotes russes créé en 1943, qui s'occupe des prisonniers soviétiques de guerre durant la guerre, notamment de la propagande antifasciste parmi eux ainsi que leur engagement dans des détachements soviétiques en coopération avec les F.F.I. et le Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques. La coopération entre ce dernier et l'Union des patriotes russes est un véritable cas de la coopération russo-soviétique, prenant en compte le fait que plusieurs membres de l'union rejoignent le comité des prisonniers à partir de sa création. Il y a cependant d'autres cas de croisements entre les émigrés russes et les Soviétiques en France durant la guerre.

Ce chapitre vise à aborder en détail les actes de la participation commune à la Résistance des émigrés russes et des prisonniers de guerre soviétiques évadés ainsi que les circonstances de cette participation. Nous analyserons cette participation à l'exemple du réseau « Jaguar » ainsi que de l'activité des Soviétiques évadés et l'émigrée russe Tamara Volkonsky. Enfin, nous analyserons le cas de la libération de l'Ambassade soviétique à Paris par des Russes et Soviétiques et nous nous demanderons si cette action peut être interprétée comme la réconciliation idéologique entre les émigrés russes et les citoyens soviétiques.

6.1 Le réseau « Jaguar ».

Un exemple de la coopération au sein de la Résistance entre les Russes immigrés en France après la Révolution et les Soviétiques évadés des camps est le réseau « Jaguar » actif

dans le département de l'Oise. Le réseau « Jaguar » composé de 62 partisans soviétiques est fondé le 9 juin 1944 dans une forêt du canton de Montataire³¹⁸. Cependant, la création de ce réseau fut liée à la contribution de l'émigré russe Serge Loubimov qui habite dans le village de Mérard, à trois kilomètres de Mouy.

Les quatre premiers Soviétiques évadés du camp de concentration de Moineau de Mérard dans la nuit du 27 au 28 mai 1944, le commandant Vassili Mechkov, le sous-lieutenant Anatoli Ababkof, Fédor Nievedomski et Mikhel Minkhelson, trouvent asile chez Serge Loubimov, un « Russe blanc » qui s'était installé à Mérard vers 1935³¹⁹. Par l'intermédiaire de ce dernier, les prisonniers de guerre soviétiques évadés entrent en contact avec le chef départemental des F.T.P.F. de l'Oise Michel Legrand, dit « Edouard »³²⁰. Escortés par les francs-tireurs, les soldats soviétiques partent dans la forêt où ils rejoignent le détachement international de francs-tireurs comprenant des Français, des Espagnols, des Polonais et des antifascistes allemands³²¹.

Cependant, quelques jours après, un autre groupe de Russes rejoint le détachement et il est décidé d'organiser un détachement soviétique surnommé « Jaguar » composé de 62 Soviétiques sous le commandement de Vassili Mechkov. Ce dernier reçoit pour adjoint Serguei Sorokine, un autre prisonnier soviétique évadé et pour interprète Serge Loubimov³²², l'émigré russe qui avait accueilli les fugitifs et les avait mis en contact avec la Résistance française.

Durant les premiers temps, le réseau « Jaguar » existe, mais n'a pas d'armes. Pour en trouver, les partisans soviétiques attaquent des petits groupes d'Allemands³²³. Plus tard, le réseau participe à des actions militaires de plus grande envergure. Dans les environs de Montataire, de Mouy, de Creil, de Beauvais, de Clermont, de Compiègne et dans les localités de Mérard, d'Ansacq, de Balagny, de Bury, de Cramoisy, ils mettent hors d'état des lignes téléphoniques et télégraphiques, démontent les voies ferrées, font sauter des ponts sur les

³¹⁸ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Maquis soviétique de Mérard, le 14 février 1994, p. 1.

³¹⁹ Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements Des Soviétiques dans l'Oise pendant la deuxième guerre mondiale. Recherches ANACR – Résumé au 3 juin 1991, p. 1.

³²⁰ MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, Appels à départements, Maquis soviétique de Mérard, le 14 février 1994, p. 1.

³²¹ *Ibid.*

³²² *Ibid.*

³²³ *Ibid.*, p. 2.

lignes Paris-Lille et Beauvais-Paris, détruisent sur les routes les camions chargés de matériel de guerre et de soldats ennemis³²⁴.

Un soir, armés de mitraillettes, de grenades, de couteaux et de plastic, les membres du réseau « Jaguar » sabotent les communications avec l'extérieur d'une station de téléguidage de VI et de VII installé près de Clermont³²⁵. Au cours d'un corps à corps entre les Soviétiques et les Allemands, la plupart des Allemands sont tués par balle ou à l'arme blanche, couteau et rasoir, - et la station complètement anéantie³²⁶. Au mois d'août, trois jours avant l'arrivée des troupes Alliées, le même groupe libère Mouy et le camp d'où les quatre premiers Soviétiques du détachement sont évadés³²⁷.

6.2 L'émigrée russe Tamara Volkonsky et les Soviétiques dans le département de la Dordogne.

Un autre exemple de la coopération entre les citoyens soviétiques et les émigrés russes est celui de Tamara Volkonsky dans le département de la Dordogne. Née le 11 août 1895 à Petrograd, en Russie, elle se trouve après la Révolution d'Octobre d'abord en Turquie, puis en France en 1930³²⁸. Au moment de l'Occupation, Tamara Volkonsky se trouve dans le département de la Dordogne, à Rouffignac où elle habite avec son compagnon Sylvain Asch, administrateur des chemins de fer³²⁹. En 1940, ce dernier est arrêté et transféré en Silésie et deux ans plus tard, il est rapatrié sanitaire et hospitalisé à Roanne puis Vichy, avant de rejoindre Tamara Volkonsky à la Bournèche, où elle crée un hôpital de campagne³³⁰.

En 1944, le couple est arrêté par la Gestapo et Sylvain Asch, d'origine juive, est fusillé alors que Tamara Volkonsky est libérée en raison de son âge³³¹. Elle entre dans la Résistance comme infirmière et rejoint le 7^e bataillon F.T.P. sur le front de l'Atlantique, à la pointe de Grave³³². La participation à la Résistance de Tamara peut être expliquée par la mort

³²⁴ *Ibid.*

³²⁵ POIRMEUR André, *Compiègne, 1939-1945*, Compiègne, Impr. Telliez, 1968, p. 141.

³²⁶ *Ibid.*

³²⁷ *Ibid.*

³²⁸ MARCHIER Alain, « En mémoire de la « princesse rouge », *Sudouest*, le 16 mai 2015. <http://www.sudouest.fr/2015/05/16/en-memoire-de-la-princesse-rouge-1922272-1802.php> [Page consultée le 19 mai 2015]

³²⁹ MARCHIER Alain, « A la mémoire de la princesse rouge, *Sudouest*, le 31 octobre 2013. <http://www.sudouest.fr/2013/10/31/a-la-memoire-de-la-princesse-rouge-1216159-1988.php> [Page consultée le 5 mai 2015]

³³⁰ *Ibid.*

³³¹ *Ibid.*

³³² *Ibid.*

de ses proches au cours des combats de la Première Guerre mondiale. Après la guerre, dans une lettre citée par Guennadi Netchaïev, Tamara écrira concernant son attitude envers les Allemands : « (...) ajoutons le vieux compte que j'avais à régler avec les Allemands. Mon père et mes deux frères s'étaient battus contre eux pendant la Première Guerre mondiale et avaient péri tous les trois en 1916³³³ ».

Néanmoins, au début de la guerre, Tamara Volkonsky, comme la plupart des émigrés russes de l'après révolution, n'est pas favorable au régime soviétique, mais, après la défaite allemande de Stalingrad, ses sentiments envers l'URSS changent³³⁴. Tamara Volkonsky entre en contact avec les F.T.P.F. où elle s'occupe des traductions et des diffusions des tracts appelant à rejoindre les rangs des partisans auprès des supplétifs soviétiques de la Wehrmacht, principalement des Géorgiens³³⁵. A la suite de l'activité de Tamara Volkonsky, d'emblée, 80 Géorgiens passent au maquis³³⁶. Après la guerre, Tamara Volkonsky est décorée de la Croix de Guerre et à 1965 de l'ordre de la Guerre patriotique de la seconde degré³³⁷.

6.3 La libération de l'Ambassade soviétique à Paris.

La coopération symbolique des émigrés russes et des citoyens soviétiques en France est la libération de l'Ambassade soviétique à Paris en août 1944. Pendant l'insurrection dans la capitale, les prisonniers de guerre soviétiques libérés de Fresnes et des membres de l'Union des patriotes russes participent à la prise de l'Ambassade soviétique dans la rue Grenelle. Dès leur sortie de prison, les Soviétiques tiennent le drapeau de l'Armée rouge³³⁸.

Dans son livre Georges Coudry cite l'extrait de *l'Humanité* du 27 août 1944 qui relate le défilé des Soviétiques et des émigrés russes qui ont libéré l'Ambassade soviétique : « Un groupe qui fut acclamé sans fin, dans cette manifestation de la fierté et de la grandeur de la France, c'est celui des prisonniers de guerre soviétiques délivrés des affreux camps allemands, évadés, participant aux F.F.I. et qui étaient accompagnés des membres des «

³³³ TRONEL Jacky, « Tamara Volkonskaïa, « Princesse rouge », égérie des FTP du Limousin et du Périgord », lundi 13 juin 2011, <http://prisons-cherche-midi-mauzac.com/des-hommes/tamara-volkonskaia%C2%A0%C2%AB%C2%A0princesse-rouge%C2%A0%C2%BB-egerie-des-ftp-du-limousin-et-du-perigord-8408> [Page consultée le 6 mai 2015]

³³⁴ *Ibid.*

³³⁵ *Ibid.*

³³⁶ *Ibid.*

³³⁷ KOŠEL' P. A., *Velikaâ Otečestvennaâ vojna 1941-1945 (La Grande Guerre patriotique)*, Moscou, OLMA Media Grupp, 2001, p. 349.

³³⁸ LAROCHE Gaston, *op. cit.*, p. 293.

patriotes russes en France ». Fièrement, le drapeau rouge de l'URSS flottait en tête du fort groupe, avec une pancarte portée par deux jeunes communistes soviétiques, déportés depuis deux ans portant ces mots : « Les PG soviétiques saluent le général de Gaulle, l'ami de notre Patrie...³³⁹ ».

Cet exemple est très intéressant. Il pourrait témoigner de la réconciliation entre les émigrés russes et les citoyens soviétiques au niveau idéologique, mais il faut prendre en compte que les membres de l'Union des patriotes russes sont communistes et leurs positionnements politiques ne changent pas durant la guerre. Ces émigrés russes choisissent leur camp bien avant la guerre, c'est pourquoi nous ne pouvons considérer leur coopération pendant la guerre comme une réconciliation idéologique.

Cependant, la coopération entre l'Union des patriotes russes et les prisonniers de guerre soviétiques est l'élément le plus important de la résistance russo-soviétique en France. Ce sont les membres de l'Union de patriotes russes qui s'occupent des Soviétiques dans les camps et dans les unités de l'Est, qui les mettent en contact avec les F.F.I. et qui participent à la création du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France. Sans eux, le passage des prisonniers de guerre soviétiques aux F.F.I. serait impossible. Ce sont les membres de l'Union des patriotes russes qui travaillent dans les camps de prisonniers de guerre en créant des comités clandestins et en organisant des évasions de Soviétiques des camps.

Néanmoins, si nous évoquons le cas des émigrés russes non-communistes, leur participation à la Résistance a plutôt un caractère individuel, ils s'engagent dans la Résistance comme les Français, en rejoignant les réseaux résistants ou individuellement. Or, comme nous l'avons démontré, des cas de la coopération des émigrés russes non-communistes avec les Soviétiques ont lieu. Ce sont par exemple, le réseau « Jaguar » composé des Soviétiques, mais organisé par l'intermédiaire d'un émigré russe ou la coopération entre Tamara Volkonsky et les Soviétiques en Dordogne.

³³⁹ COUDRY Georges, *Les camps...*, op. cit., p. 123.

CONCLUSION

La Résistance en France mobilise non seulement les Français, mais aussi des milliers d'étrangers qui se trouvent dans ce pays durant l'Occupation. Parmi eux, se trouvent les émigrés russes résidant en France depuis longtemps ainsi que les citoyens soviétiques amenés en France par les Allemands, soit pour des travaux forcés, soit au sein de la Wehrmacht. Deux groupes assez différents politiquement et idéologiquement, les Soviétiques et les Russes émigrés entrent dans la Résistance, soit en tant que patriotes russes, soit comme des patriotes français.

Dans ce mémoire, nous nous sommes donc interrogés sur les formes de la résistance des Russes et des Soviétiques ainsi que sur les circonstances de leur engagement dans la lutte contre le nazisme en France. En employant un large corpus de sources et des travaux bibliographiques, nous avons abordé un sujet longtemps resté tabou dans l'historiographie soviétique du fait du statut de 'traître' octroyé aux prisonniers de guerre soviétiques par le régime stalinien. De ce fait, il n'y a pas beaucoup d'ouvrages abordant la participation de ces groupes à la Résistance. Les premières études sur la participation des Soviétiques n'apparaissent que dans les années 1970 alors que celles sur les émigrés russes ne seront publiées qu'après la chute de l'URSS. De surcroît, ces études peu nombreuses n'abordent que grossièrement l'importance de la résistance russo-soviétique en France.

Nous avons étudié la participation des Soviétiques et des émigrés russes à la Résistance sous de plusieurs angles. Il était d'abord important d'étudier les idées politiques répandues parmi les émigrés russes à la veille de la guerre pour comprendre la base idéologique de leur engagement. Etant un groupe relativement peu nombreux (seulement quelques soixante dix milles personnes en 1936) comparé aux autres populations émigrées, leur comportement est marqué par un grand nombre de clivages. Dès les premières années de l'immigration, ils se regroupent en plusieurs mouvements et créent leurs propres organisations paramilitaires et politiques. Nombreux sont ceux qui arborent des idées antisoviétiques au cours de la guerre et vont jusqu'à soutenir l'Allemagne nazie.

A l'éclatement de la guerre, les clivages au sein de l'émigration russe s'amplifient. Il y'a alors peu de doutes sur la participation de l'URSS au conflit. Les organisations paramilitaires fondées avant guerre par les émigrés russes en France tâchent de se rapprocher du pouvoir nazi. Ils espèrent contribuer au projet hitlérien de renversement du régime soviétique. Ces tentatives ont néanmoins peu de succès. Le Haut Commandement allemand

se méfie des émigrés russes. Il leur est ainsi interdit de combattre sur le front de l'Est au sein de l'armée allemande.

Sous l'occupation, toutes les organisations paramilitaires des émigrés russes sont dissoutes. Leurs activités passent alors sous le contrôle des autorités allemandes. Un comité spécial encadré par les Allemands est créé à Paris. Il est dirigé par Yuri Jerebkoff, un immigré contribuant à la propagande allemande au sein de l'émigration russe.

Cependant, plusieurs émigrés russes en France restent majoritairement opposés au régime hitlérien et souhaitent la victoire de l'Armée rouge. Les leaders d'opinion idéologiques les plus considérés au sein de l'émigration russe, tels que le général A.I. Dénikine, l'historien P.N. Miljukov ou encore l'ancien ambassadeur de Russie en France V.A. Maklakov souhaitent la victoire de l'Union soviétique. Ils refusent tout rapprochement avec le régime nazi.

Ceux qui participent activement à la lutte antinazie au sein des réseaux résistants sont cependant peu nombreux, notamment du fait de l'absence d'une institution unique attachée à la coordination de l'effort de résistance. De surcroît, un grand nombre d'émigrés russes ne sont pas plus favorables à l'idéologie soviétique qu'à l'idéologie hitlérienne.

Les émigrés qui participent à la Résistance, souvent jeunes, vivent en France depuis l'enfance et la considèrent comme une seconde patrie. Sous l'occupation, ils entrent naturellement en résistance pour défendre leur patrie d'accueil. Par ailleurs, des réseaux de résistance spécifiquement russes se développent à partir de 1943. Il s'agit dans un premier temps de l'Union des patriotes russes fondé par les émigrés prosoviétiques à Paris. L'activité du comité vise à organiser la propagande antinazie dans les camps de prisonniers de guerre sur le territoire français.

Entre 1943 et 1944, environ trente à quarante milles citoyens soviétiques sont rassemblés dans les camps nazis en France et quelques milliers d'anciens soldats soviétiques sont enrôlés de force dans la Wehrmacht. Certains d'entre eux parviennent à s'évader et rejoindre le maquis, notamment grâce au Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France, une organisation majeure qui s'occupe des Soviétiques. Ces derniers participent à des sabotages ainsi qu'à des diversions contre les Allemands. Des dizaines de détachements soviétiques sont ainsi créés au sein des F.F.I. par l'intermédiaire du comité.

Le comité se concentre par ailleurs sur les Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht. En effet si celle-ci se méfie des populations émigrées, elle accepte en son sein les déserteurs soviétiques. Parmi ces derniers, de nombreux désertent à nouveau cette fois contre les Allemands. Cette situation pousse les Allemands à redéployer ces unités composées de Soviétiques sur le front de l'Ouest. Des Ukrainiens, Tatares, Géorgiens, Arméniens sont amenés en France et déployés principalement dans le bassin Méditerranéen, à Chatillon-sur-Seine, et à Chaumont. Beaucoup d'entre eux entrent en contact avec les résistants français.

Contrairement à la résistance des émigrés russes, la résistance soviétique est fortement encadrée. Incorporés dans les F.F.I., les Soviétiques participent à la Résistance dans toute la France. Ils combattent ainsi au sein des F.F.I. dans le Nord et l'Est de la France, là où se situent les camps de prisonniers de guerre. Plusieurs d'entre eux seront décorés des décorations françaises, y compris par la Croix de Guerre.

La coopération entre les prisonniers de guerre soviétiques et les émigrés russes en France se manifeste à travers les actions du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques. Les membres du comité, les émigrés russes et les Soviétiques évadés, organisent la propagande dans les camps ainsi qu'aident les prisonniers évadés à rejoindre la Résistance. Comme nous avons montré dans cette recherche, la plupart des émigrés russes qui coopèrent avec les prisonniers évadés sont prosoviétiques.

La Seconde Guerre mondiale est un moment capital dans l'histoire de l'émigration russe en France ainsi que dans celle des relations entre l'URSS et la France. Les parcours des Soviétiques et des émigrés russes se croisent au sein de la Résistance française. Ces groupes bien que fortement opposés idéologiquement, participent à la Résistance et contribuent ensemble à la Libération.

A l'issue de la guerre, de nombreux immigrés russes, inspirés par la victoire de leur pays natal, choisiront de rentrer en URSS tandis que les anciens prisonniers soviétiques, craignant les répressions stalinienne, auront plutôt tendance à rester en France. Ces derniers seront nommés *personnes déplacées* (DPs). Ils formeront la deuxième vague d'immigration soviétique. D'autre part, parmi ceux qui rentrent en URSS, beaucoup seront enfermés dans les camps soviétiques. Les Russes et les Soviétiques voient ainsi leurs sorts échangés au sortir de la guerre.

Ce qui reste à faire pour les travaux futurs est d'abord de mettre en lumière les problèmes qui accompagnent la sortie de la guerre pour les émigrés russes et pour les anciens prisonniers soviétiques sur le territoire français. Ce sujet démontre un potentiel intéressant dans le cadre de l'histoire sociale et politique de l'après-guerre. La situation des anciens émigrés russes rentrés en URSS et des anciens prisonniers de guerre soviétiques restés en France après la guerre est un sujet à explorer.

SOURCES

I. LES ARCHIVES

1. Archives Nationales de France

72 AJ 58, dossier Réseau Hauet-Vildé, Témoignage de Mademoiselle Germaine Tillion, recueilli par Monsieur Perroy le 4 janvier 1946.

72 AJ 58, ISOLES A.14.I, Biographie de M. CHWEITZER Alexandre (sa participation à la résistance) laissée à M. Michel en Mai 1970.

72 AJ 274 La guerre de l'Est. Documents en provenance du service historique de l'Armée (travaux du colonel Constantini).

72 AJ 274 La guerre de l'Est. Documents en provenance du service historique de l'Armée (travaux du colonel Constantini), Formation des unités de l'Est (OSTTRUPPEN) par le Haut-Commandement allemand en 1942-1945. Mars 1957.

72 AJ 287, dossier A.I Pas-de-Calais, ARRAS A.1.I, Souvenirs sur Mme Obolensky de Mr Daniel Gallois. Communiqués par Mr Obolensky, recueillis par Mme Granet. « VICKY ».

72 AJ 287, dossier A.I Pas-de-Calais, ARRAS (prison) A.2.I, Témoignage de Mr. Daniel Gallois, recueilli par Mme Granet le 12/03/52.

2. Musée de la Résistance nationale, site de Champigny-sur-Marne

Fonds 85 AJ A/3/33

Dossier Tracts soviétiques, tract « Russes, Ukrainiens, Tatares, Géorgiens ! »

Dossier Tracts soviétiques, Appel du Comité Central des Prisonniers de Guerre soviétiques en France aux soldats de la soi-disant armée de libération de la Russie (R.O.A.)

Fonds René Roussel – Carton n° 8, Dossier Demandes litigieuses i Revoir, Traduction en français de la notice signée par G.A. Netchaev, journaliste-historien, spécialiste des questions de la participation des Soviétiques à la Résistance en France.

Dossier Demandes litigieuses i Revoir, Demande de carte du combattant de Sapelkine.

Dossier Demandes litigieuses i Revoir, carte de partisan Ivan Kalganov, le 29 décembre 1944, copie.

Dossier Appels à départements, Des Soviétiques dans l'Oise pendant la Deuxième Guerre mondiale. Recherches A.N.A.C.R. - Résumé au 3 Juin 1991.

Dossier Appels à départements, Soviétiques immatriculés au maquis du Grand Ferré, 14ème Compagnie F.F.I. – secteur Compiègne-Sud.

Dossier Appels à départements, Détachements de Partisans Soviétiques l'Est de la France au nombre de 18, Détachements de partisans soviétiques à l'Est de la France (région C), traduction en français.

Dossier Appels à départements, Lettre de Henri Cordesse ANACR Lozère, le 21 décembre 1984.

Dossier Appels à départements, Note concernant le 1er Régiment de Partisans Soviétiques, ajoutée à la lettre d'Henri Cordesse du 21 décembre 1984.

Dossier Appels à départements, Maquis soviétique de Mérard, le 14 février 1994.

Dossier Appels à départements, Ordre général N° 71 signé par le général Zeller, copie.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Ressortissants Russes, l'article de l'historien Guennadi Netchaïev « Avec les partisans d'Alsace-Lorraine » parue dans la revue Etudes soviétiques n° 944 en Novembre 1976, copie.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Ressortissants Russes, Traduction de la lettre en russe de N.I. KOROBV à O.N. Ozerov, Président du M.A.V.F.C., non-datée, ajoutée à l'attestation de la participation à la Résistance de MAKAROV Vassily Martianovitch, faite à Paris, le 25 février 1997, copie.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, État-major du commandement politico-militaire concernant l'activité des partisans soviétiques, traduction en français, reçu de Netchaïev G.A. le 29.09.93.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, Traduction de la 2ème Version de la liste du détachement féminin « Rodina ».

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, Traduction de l'attestation de monsieur Taskine, Duplicate de la participation au Mouvement de Résistance sur le territoire de la France en 1944 d'AGACHKOVA Nina Afanassiévna, ajouté à l'attestation de la participation à la Résistance fait par René Roussel pour Madame AGOCHKOVA Nina Afanasievna le 25 février 1997.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Détachement Rodina, carte de partisan soviétique de MIKHAILOVA Anna, copie.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Rapport sur l'activité du détachement « Jelezniak » pour la période à partir du 16 juin 1944, ajouté à l'attestation de SEREDA Yvan Grigorievitch fait à Paris le 1er juillet 1994, copie.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations Ressortissants Russes, Lettre de Madame Tatiana Boiko à O. Ozerov ajoutée à l'attestation faite pour BOIKO Mikhaïl Grigorievitch, faite à Paris, le 1er juillet 1994.

Dossier Attestations – Soviétiques dans la Résistance française, Attestations détachement Rodina, Carte de partisan soviétique Raïssa Rylova fait le 12 octobre 1944, copie.

Fonds NE 1682, Don de Mr DIARD, président de l'Association des Amis des peuples de l'ex Union Soviétique.

Des promenades dans le passé. Le capitaine Alexandre et des autres personnes.

Je n'étais pas le traître de ma patrie.

Attestation signé par Lieutenant-Colonel Zapalsky (Gévolde) pour Alexandre Outiachev.

Certificat de résistant délivré à Outiachev Amir, le 14 septembre 1944, copie.

Certificat délivré au capitaine Outiachev dit Alexandre Nicolas, le Puy, le 19/9/44, copie.

Certificat pour Outiachev Alexandre, Le Puy, le 19 septembre 1944, copie.

3. L'Association pour la conservation de la mémoire de la Moselle

Fonds 15-Eco

Adresses des camps en Allemagne et en France.

Richtlinien für die Beschäftigung des sowjetischen Kriegsgefangenen im Steinkohlenbergbau Lothringens, Saarbrücken, den 21 August 194?.

Témoignage d'Henri R., Moyeuvre-Grande, 2015.

Inscription faite par le prisonnier de guerre soviétique Ivan Stadnik sur le mur des cellules de la Schutzpolizei de Moyeuvre-Grande en Moselle, photo. (Etat actuel)

Inscription faite par le prisonnier de guerre soviétique Upornij sur le mur des cellules de la Schutzpolizei de Moyeuvre-Grande en Moselle, photo. (Etat actuel)

II. LES SOURCES IMPRIMÉES

1. La Presse

a. La presse d'émigrés russes en France

Oborončeskoe dvizhenie

ALEKSEEV N.N., « Maniâ veličiâ » (La Folie des grandeurs), in *Oborončeskoe dvizhenie*, 1936, mai, n° 1, p. 4.

ŠIRINSKIJ Yuri., « Predposylki èmigrantskogo oborončestva » (Les prémisses du défensisme d'émigrés), in *Oborončeskoe dvizhenie*, 1936, mai, n° 1, p. 5.

b. La presse clandestine de l'Union des patriotes russes

Sovetskij patriot

Sovetskij patriot, novembre 1943.

Sovetskij patriot, numéro spécial, janvier 1944.

c. La presse de l'Association française des Amis de l'Union soviétique

Russie d'Aujourd'hui

Russie d'Aujourd'hui, numéro spécial, juillet 1943.

Russie d'Aujourd'hui, numéro 76, le 15 mars 1944.

Russie d'Aujourd'hui, numéro 14, septembre 1941.

d. La presse clandestine du réseau de Musée de l'Homme

Résistance, le 15 décembre 1940.

2. Les Publications des témoins des événements

BELOV Vadim, *Beloe Pohmel'e. Russkaâ èmigraciâ na rasput'i* (Gueule de bois blanche. L'émigration russe au carrefour), Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1923, 172 p.

BERBEROVA Nina, *C'est moi qui souligne*, Arles, Actes sud, 1989, 540 p.

KOTCHETKOV Alexis, *Bonjour la France*, T&V Media, 2014, Kindle edition, 56 p.

LÛBIMOV L.D., *Na čužbine* (Au pays étranger), Moscou, Sovetskij pisatel', 1963, 416 p.

MARLY Anna, *Anna Marly : Troubadour de la Résistance*, Paris, Tallandier, 2010, 198 p.

VILDE Boris, *Journal et Lettres de prison, 1941-1942*, Paris, Allia, 1997, 172 p. [1e éd. 1988]

3. Les documents législatifs publiés

Deklaraciâ o podderžke rossijskoj žiaspory i opokrovitenl'stvtse rossijskim sootečestvennikam. Utv. Postanovleniem Gosudarstvennoj dumy RF ot 08.12.995 N 1476-1 GD (*Déclaration sur le soutien et le patronage des compatriotes russes. Adopté par la décision de la Duma d'Etat de la Fédération de Russie*), in *Soboranie zakonodatel'stva RF*, 1995, N 52, article 513.

O Gosudarstvennoj politike RF v otnošenii sootečestvennikov za rubežom: Feder. Zakon ot 24.05.1999 N° 99-F3 (*Sur la politique de la Fédération de Russie concernant les compatriotes à l'étranger. Loi fédérale du 24.05.1999 N° 99-F3*), *Rossijskaâ gazeta*, le 1 juin 1999.

III. LES SOURCES ORALES

Entretien de l'auteure avec B.P., Hagondange, 26 février 2015.

Entretien de l'auteure avec L. P., Hagondange, 26 février 2015.

BIBLIOGRAPHIE

I. Ouvrages généraux sur la Résistance et la France des années sombres

GUERIN Alain, *Chronique de la Résistance*, Paris, Omnibus, 2010, 1824 p.

NOGUERES Henri, *Histoire de la Résistance en France*, Tome 1, Paris, Editions Robert Laffont, 1967, 512 p.

VARTIER Jean, *Histoires secrètes de l'Occupation en Zone interdite (1940-1944)*, Paris, Hachette littérature, 1972, 95 p.

WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance*, Paris, Perrin, 2013, 588 p.

II. Ouvrages généraux sur la participation des étrangers à la Résistance

CATALA Neus, *Ces femmes espagnoles de la Résistance à la déportation*, Paris, Tirésias, 1994, 356 p.

COURTOIS Stéphane, PESCHANSKI Denis et RAYSKI Adam (dir.), *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la résistance*, Paris, Fayard, 1989, 470 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, *L'exil des républicains espagnols en France, de la guerre civile à la mort de Franco*, Paris, Albin Michel, 1999, 475 p.

DRWESKI Bruno, « La Pown : un mouvement de résistance polonais en France », *Revue des études slaves*, Tome 59, fascicule 4, 1987, p. 741-752.

MILZA Pierre (dir.) et PESCHANSKI Denis, *Exils et migrations : Italiens et Espagnols en France (1938 - 1946)*, Paris, l'Harmattan, 1994, 695 p.

PESCHANSKI Denis, *Des étrangers dans la Résistance*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, 126 p.

PONTY Janine, « L'apport de témoignages à l'histoire de la Résistance polonaise en France : F2 et POWN », *Revue des études slaves*, Tome 75, fascicule 2, 2004. p. 297-305.

PONTY Janine, « POWN et réseau F2 : deux mouvements essentiels de la résistance polonaise en France », in JOUTARD Philippe, MARCOT François (dir.), *Les*

Étrangers dans la résistance en France, Besançon, Musée de la Résistance et de la Déportation, 1992, p. 93-97.

WYRWA Tadeusz, *La résistance polonaise et la politique en Europe*, Paris, Éditions France-Empire, 1984, 590 p.

III. Ouvrages généraux sur l'émigration russe en France (1917-1940)

BELJAEV S.A., PONOMAREVA L.V., STEPANOV N. Ju., *Russkaâ èmigraciâ v Evrope 20-30 gody XX veka (L'émigration russe en Europe dans les années 20-30 du XXème siècle)*, Moscou, RAN, 1996, 268 p.

BOL'ŠAKOV V.V., *Russkie berezy pod Parižem (Les bouleaux russes sous Paris)*, Moscou, Molodaâ gvardiâ, 1990, 269 p.

DUMIN S. V., *Romanovy. Imperatorskij Dom v izgnanii. Semejnaâ hronika (Les Romanov. La maison impériale en exil. La chronique de famille)*, Moscou, ZAHAROV-AST, 1998, 384 p.

GORBOFF Marina, *La Russie Fantôme, L'émigration russe de 1920 à 1950*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1995, 281 p.

GOUSSEFF Catherine, « Les mutations de la communauté russe de Paris après la Seconde Guerre mondiale », in MARES Antoine, MILZA Pierre, *Le Paris des étrangers depuis 1945*, p. 189-204.

GOUSSEFF Catherine, *L'exil russe. La fabrique du réfugié apatride (1920-1939)*, Paris, CNRS Éditions, 2008, 335 p.

GREBEL'SKIJ P. H., MIRVIS A. B., *Dom Romanovyh. Biografičeskie svedeniâ o členah Carstvovavšego Doma, ih predkah i rodstvennikah (La maison des Romanovs, Les notes biographiques sur les membres de la famille dirigeante, ses ancêtres et ses parents)*, Saint-Pétersbourg, Redaktor, 1992, 280 p.

IPPOLITOV G.M., *Denikin*, Moscou, Molodaâ gvardiâ, 2006, 665 p.

JEVANKOFF Alexandre, *Les Russes blancs*, Paris, Tallandier, 2011, 605 p.

KOSIK V.I., *Russkoe cerkovnoe zarubež'e: XX vek v biografiâh duhovenstva ot Ameriki do Âponii. Materialy k slovarû-spravočniku (L'Orthodoxie russe à l'étranger : XXème siècle dans les bibliographies du clergé de l'Amérique au Japon. Les documents pour le dictionnaire de référence)*, Moscou, Pravoslavnyj Svâto-Tihonovskij Bogoslovskij Institut, 2008, 422 p.

KOSTIKOV V.V., *Ne budem proklinat' izgnanie. Puti i sud'by russkoj èmigracii (Que nous ne maudissions pas l'exil. Les trajectoires et les destins de l'émigration russe)*, Moscou, Meždunarodnye otnošeníâ, 1990, 464 p.

KOVALENKO Ŭ.M., *Moskva-Pariž. Očerki o russkoj èmigracii (Moscou-Paris. Les études sur l'émigration russe)*, Moscou, Politizdat, 1991, 384 p.

LEHOVIČ D.V., *Denikin. Žizn' russkogo oficera (Dénikine. La vie d'un officier russe)*, Moskva, Evraziâ +, 2004, 888 p.

MENEGALDO Hélène, *Les Russes à Paris 1919-1939*, Paris, Autrement, 1999, 187 p.

MITROHIN V.A., « Otečestvennaâ istoriografiâ russkoj èmigracii (20-e gody XX veka) » (*L'historiographie nationale de l'émigration russe dans les années vingt du XXème siècle*), *Vestnik*, 2008, n° 4 (23), p.168-170.

NAZAROV M.V., *Missiâ russkoj èmigracii (La Mission de l'émigration russe)*, Stavropol, Kavkazskij kraj, 1992, 416 p.

RAEFF Marc, *Russia Abroad: a cultural history of the Russian Emigration 1919-1939*, 1990, New York; Oxford, Oxford University Press, 1990, 239 p.

RYGIEL Philippe, *Le Temps des migrations blanches - Migrer en occident, du milieu du XIXe siècle au milieu du XXe siècle*, Paris, Editions Publibook, 2010, 155 p.

ROBINSON Paul, *The White Russian Army in Exile 1920 – 1939*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 257 p.

STRUVE Nikita, *Soixante-dix ans d'émigration russe*, Paris, Fayard, 1996, 297 p.

SVIRIDENKO Ů.P., ERŠOV V.F., *Belyj terror? Političeskij èkstremizm rossijskoj èmigracii v 1920 - 1945 gg. (La terreur blanche ? L'extrémisme politique de l'émigration russe en 1920-1945)*, Moscou, MGU servisa, 2000, 198 p.

TIMONIN E.I., *Istoričeskie sud'by russkoj èmigracii (1920-1945 gg.) (Le parcours historique de l'émigration russe (1920-1945))*, Omsk, SibADI, 2000, 291 p.

IV. L'émigration russe face à la Seconde Guerre mondiale

BÈJDA O. I., « Russkie èmigranty-perevodčiki vermahta na Vostočnom fronte. 1941–1943 gody » (*Les émigrés russes interprètes de la Wehrmacht sur le front de l'Est en 1941-1943*), *Novaâ i novejšaâ istoriâ*, n° 4, 2014, p. 183-190.

CURGANOV Ů.S., *Beloèmigranty i Vtoraâ mirovaâ vojna, Popytka revanša. 1939-1945 (Les émigrés blancs et la Seconde Guerre mondiale. Une tentative d'un revanche)*, Moscou, ZAO Centrpoligraf, 2010, p. 344.

GOLDIN V.I., *Rokovoj vybor. Russkoe voennoe Zarubež'e v gody Vtoroj mirovoj vojny (Le choix fatal. L'Etranger militaire russe dans les années de la Seconde Guerre mondiale)*, Arkhangelsk-Murmansk, Solti, 2005, 616 p.

GONČARENKO O. G., *Beloèmigranty meždu zvezdoj i svastikoj (Les émigrés blanc entre l'étoile et le svastika)*, Moscou, Veče, 2005, 352 p.

HELLER Michel, « «Un Führer» à Paris : Ju. S. Žerebkov (1941) », dans *Cahiers du monde russe et soviétique*, XXIV (1983), Tome 24, p. 179-199.

KARPENKO S.V., *Meždu Rossiej i Stalinym. Rossijskaâ èmigraciâ i vtoraâ mirovaâ vojna (Entre la Russie et Staline. L'Emigration russe et la Seconde Guerre mondiale)*, Moscou, RGGU, 2004, 346 p.

LEBEDENKO R.V., *Učastie rossijskoj èmigracii i sovetskih voennoplennyh vo francuzskom dviženii Soprotivleniâ v gody Vtoroj mirovoj vojny (1939-1945) (La participation des émigrés russes et des prisonniers de guerre soviétiques dans le mouvement de résistance française dans les années de la Seconde Guerre mondiale) (1939-1945)*, Thèse, Pâtigorsk, GOU VPO «Pâtigorskij Gosudarstvennyj Lingvističeskij Universitet», 2011, 266 p.

SEMËNOV K.K., «Russkaâ voennaâ èmigraciâ vo Francii v 1920-1945 gg» (*L'émigration militaire russe en France en 1920-1945*), dans *Ežegodnik Doma russkogo zarubež'â imeni Aleksandra Solženicyna*, Moscou, Dom Russkogo Zarubež'â im. Aleksandra Solženicyna, 2011, p. 170-189.

V. La participation des émigrés russes à la Résistance. Parcours particuliers des émigrés russes

BLUMENSON Martin, *Le Réseau du Musée de l'Homme*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 284 p.

GAKKEL' Sergey, *Mat' Mariâ (1891-1945)*, Paris, YMCA-PRESS, 1980, 206 p.

HOGENHUIS Anne, *Des savants dans la Résistance. Boris Vildé et le réseau du Musée de l'Homme*, Paris, CNRS Editions, 2009, 222 p.

MAZUY Rachel, « Les «Amis de l'URSS» et le voyage en Union soviétique. La mise en scène d'une conversion (1933-1939) », *Politix*, Vol. 5, n° 18, Deuxième trimestre 1992, p. 108-128.

REY Marie-Pierre, *La Tentation du rapprochement: France et URSS à l'heure de la détente (1964-1974)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1991, 355 p.

STRATTON SMITH T., *Mère Marie. Nonne et Rebelle*, Paris, Presse de la Cite, 1965, 285 p.

VARAUT Laurence, *Mère Marie*, Paris, Perrin, 2000, 169 p.

VIKTOROVA T.V., STRUVE N.A., *Žizn' i žitie svâsennika Dimitriâ Klepinina. 1904—1944 (La vie et les martyrs du prêtre Dimitri Klépinine)*, Moscou, Russkij put', 2004, 228 p.

VI. Les prisonniers de guerre soviétiques et les Soviétiques enrôlés de force en France durant la guerre

BECKER Gabriel, *Le camp du Ban-Saint-Jean, 1941-1944 : Lumière sur une honte enfouie*, Knutange, Fensch-vallée, 2001, 212 p.

BORSARELLO J.F., PALINCKX Werner, *Wehrmacht & SS: Caucasian-Muslim-Asian Troops*, Bayeux, Editions Heimdal, 2006, 144 p.

COUDRY Georges, *Les camps soviétiques en France*, Paris, Albin Michel, 1997, 340 p.

COUDRY Georges, « Soldats de Vlassov et détachements soviétiques en France (1943-1945) », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 39-40, Lendemain de libération Lendemain de guerre, 1995, p. 8-12.

JARRIGE Olivier, « Châtel-Saint-Germain: le mystère du camp », *Le Républicain Lorrain*, Dimanche 13 août 2006, p. 9.

JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : les oubliés de l'Histoire », *Le Républicain Lorrain*, Lundi 26 Novembre 2007, p. 15.

JARRIGE Olivier, « Prisonniers soviétiques : la mémoire vive », *Le Républicain Lorrain*, Lundi 17 Décembre 2007, p. 16.

JARRIGE Olivier, NEVEU Cédric, LECLERCQ Christine, *et alii.* (dir.), *Trous de mémoire : Prisonniers de guerre et travailleurs forcés d'Europe de l'Est (1941-1945) en Moselle annexée*, Metz, Serpenoise, 2011, 256 p.

KOURCHBID Olivier, « Les déportés soviétiques dans les mines du Nord-Pas-de-Calais pendant la dernière Guerre », in *Mineurs immigrés. Histoire, témoignage XIXe, XXe siècles*, Institut d'Histoire sociale minière, VO Editions, 2000, p. 195-196.

TANG Charles, *Dictionnaire de la Waffen-SS*, Volume 3, Bayeux, Editions Heimdal, 2011, 400 p.

VEDRINE Jean, *Dossier les prisonniers de guerre, Vichy et la Résistance, 1940-1945*, Paris, Fayard, 2013, 931 p.

WILMOUTH Philippe, *Les camps de prisonniers de guerre en Moselle 1940-1948*, Saint-Avertin, Alain Sutton, 2009, 256 p.

VII. La participation des Soviétiques à la Résistance française

BERTIN Pierre, *Résistance en Haute-Saône*, Langres, Les Editions Dominique Guéniot, 1990, 319 p.

BYČKOV L.N., *Partizanskoe dviženie v gody Velikoj Otečestvennoj vojny v 1941—1945 (Le Mouvement clandestin pendant la Grande Guerre patriotique en 1941-1945)*, Moscou, Mysl', 1965, 454 p.

BURGER Léon, *Le Groupe Mario : Une page de la Résistance lorraine*, Metz, Imprimerie Louis Hellenbrand, 1985 (1965), 207 p.

KOŠEL' P. A., *Velikaâ Otečestvennaâ vojna 1941-1945*, Moscou, OLMA Media Grupp, 2001, 446 p.

KULIKOV I. N., PLOTNIKOV Ů. A., SAHAROV B. L., *O čem ne govorilos' v svodkah, Vospominaniâ učastnikov dviženiâ Soprotivleniâ (De quoi on n'a pas parlé dans les rapports, Les mémoires des résistants)*, Moscou, Gosudarstvennoe izdatel'stvo političeskoj literatury, 1962, 464 p.

LAROCHE Gaston, *On les nommait des étrangers*, Paris, Les Editeurs Français Réunis, 1965, 477 p.

LEBEDENKO R.V., « Učastie sovetskih voennoplennyh vo francuzskom dviženii soprotivleniâ v gody Vtoroj Mirovoj vojny » (La participation des prisonniers de guerre soviétiques au mouvement de la Résistance française pendant les années de la Seconde Guerre mondiale), *Naučnye problemy gumanitarnyh issledovanij*, n° 8, 2010, p.73-81.

LUKAŠIN, V.I., *Protiv obšego vraga*, Moscou, Voenizdat, 1976, 192 p.

POIRMEUR André, *Compiègne, 1939-1945*, Compiègne, Impr. Telliez, 1968, 182 p.

SEMIRÂGA M.I., *Kollaboracionizm. Priroda, tipologiâ i proâvleniâ v gody Vtoroj mirovoj vojny* (*Le collaborationnisme. La nature, la typologie et les manifestations pendant la Seconde Guerre mondiale*), Moscou, ROSSPÈN, 2000, 863 p.

SEMIRÂGA M.I., *Sovetskie lûdi v Evropejskom soprotivlenii* (*Les Soviétiques dans la Résistance européenne*), Moscou, Nauka, 1970, 351 p.

VIII. Sources internet

1. Revues électroniques

KOTCHETKOV A.N., « Po povodu stat'i M. A. Kokorina i A. A. Stručkova « O boevoj deâtel'nosti sovetskih patriotov na territorii Francii v 1943 - 1944 gg. » (Au sujet de l'article de M.A. Kokorin et A.A. Strutchkov « Sur l'activité combattante des partisans soviétiques sur le territoire de la France en 1943-1944), *Voprosy istorii*, n° 4, avril 1961, p. 208-209. Disponible sur : <http://a.n.kochetkov.net/voprosy-istorii> [Page consultée le 6 mai 2015]

MARCHIER Alain, « A la mémoire de la princesse rouge, *Sudouest*, le 31 octobre 2013. Disponible sur : <http://www.sudouest.fr/2013/10/31/a-la-memoire-de-la-princesse-rouge-1216159-1988.php> [Page consultée le 5 mai 2015]

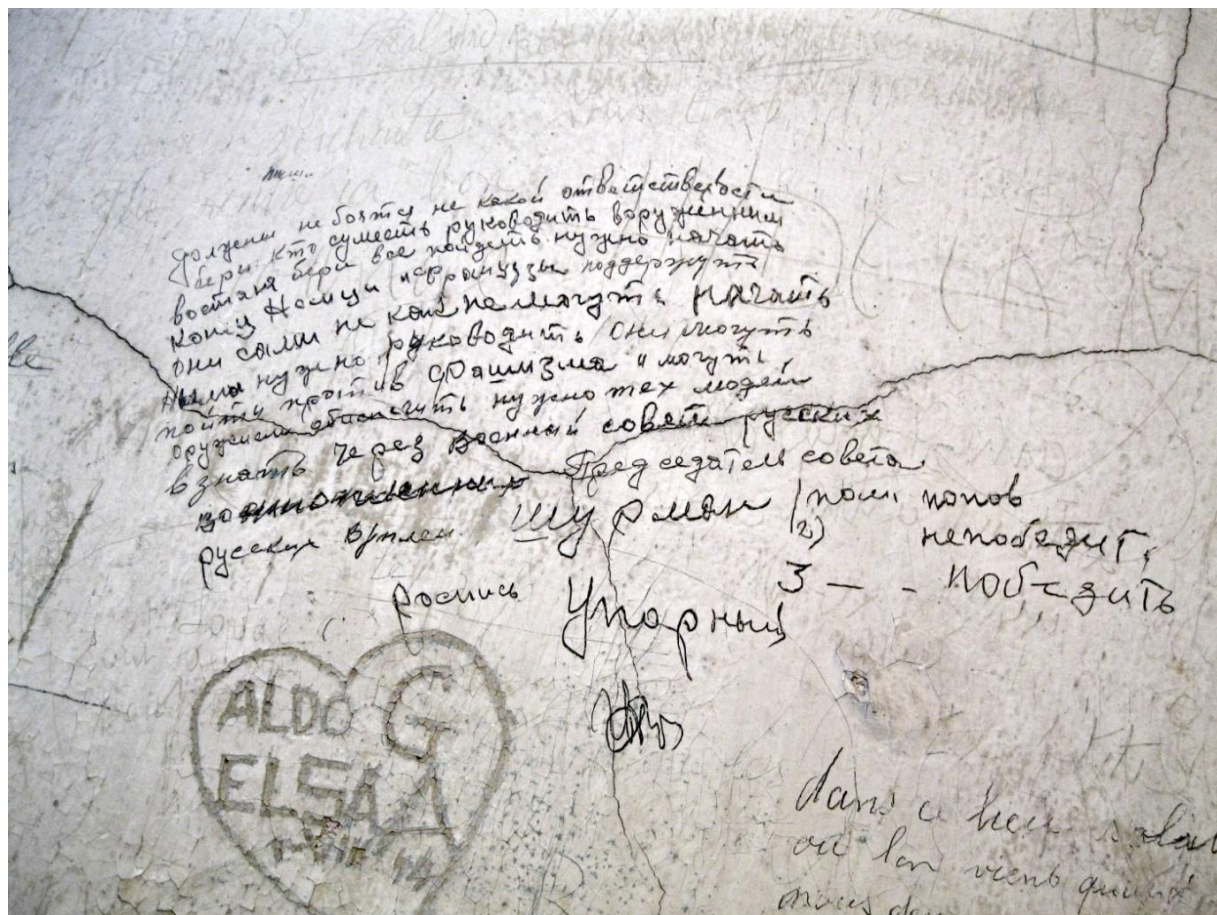
MARCHIER Alain, « En mémoire de la « princesse rouge », *Sudouest*, le 16 mai 2015, Disponible sur : <http://www.sudouest.fr/2015/05/16/en-memoire-de-la-princesse-rouge-1922272-1802.php> [Page consultée le 19 mai 2015]

TRONEL Jacky, « Tamara Volkonskaïa, « Princesse rouge », égérie des FTP du Limousin et du Périgord », lundi 13 juin 2011. Disponible sur : <http://prisons-cherche-midi-mauzac.com/des-hommes/tamara-volkonskaia%C2%A0%C2%AB%C2%A0princesse-rouge%C2%A0%C2%BB-egerie-des-ftp-du-limousin-et-du-perigord-8408> [Page consultée le 6 mai 2015]

TRUŠNOVIČ Âroslav, «Pervyj god vojny, K istorii Narodno-Trudovogo Soûza» (*La première année de la guerre. Sur l'histoire de l'Union des solidaristes du travail*), *Posev*, n° 2, 1991, Disponible sur : <http://www.posev.ru/files/nts-about/ne5007.htm> [Page consultée le 6 mai 2015]

ANNEXES

Annexe I. L'inscription faite par le prisonnier de guerre soviétique Upornyj sur le mur des cellules de la Schutzpolizei de Moyeuvre-Grande en Moselle.



Source : ASCOMÉMO, Eco-15, Photo. (Etat actuel)

Le texte de l'inscription :

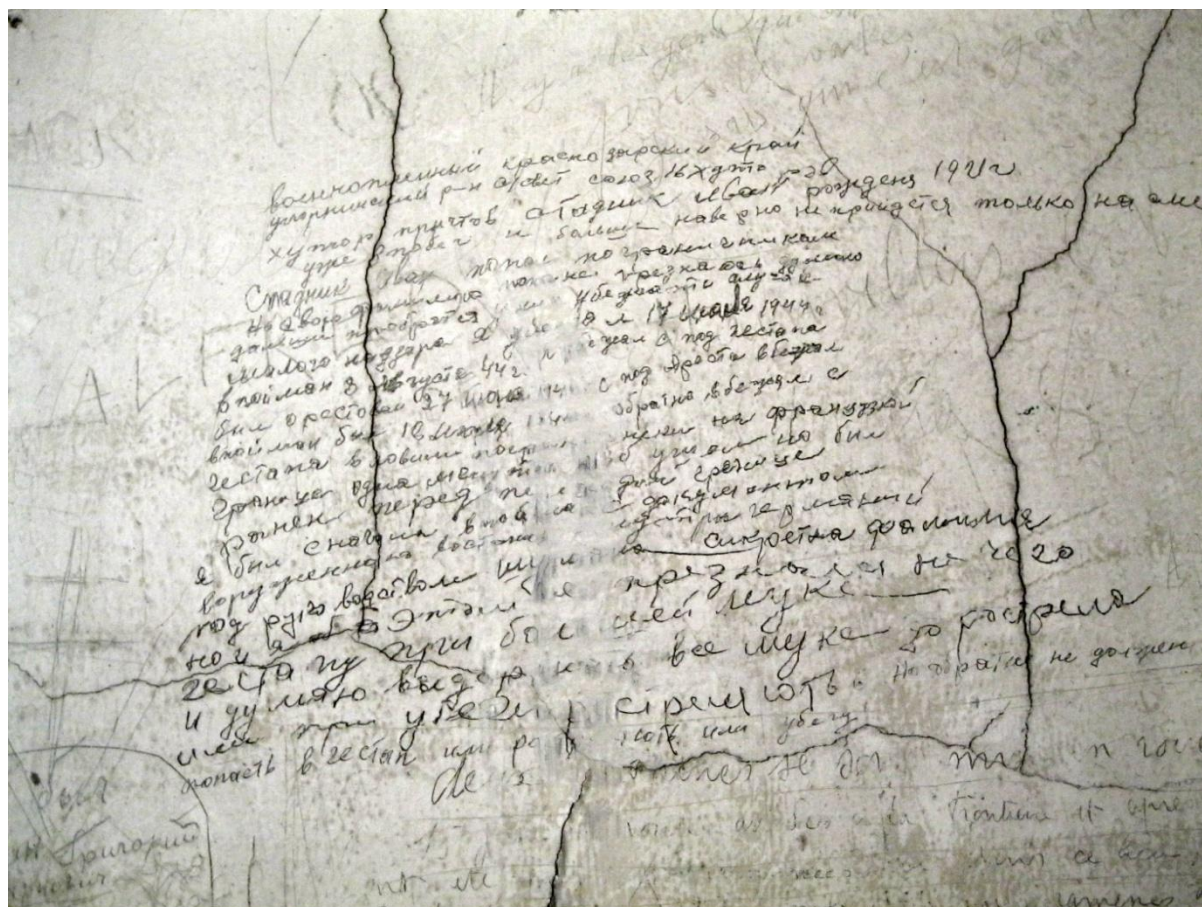
Dolžny ne boât'sâ nikakoj otvetstvennosti. Beri, kto sumeet rukovodit' vooružennym vosstaniem. Beri, vse pojduť. Nužno načat'. Konec. Nemcy i francuzy podderžut. Oni sami nikak ne mogut načat'. Imi nužno rukovodit'. Oni mogut pojti protiv fašizma i mogut oružiem obespečit'. Nužno teh lûdej vzât' čerez voennyj sovet russkih voennoplennyh. Predsedatel' soveta russkih voennoplennyh – Šurman. Rospis' Upornyj

Traduction en français :

Il ne faut pas avoir peur de prendre la responsabilité. Celui qui est capable de diriger, il doit organiser une insurrection armée, tout le monde nous rejoindra. Il faut commencer.

Fin. Les Allemands et les Français vont nous soutenir. Ils ne peuvent pas commencer eux-mêmes. Ils ont besoin d'une direction. Ils peuvent se mobiliser contre le fascisme et ils peuvent également nous fournir des armes. Il faut trouver ces gens par l'intermédiaire du Conseil militaire des prisonniers de guerre russes. Président du Conseil des prisonniers de guerre russes est Šurman. Signature Upornyj

Annexe II. L'inscription faite par le prisonnier de guerre soviétique Ivan Stadnik sur le mur des cellules de la Schutzpolizei de Moyeuivre-Grande en Moselle.



Source : ASCOMÉMO, Eco-15, Photo. (Etat actuel)

Le texte de l'inscription :

Voennoplennyj. Krasnodarskij kraj..... Sovet. Soûz 16. Xutor pričtov Stadnik Ivan rožden 1921 g. Uže 3 pobeg i bol'she naverno ne pridetsâ tol'ko. Stadnik Ivan popal k pograničnikam, no svoû familiû poka ne priznaûs', dumaû, dal'she probrat'sâ u nih ubežat' v slučae malogo nadzora. Â ubežal 17 iûlâ 1944 g., pojman byl 3 avgusta 44 g. ubežal s pod gestapa, byl arestovan 27 iûlâ 44 s pod aresta sbežal. Pojman byl 18 iûlâ...obratno sbežal s gestapa, slovili pograničniki na francuzskoj granice..... ušel, no byl ranen pered perehodom granicy. Â byl snačala pojman s dokumentom vooružennoho vosstaniâ Germanii pod rukovodstvom Šurmana – sekretnaâ familiâ, no i â ob ètom ne priznalsâ ničego gestapu pri bol'soj muke i dumaû vyderžat' vse muki do konca. Ili.....popast' v gestapo.....ili ubegu.

Traduction en français :

Prisonnier de guerre, Le kraï de Krasnodar

.....L'Union Soviétique 16 X, Khoutor Pričtov³⁴⁰, Stadnik Ivan né 1921.

Déjà la troisième évasion et peut-être, il n'en aura plus. Stadnik Ivan a été arrêté par les gardes-frontières, mais je n'ai pas encore dit mon nom, je pense à m'enfuir dans le cas d'une petite surveillance. Je me suis enfui le 17 juillet 1944 et j'ai été arrêté le 3 août 44, je me suis enfui de la Gestapo, et j'ai été arrêté le 18 juillet³⁴¹... et après je me suis enfui encore une fois. On m'a arrêté à la frontière française... j'ai réussi à m'évader, mais j'ai été blessé avant de traverser la frontière. J'ai été arrêté pour la première fois avec un document concernant l'insurrection armée....³⁴² Allemagne sous le commandement de Šurman – un nom de code, mais j'ai rien dit à la Gestapo sous la torture. Et je crois que je vais résister à toutes les tortures jusqu'au bout. Ou.....se trouver chez la Gestapo.....ou je vais m'enfuir.

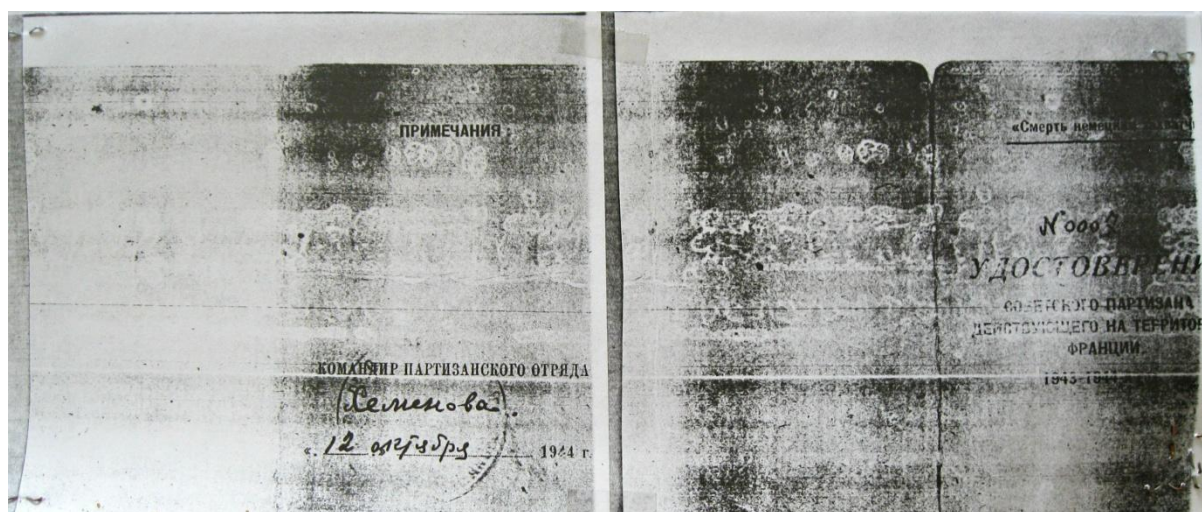
³⁴⁰ Le lieu de naissance du prisonnier de guerre.

³⁴¹ Il y a une petite confusion avec les dates.

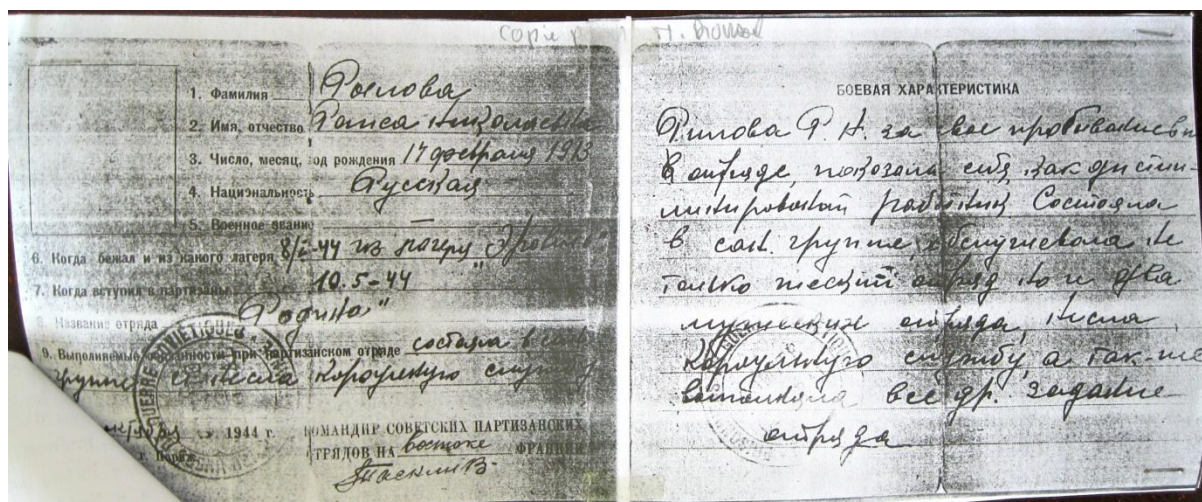
³⁴² Peut-être: Contre (?) l'Allemagne.

Annexe III. Carte de partisan en activité sur le territoire de la France de Raïssa Rilova.

Au verso :



Au recto:



Source: MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, dossier Attestations Détachement Rodina.
(Copie)

Traduction en français

Au verso:

Page de gauche

Observations :

Commandant du détachement de partisans:

Signe: Semenova

Le 12 Octobre 1944

Page de droite

« Mort aux occupants allemands »

N° 0007

Attestation pour un partisan soviétique de la France 1943-1944

Au recto :

Page de gauche

- 1- Nom de famille : Rilova
- 2- Prénom, patronyme : Raïssa Nicolaevna
- 3- Date, mois et années de naissance : 14 Février 1913
- 4- Nationalité : russe
- 5- Grade dans l'armée : -
- 6- Date de l'évasion et de quel caamp : 8/05/44 du camp d'Errouville
- 7- Date d'entrée chez les partisans : 10/05/44
- 8- Nom du détachement : Rodina (La Patrie)
- 9- Activités déployées auprès du détachement de partisans : faisait partie du groupe sanitaire et assurait les fonctions de sentinelle.

12 Octobre 1944 Commandant des détachements de partisans soviétiques à l'Est

Ville de Paris de la France :

Signé : Taskine V.

Page de droite

Rilova R.N., durant toute la durée de son activité dans le détacheemnt, s'est montrée ine participante disciplinée. Elle faisait partie du groupe sanitaire et s'occupait non seulement du détachement féminin, mais également de deux détachements masculins, assurait les

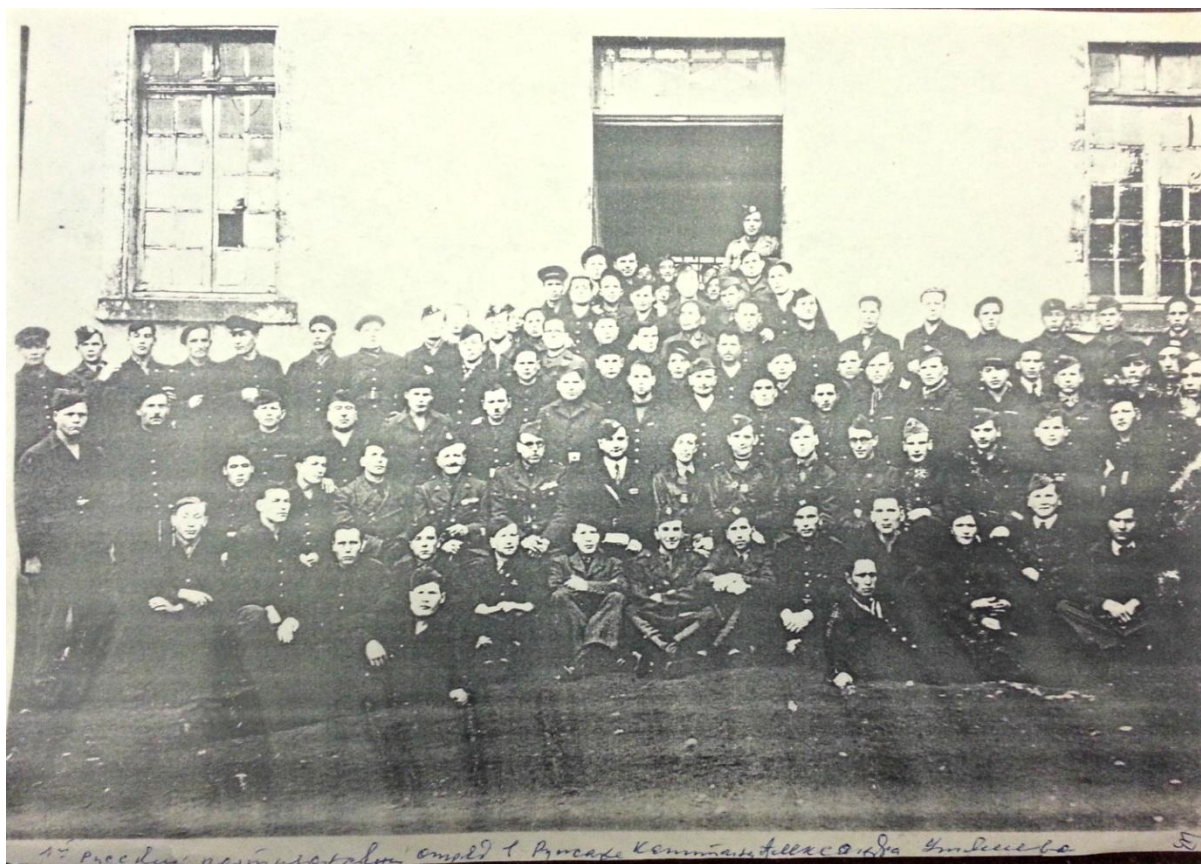
fonctions de sentinelle et accomplissait toutes les missions du détachement qui lui étaient demandées.

Annexe IV. l'Ordre général N° 71 signé par le général Zeller.



Source: MRN, Fonds René Roussel – Carton n° 8, dossier Appels à départements. (Copie)

Annexe V. Bataillon soviétique sous le commandement d'Amir Outiachev.



Source: MRN, NE 1682, Photo.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	4
ABREVIATIONS ET SIGLES.....	5
INTRODUCTION	7
PARTIE I De l'Occupation de la France à l'invasion de l'URSS	17
1 Chapitre I. La population d'origine russe en France à la veille de l'Occupation.	18
1.1 La représentation des émigrés russes selon plusieurs regards.	19
1.1.1 Le regard de l'émigration sur elle-même.....	19
1.1.2 Le regard soviétique. La fabrique de l'image de l'ennemi blanc.	20
1.2 Le problème du statut des émigrés en France. La fabrique de l'apatride.	23
1.3 Les organisations politiques de l'émigration russe à la veille de la guerre.	26
1.3.1 La ROVS.....	26
1.3.2 La RNSUV.....	29
1.3.3 La nouvelle génération.....	30
2 Chapitre II. L'émigration russe face à la guerre et à l'Occupation.	36
2.1 Les clivages au sein de l'émigration russo-soviétique à la veille de la guerre.	36
2.2 L'Occupation de la France : de l'idée à l'action. Les Russes proallemands et les Russes prosoviétiques.	39
2.3 Les émigrés russes face à l'invasion de l'URSS.....	42
3 Chapitre III. L'activité clandestine des émigrés russes dans la Résistance.....	47
3.1 L'engagement dans la Résistance depuis 1940. Pour la France !.....	48
3.1.1 Le réseau du Musée de l'Homme.	48
3.1.2 L'Action orthodoxe.....	52
3.1.3 Vera Obolensky, « Vicky ».....	55
3.1.4 Alexandre Chweitzer.	56

3.2	Les Russes dans la France libre. Anna Marly.....	57
3.3	Pour l'URSS !	59
3.3.1	L'Union des patriotes russes.	59
3.3.2	Le cas particulier des Amis de l'Union Soviétique.	61
PARTIE II.....		65
De l'internement des prisonniers de guerre soviétiques dans les camps nazis en France à la Libération.....		65
4	Chapitre IV. L'arrivée des prisonniers de guerre soviétiques en France occupée et leur engagement dans la Résistance.	66
4.1	Prisonniers de guerre soviétiques amenés par les Allemands en 1942...67	
4.2	Soviétiques enrôlés de force dans la Wehrmacht.	71
4.3	L'engagement des Soviétiques dans la Résistance française.....	75
5	Chapitre V. Les formes de la résistance soviétique en France.	81
5.1	Les actes de sabotage dans les camps et dans les mines.....	81
5.2	La Résistance armée : les évadés des camps dans les F.F.I.....	83
5.3	La Résistance armée : les déserteurs des bataillons de l'Est dans les F.F.I.	90
5.3.1	Les Ukrainiens dans la Résistance.....	90
5.3.2	Les Arméniens dans la Résistance.....	92
5.3.3	Les Géorgiens dans la Résistance.	93
5.3.4	Les Tatares dans la Résistance.....	93
6	Chapitre VI. La coopération des émigrés russes avec les prisonniers de guerre soviétiques durant la guerre.	96
6.1	Le réseau « Jaguar ».....	96
6.2	L'émigrée russe Tamara Volkonsky et les Soviétiques dans le département de la Dordogne.	98
6.3	La libération de l'Ambassade soviétique à Paris.	99
CONCLUSION.....		101
SOURCES.....		105

BIBLIOGRAPHIE.....	111
ANNEXES.....	120